

UNIVERSITE MOULOU D MAMMERI DE TIZI-OUZOU



**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET
DES SCIENCES DE GESTION**

DEPARTEMENT DES SCIENCES COMMERCIALES

**Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du
Diplôme de Master en Sciences Commerciales**

Spécialité : Commerce et Finance internationale

THEME

**L'impact des fluctuations du prix du pétrole sur
le commerce extérieur en Algérie
(2010-2017)**

Réalisé par :

CHABANE Nouria

LAOUIREM Naïma

Sous la direction de : M. ABIDI Mohamed

Membres du jury :

Président : OUALIKENE Selim Maître conférences A à l'UMMTO

Rapporteur : ABIDI Mohamed Maître conférences B à l'UMMTO

Examinatrice : LOUGGAR Roza Maître assistante A à l'UMMTO

Promotion : 2016-2017

Remerciement

Nous remercions Dieu, le tout -puissant de nous avoir accordé volonté et courage pour accomplir ce travail.

Nous avons aussi le plaisir de remercier vivement notre encadrant M. ABIDI, pour son grand soutien, son orientation, et ses conseils, remarques, qui nous étaient utiles, tout au long de ce travail.

Nous tenons à exprimer notre grande reconnaissance et profonde gratitude à notre chef de spécialité M. OUALIKENE Selim pour ses conseils, son aide précieux, en nous assurant les documentations et pour le temps qu'il nous a consacré.

Nous remercions également les membres de jury qui ont accepté de lire et d'évaluer ce présent travail de recherche.

Notre profonde reconnaissance aussi à tous les enseignants de la faculté des sciences économiques, commerciales et sciences de gestion qui ont assuré notre formation durant le cursus universitaire.

Enfin, nous manifestons beaucoup de gratitude pour ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail.

Dédicaces

Je dédie ce travail à mes chers parents qui m'ont toujours éclairé le chemin de la réussite, qui m'ont toujours soutenu et accordé leur confiance, et si je suis ce que je suis, c'est grâce à eux.

Je dédie aussi ce travail à :

Mes frères et sœurs ;

Mes neveux et nièces ;

À la mémoire de mon grand-père ;

À tous mes amis (e) ;

À mes cousins et à mes cousines ;

À ma collaboratrice Naïma ;

Et enfin à tous ceux que j'aime et que j'ai manqué de mentionner le nom ; ce travail vous est dédié.

Nouria

Dédicaces

Je dédie ce travail à :

La mémoire de mon père

*Ma très chère mère, ma source de tendresse, qui me donne
toujours l'espoir de vivre et qui n'a jamais cessé de prier pour
moi*

Mes chers frères

*Ma grand-mère, qui me chérit et pour laquelle je souhaite une
meilleure santé*

Mes chers (e) amis (e)

*Mon binôme Nouria avec qui j'ai tout partagé durant la
réalisation de ce travail*

Mes camarades de la promotion CFI

*Ainsi qu'à tous ceux qui me connaissent, qui me sont chers et
proches, et ceux que j'estime.*

Naima.



Listes Des Tableaux, Schémas et Figures

Listes Des Tableaux, Schémas Et Figures

Liste des tableaux

N°	Titre du tableau	Page
01	Les grands secteurs d'utilisations des produits pétroliers	24
02	Les utilisations du pétrole	25
03	Évolution du niveau des réserves prouvées de pétrole en Algérie au cours de la période 2002-2015 (en millions de barils)	27
04	Répartition des importations par mode de financements le 1 ^{er} semestre 2016-2017	67
05	Les importations de l'Algérie par régions économiques le 1 ^{er} semestre 2016-2017	68
06	Les exportations de l'Algérie par régions économiques le 1 ^{er} semestre 2016-2017	69
07	Les principaux clients commerciaux de l'Algérie le 1 ^{er} semestre 2016-2017	71
08	Les principaux fournisseurs commerciaux de l'Algérie le 1 ^{er} semestre 2016-2017	72
09	Filiales SONATRACH et leurs participations dans le chiffre d'affaire (millions de dinars)	79
10	Évolution des cours du pétrole algérien « Sahara Blend », durant la période 2005-2017 (Cours du baril en US\$)	83
11	Évolution annuelle du produit intérieur brut (PIB) en% 2013-2017	89
12	Évolution des exportations en Algérie pour la période 2010-2017 (en millions de dollars US)	96
13	Évolution des importations en Algérie pour la période 2010-2017 en millions de dollars US)	99
14	La répartition par groupe des produits importés en Algérie (en millions de dollars US)	100
15	Évolution de la balance commerciale de l'Algérie, période 2010-2017 (en millions de dollars US)	102

Liste des schémas

N°	Titre des Schémas	Page
01	Le principe d'une raffinerie simple	23
02	Les marchés du pétrole	33
03	La relation choc pétrolier et contre choc pétrolier	42
04	Evolution du commerce extérieur en Algérie	65

Listes Des Tableaux, Schémas Et Figures

Liste des figures

N°	Titre de la Figure	Page
01	Évolution de la production de pétrole en Algérie durant la période 1980-2016(en milliers de baril jour).	26
02	Structure des exportations d'énergie primaire de l'Algérie en 2016	28
03	Cours du pétrole Algérien (Sahara Blend) en dollars par baril pour la période allant 1983 à 2015	43
04	Évolution des importations, exportations, et la balance commerciale en Algérie 1963-1970 en milliards de dollars	51
05	Évolution des importations, exportations et la balance commerciale en Algérie 1970-1977 en milliards de dollars	53
06	Évolution des importations, exportations et de la balance commerciale en l'Algérie 1979-1988 en milliards de dollars	56
07	Évolution des importations, exportations et de la balance commerciale en l'Algérie 1990-1997 en milliards de dollars	61
08	Évolution des importations, exportations et de la balance commerciale en l'Algérie 1997-2012 en milliards de dollars	64
09	Répartitions des importations exportations par mode de financement	67
10	Répartition des importations en Algérie par régions économiques	68
11	Évolution des cours du pétrole algérien « Sahara Blend », durant la période 2005-2016 (Cours du baril en US\$)	84
12	Évolution annuelle du produit intérieur brut (PIB) en % (2013- 2017)	89
13	Évolution des exportations hors hydrocarbures et du commerce extérieur en Algérie entre 2010-2017	96
14	Évolution des importations du commerce extérieur en Algérie 2010-2017	99
15	Évolution de la balance commerciale période 2010-2017	103



LISTE DES ABREVIATIONS

Liste des abréviations :

AGI : Autorisations globales d'importation.

AIE : Agence International de l'Energie

AMPEX : Aide en matière de promotion des exportations

ASCOOP : Association Coopérative

BCIA : Banque commerciale et industrielle d'Algérie

BIC : Bénéfices industriels et commerciaux

BNA : Banque nationale d'Algérie

Brent : référence de pétrole sur le marché européens

CAA : Compagnie Algérienne d'assurance

CACI : La chambre Algérienne de commerce et de l'industrie

CAGEX : La compagnie Algérienne d'assurance et de garantie des exportations

CASH : Compagnie des Assurances des hydrocarbures

CNIS : Centre national sur l'information statistiques des douanes

COGIZ : Conditionnement et commercialisation des gaz industriels

CPA : Crédit populaire d'Algérie

DA : Dinars Algérien

ENGTP : Entreprise nationale de grands travaux pétroliers

ENAC : Entreprise nationale de canalisation

ENAGEO : Entreprise nationale de géophysique

ENAFOR : Entreprise nationale de forage

ENTP : Entreprise nationale des travaux aux puits

ENSP : Entreprise nationale des services aux puits

EPE : Entreprises publiques économique

FMI : Fond Monétaire International

FSPE : Fond spécial de promotion des exportations

GPA : Groupements professionnels d'achat

GCB : Société national de génie civil et bâtiment

GCCO : Société de centre des conventions d'Oran

GNL : Gaz naturel liquéfié

GPL : Gaz de pétrole liquéfié

GTP : Entreprise nationale de grands travaux pétroliers

HSE : Hygiène, sécurité, environnement

HELIOS : La société pour la construction et l'exploitation d'une usine d'hélium liquide et d'azote

HYPROC : Société nationale de transport maritime des hydrocarbures et des produits chimiques

IPE : International petroleum exchange

Mb/j : Milliers de barils par jour

MMSC : Comité de surveillance du marché pétrolier

NAFTAL : Société national de commercialisation et de distribution des produits pétroliers

NYMEX: New York Mercantile Exchange

OCDE : Organisation de coopération et de développement économique

OMC : Organisation mondiale du commerce

ONACO : Office national de commercialisation

OPEP : l'Organisation des pays Exportateurs du pétrole

PAS : Plan d'ajustement structurel

PGE : Programme générale d'exportation

PGI : plan global d'importation

PIB : Produit Intérieur Brut

PROMEX : Office Algérien de promotion des exportations

SAFEX : Société Algérienne des foires et exportations

Sahara Blend : référence de pétrole algérien

SARPI : Société Algérienne de Réalisation de Projets Industrielles

SAFIR : La société Algérienne d'ingénierie et de réalisation

SONATRACH : Société Nationale de Transport et de Commercialisation des Hydrocarbures

SPC: SONATRACH Petroleum Corporation

SOTRAZ: La société de transport d'Arzew

STH : Société de gestion et d'exportation des terminaux marins à hydrocarbures

SOMIZ : Société de maintenance industrielle d'Arzew

SOMIK : Société de maintenance industrielle de SKIKDA

2SP : Société de sécurité et de prévention des installations industrielles

TAL : Tassili Airlines

TTA : La société Tassili Travail Aérien

UE : Union Européenne

UMA : Union Maghreb Arabe

US\$/bbl : Dollar américaine pour un baril

USA : les Etats-Unis

WTI :(**West Texas Index**) : référence de pétrole sur le marché américain



SOMMAIRE

Introduction générale.....	17
Chapitre 1 : Le secteur des hydrocarbures en Algérie.....	21
Section 1 : Rôle des hydrocarbures en Algérie.....	22
Section 2 : Les déterminants du prix du pétrole sur le marché pétrolier.....	30
Section 3 : Evaluation du prix du pétrole.....	39
Chapitre 2 : Le commerce extérieur en Algérie.....	48
Section 1 : Le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur en Algérie.....	49
Section 2 : Libéralisation de commerce extérieur en Algérie.....	53
Section 3 : La structure du commerce extérieur en Algérie.....	66
Chapitre 3 : Relation entre les fluctuations du prix du pétrole et le commerce extérieur en Algérie.....	75
Section 1 : Le groupe SONATRACH et le pilier de l'industrie en Algérie.....	76
Section 2 : Evolution des cours du pétrole.....	82
Section 3 : La relation entre le prix du pétrole et le commerce extérieur en Algérie.....	95
Section 4 : Les stratégies adoptées par l'Algérie afin de faire face aux effets des fluctuations du prix du pétrole.....	104
Conclusion générale.....	110



INTRODUCTION GENERALE

Introduction

Deux facteurs sont à l'origine de la naissance du commerce extérieur, le besoin et la diversité dans la répartition des richesses à travers le monde. En effet, des ressources qui sont nécessaires à l'économie d'un pays, et parfois même à la survie s'avèrent inexistantes ou peu suffisantes sur le territoire national, elles doivent être ainsi acheminées en provenance d'autres pays. Le commerce international représente donc une solution pour maximiser le bien-être de la nation.

Depuis le début du 19^{ème} siècle, les échanges internationaux d'abord de marchandises, puis également de services, ont considérablement évolué. Ne concernant à l'origine essentiellement qu'un petit nombre de grandes puissances européennes, le commerce international s'est progressivement développé pour bénéficier actuellement à la quasi-totalité des pays du monde.

On est dans l'ère de la mondialisation, l'ouverture sur l'étranger ne cesse d'accroître, car aucun pays ne peut vivre en autarcie. L'Algérie, également interpellée par ce processus, ne peut faire exception, elle n'a d'autres alternatives que celui d'y adhérer.

L'Algérie est relativement bien dotée en facteur travail et en matière de ressources naturelles, le pays a du pétrole et surtout du gaz, il est donc bénéfique pour ce dernier de se spécialiser dans la production, et l'exportation de biens intensifs en travail et en ressources naturelles et importer des biens intensifs, en capital mais. Le gouvernement décide d'exploiter au maximum les hydrocarbures et les revenus qu'il en tire pour se développer rapidement, en négligeant les autres secteurs tels que l'agriculture.

En effet, l'analyse de la structure de l'économie algérienne démontre que le secteur des hydrocarbures est son pilier, l'aisance financière qu'a pu connaître le pays est particulièrement l'œuvre de ce secteur. Elle est le résultat de deux facteurs : l'envolée des cours des hydrocarbures et l'augmentation du volume des exportations. Le secteur économique de l'énergie en Algérie occupe une place prédominante : les hydrocarbures à eux seuls représentent 30 % du PIB, 60 % des recettes du budget et 95 % des recettes d'exportations.

En 1973, grâce au premier choc pétrolier, les revenus des hydrocarbures deviennent importants et ils se maintiennent élevés pendant toutes les années 1970, ces ressources servent à l'industrialisation du pays, à l'achat d'usines, et à la valorisation des hydrocarbures, elles ont aussi permis le retour à l'équilibre de la balance commerciale qui a connu jusqu'en 1973 un

déficit. Tant que la rente pétrolière augmente, le pays arrive à financer les importations et à satisfaire la population, mais le contre-choc pétrolier de 1986 qui culmine avec une situation économique déjà difficile, amène la déstabilisation économique du pays.

L'Algérie qui ne possède ni placement boursier important, ni gros investissements étrangers, ni même d'industries exportatrices reste jusqu'à aujourd'hui prisonnière de ses hydrocarbures. En effet, à partir de juin 2014, les prix de pétrole ont connu une chute vertigineuse sur les marchés internationaux, ce qui s'est traduit par un déséquilibre sur l'ensemble des indicateurs économiques, notamment, la balance commerciale, qui subit lourdement les effets de ces fluctuations. Le solde de la balance commerciale est passé d'un excédent de 2,93 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 2014 à un déficit de 12,82 milliards de dollars au cours de la même période de l'année 2015 (8,29 milliards de dollars au premier semestre 2015).

La balance commerciale de l'Algérie reste fragilisée, car elle dépend de la fluctuation des prix des matières premières. Le secteur des hydrocarbures demeure le pilier de l'économie algérienne. À ce titre, l'objectif de notre travail consiste à étudier la problématique **de l'impact des fluctuations des cours du pétrole sur le commerce extérieur en Algérie.**

De cette question principale découle les sous-questions suivantes :

- quels sont les facteurs qui définissent les prix du pétrole ?
- quelle est la structure du commerce extérieur en Algérie ?
- La fluctuation des cours du pétrole impact-elle le commerce extérieur en Algérie ? Ces deux variables évoluent-elles de façon parallèle ?

Notre recherche a pour objectifs :

- D'identifier les différents facteurs déterminants des prix du pétrole sur le marché.
- D'étudier la structure et l'évolution du commerce extérieur algérien.
- D'analyser le rythme d'évolution des deux variables et de ressortir une éventuelle relation entre les cours des hydrocarbures et le commerce extérieur en Algérie.

Le thème de notre recherche a suscité notre plus grand intérêt, c'est de la que découle notre motivation pour le choix de ce thème d'une part, d'autre part il est d'actualité et il reflète la

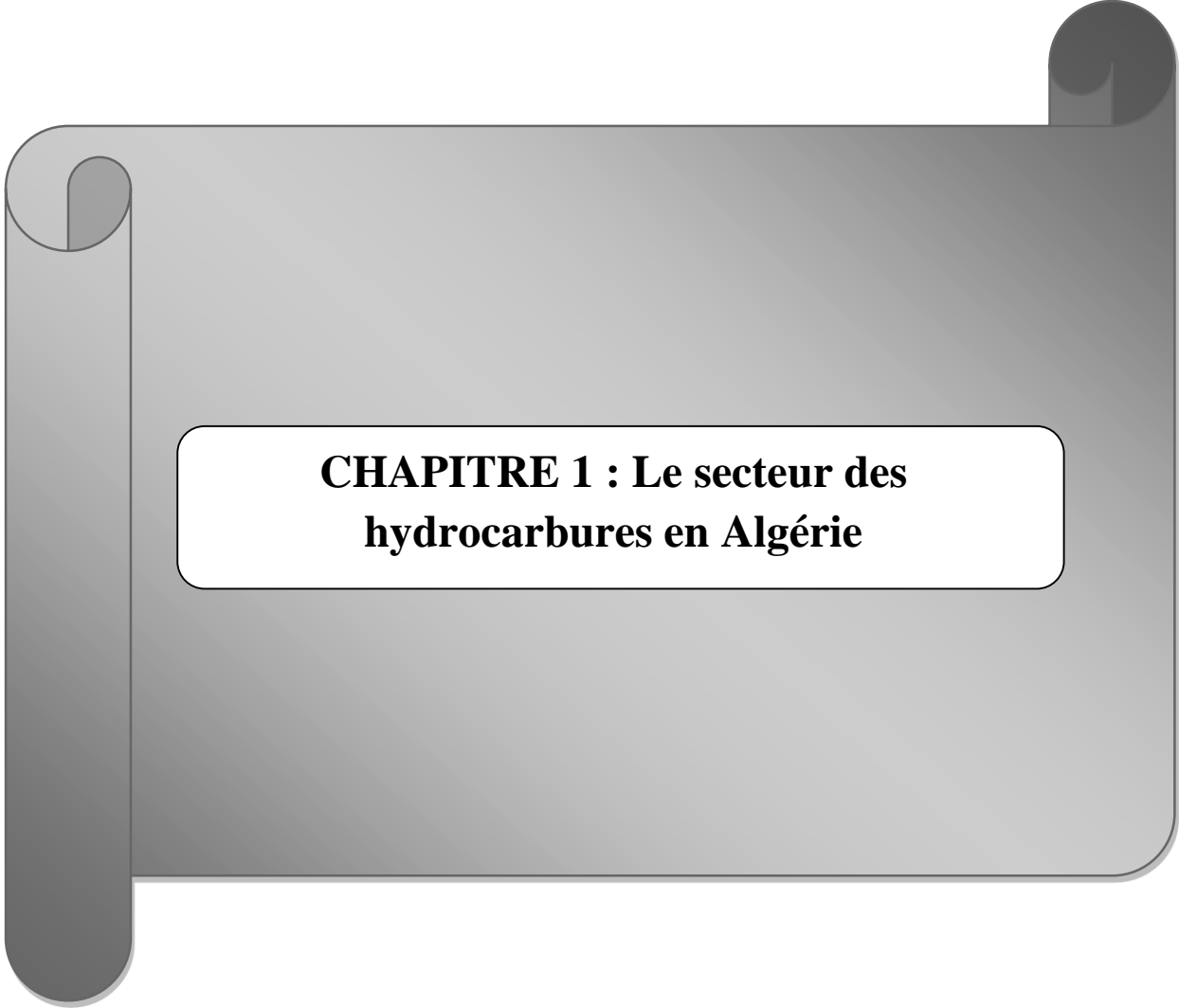
véritable situation économique en Algérie surtout avec la baisse des cours du pétrole durant ses dernières années. Il relance le débat sur la dépendance du pays vis-à-vis de ses hydrocarbures, ce qui accentue d'avantage notre volonté à traiter ce thème.

Afin d'apporter des éléments de réponse à notre problématique, nous avons réparti notre travail en trois chapitres. Dans le premier chapitre, nous tenterons de présenter la place que tiennent les ressources pétrolières dans l'économie algérienne. Le deuxième chapitre portera sur le commerce extérieur en Algérie, et enfin, le dernier chapitre constituera une analyse qui permettra de déduire la relation entre ces deux variables à savoir, le commerce extérieur en Algérie et le prix du pétrole sur le marché international.

Pour mener à bien notre étude et mieux répondre à la problématique et aux questions secondaires évoquées précédemment, nous nous sommes appropriées la démarche méthodologique suivante :

Dans un premier lieu, faire une revue de littérature en exploitant des ressources documentaires importantes (articles, ouvrages...), et un passage à la bibliothèque de la faculté, ce qui a été pour beaucoup dans la rédaction de ce mémoire.

Dans un second lieu, effectuer des déplacements pour prendre contact avec des responsables de la SONATRACH, ce qui nous a permis de constituer un portefeuille de données très utile à notre travail de recherche.



**CHAPITRE 1 : Le secteur des
hydrocarbures en Algérie**

Introduction

Sur la scène mondiale, l'Algérie est considérée comme un pays mono exportateur d'hydrocarbures, ces derniers sont destinés en direction de l'union européenne et des Etats-Unis, qui achètent une partie non négligeable de son GNL (gaz naturel liquéfier). Bien que l'Algérie soit un modeste producteur par rapport aux pays du Moyen –Orient, son pétrole et surtout son gaz occupent une place importante dans les relations géopolitiques et économiques méditerranéennes.

En effet, l'économie algérienne est une économie basée sur la production des hydrocarbures. Elle représente 98% des exportations du pays, ce qui nous fait dire que c'est une économie rentière. Ce secteur a joué un rôle très important durant la période de la hausse des prix du pétrole dans l'élimination de plusieurs problèmes rencontrés par l'économie algérienne, par exemple, l'élimination de la dette externe dans les années 1999- 2000.

À travers ce chapitre, dans la 1^{ère} section, nous allons définir le secteur des hydrocarbures et son importance en Algérie, dans la 2^{ème} section, nous allons aborder les déterminants des prix du pétrole et la 3^{ème} section portera sur les grandes variations des prix du pétrole.

Section 1 : Rôle du secteur des hydrocarbures en Algérie

Les hydrocarbures sont des produits organiques composés essentiellement d'atome de carbone et hydrogène et souvent d'atome de soufre à l'état, sa combinaison organique est composée d'oxygène et d'azotes. Les hydrocarbures selon leurs densités, on peut les trouver à l'état liquide, comme le pétrole ou à l'état gazeux comme le gaz naturel.

1.1. Historique sur les hydrocarbures

Les premières spéculations sur la présence du pétrole dans le Sahara algérien ont commencé à partir des années 1930. À la fin des années 1950, des compagnies françaises découvrent les deux gisements historiques d'hydrocarbures qui continuent à contribuer pour une part prépondérante de la production Algérienne : 62% pour HASSI-Messaoud (gisements du pétrole) et 72% pour HASSI-RMEL (gisement du gaz naturel), Ainsi les premiers contrats d'exploration sont signés avec des compagnies françaises et internationales.

1.1.1. Définition du pétrole

Cette ressource joue un rôle économique et politique considérable depuis la fin du 19^{ème} siècle, car c'est en grande partie grâce à cette matière première que s'est effectuée la seconde révolution industrielle¹.

Le pétrole brut est un liquide noir, quelque fois à reflets, verdâtres et généralement plus léger que l'eau. Il est plus au moins fluide suivant son origine, son odeur et habituellement forte et caractérisée.

En général, le pétrole est piégé dans une roche-réservoir située sous des couches imperméables, il occupe un interstice microscopique entre les cristaux de la roche, peu comme l'eau dans une éponge ou dans une craie mouillée.

À titre d'exemple : 1m³ de roche imprégnée contiennent moins de 150 litres de pétrole et avec les techniques actuelles d'extraction du pétrole, à peine 40 litres arriveront à la tête depuis lors de la mise en exploitation du gisement².

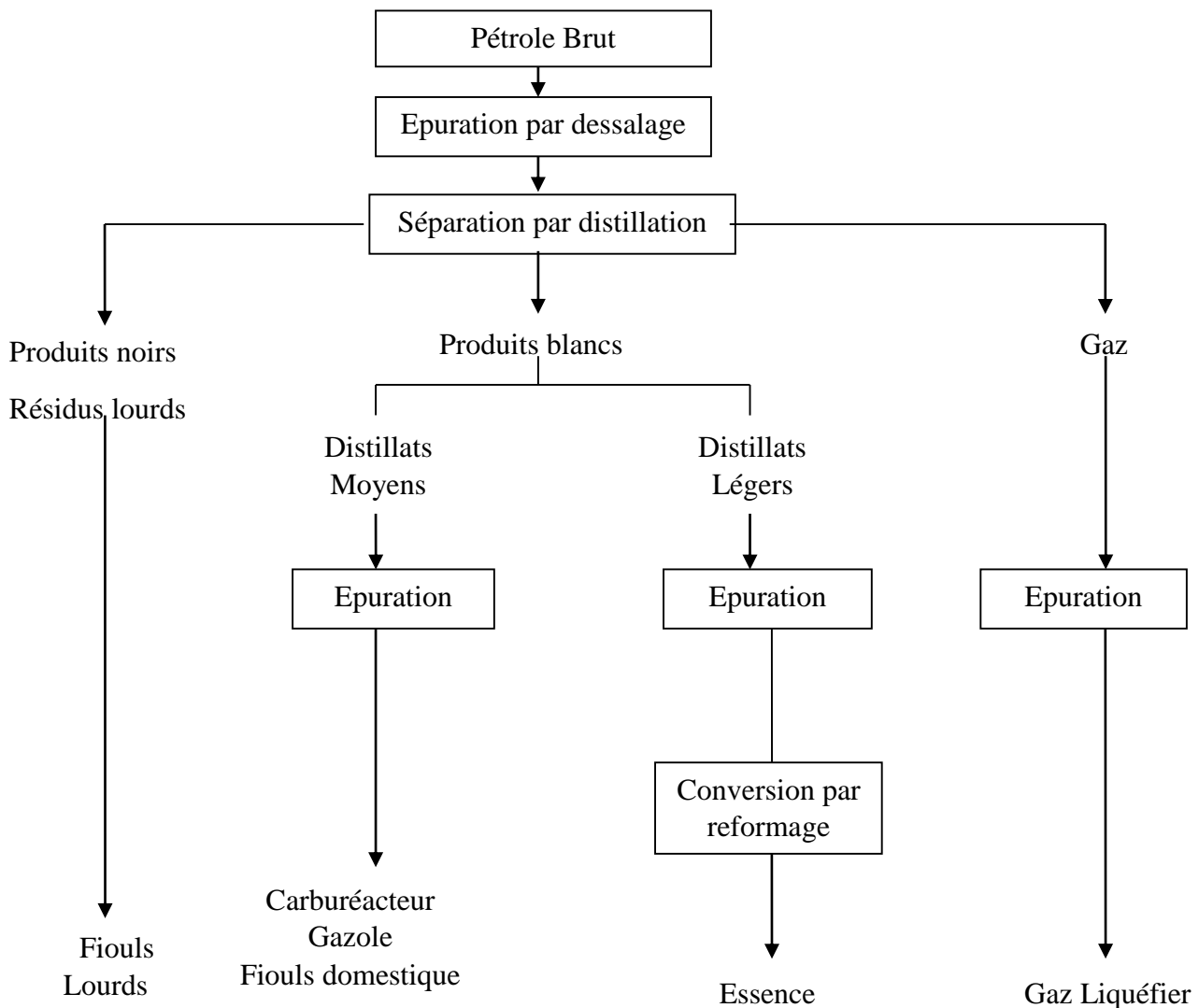
1.1.2. Utilisation du pétrole

Le pétrole est un produit stratégique utilisé dans un grand nombre de secteurs différents, ce qui est en fait denrée vitale et centrale dans l'économie mondiale.

Le pétrole à l'état brut ne peut être utilisé, le raffinage le transforme en produits énergétiques (carburants, fioul) et en produits non énergétiques (matières premières, pétrochimiques, lubrifiantes, bitumes)

¹ CHAUDARD.S : « Géopolitique et pétrole », Ed Jeunes, Paris, 2006, P11.

² BOUDJELAL.M et DJOUKER.M : « Législation et fiscalité pétrolière en Algérie », Mémoire de Magister, UMMTO, 2010, P45.

Schéma 01 : le principe d'une raffinerie simple.

Source : DUROUSSET Maurice : « Le marché du pétrole », Ed Ellipses, Paris, 1999, Page : 16

Le tableau ci-dessous nous permet de montrer les grands secteurs d'utilisation des produits pétroliers tels que le transport, l'industrie et le secteur domestique et tertiaire qui détient les parts les plus élevées 33%, 30%, et 31% respectivement, par la suite, on trouve les deux derniers secteurs qui sont la sidérurgie et l'agriculture avec un pourcentage très faible 3.20% et 2,80% respectivement.

Tableau 01 : Les grands secteurs d'utilisations des produits pétroliers.

Secteurs d'activités	Pourcentage
Transports	33%
Industrie	31%
Domestique et tertiaires	30%
Sidérurgie	3,20%
Agriculture	2,80%

Source : CHAUTARD.S, géopolitique et pétrole, Ed. Jeunes, Paris, 2006, page 12.

Le tableau illustre les utilisations du pétrole, nous remarquons que le pétrole est utilisé dans différents secteurs tel que le secteur secondaire qui est la transformation des matières premières comme la production du polymère (plastique, isolants), nylon (fibre synthétique...). Ainsi que dans notre vie quotidienne, exemple le chauffage domestique.

Tableau 02 : Les utilisations du pétrole

Produits	Secteurs
Les carburants (GPL, essence, gazole, carburéacteur)	Industrie automobile, aviation
Les combustibles (fioul domestique, fioul lourd)	chauffage domestique, chauffage urbain, transport maritime, locomotives, fours industriels. dans l'industrie : cimenteries, tuileries, papeteries, verreries et usines thermique (production d'électricité).
les lubrifiants	huile pour moteurs, huile pour transmissions automatique ou hydraulique. huile de procédés : utilisées dans les encres, les insecticides, le caoutchouc. graisses : essentiellement dans les roulements à bille. les cires : encaustiques, enduction de tissu, protection des métaux. les paraffines : emballages, produits d'entretien, produit pharmaceutiques, explosifs, imperméabilisation du bois.
les bitumes	revêtement routier, étanchéité des bâtiments, isolation, anticorrosion...
les gaz	usage domestiques
les bases pétrochimiques	polymères : plastique, isolants. fibres synthétiques : nylon. caoutchouc synthétique. solvants : encres d'imprimerie, peintures, colles, teinture. détergeant. agronomie : pesticides.

Source : Secrétariat de la CNUCE,

(<http://treaties.un.org/Pages/PageNotFound.aspx?clang=fr>). Consulté le 26/09/2017.

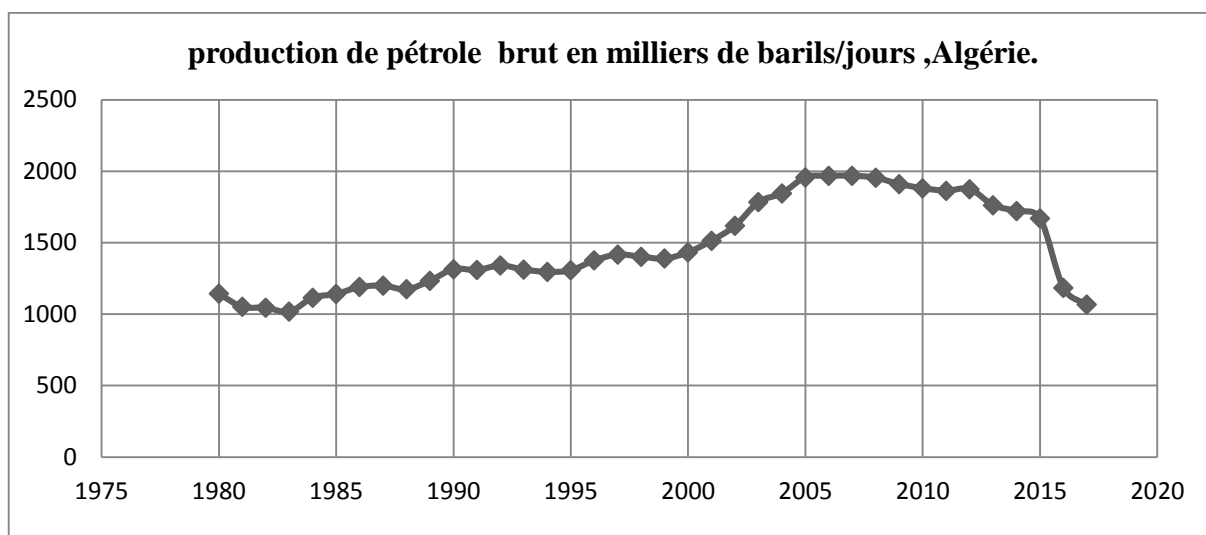
1.2. La production du pétrole en Algérie

Les ressources en pétrole sont calculées à la fois par les réserves prouvées et par le rythme d'extraction et de production. Les parts de production et d'exportation de pétrole brut ont diminué rapidement au début des années 1980, la production pétrolière étant de plus en plus limitée par les contingents de l'OPEP. En effet, entre 1980 et 1982 la part de la production de pétrole brut réservée à l'exportation est passée d'environ 80% à 50% soit une baisse de 30%, tandis que la part exportée des produits pétroliers raffinés et de GNL a triplé.

L'Algérie produit 1 400 000 barils/jour de pétrole, en 2016, dont 850 000 par l'entreprise SONATRACH et détient la cinquième réserve mondiale prouvée en gaz naturel ; elle est le quatrième exportateur mondial de gaz derrière Gazprom, Shell et Exxon et le deuxième en GNL (gaz naturel liquéfier), elle alimente via ses gazoducs avec l'Italie et l'Espagne 25% des besoins gaziers de l'Europe³.

À travers la figure ci-dessous nous présenterons l'évolution de la production de pétrole en Algérie durant la période allant de 1980 jusqu'en 2016. Nous remarquerons que la production de pétrole ne cesse pas d'augmenter durant les périodes 1980-2010, mais depuis l'année 2011 la production a connu une baisse qui dure jusqu'en 2016.

Figure 01 : Évolution de la production de pétrole en Algérie durant la période 1980-2016 (en milliers de barils/jour).



Source : Elaboré par nous-mêmes à partir des données de British Petroleum Company. (www.bp.com), consulté le 27/09/2017.

³ Centre Nationale de l'information et des statistiques de l'Algérie période Janvier 2017

1.3. La classification des réserves de pétrole

Il existe deux grandes catégories de réserves de pétrole brut à savoir : les réserves prouvées et les réserves potentielles⁴.

1.3.1. Les réserves potentielles

Pour ce qui est de réserves potentielles, on distingue selon la probabilité d'existence, les catégories suivantes :

-Les réserves probables, sont les quantités d'hydrocarbures que les informations géologiques et techniques du réservoir permettent d'envisager de récupérer ;

-Les réserves possibles, estimation de quantités additionnelles d'hydrocarbures portant sur des gisements aujourd'hui inconnus⁵.

1.3.2. Les réserves prouvées

Elles concernent les quantités d'hydrocarbures récupérables avec une certitude raisonnable dans les conditions économiques et technologiques actuelles. Selon la société de l'Énergie pétrolière, les réserves prouvées sont celles qui ont 90% de chance d'exercice.

Les réserves prouvées de pétrole brut de l'Algérie sont estimées par *British Petroleum Company* à 1,5 Milliard de tonnes fin 2015 (12,2 Milliards de barils), soit 22 années de production au rythme de 2015, ces réserves classent l'Algérie au 17^{ème} rang mondial avec 0,7% du total mondial et au 4^{ème} rang en Afrique derrière la Libye, le Nigéria et l'Angola.

Toutefois, les activités d'exploration accrues ont donné lieu à de nombreuses découvertes d'hydrocarbures. Bien que la plupart de ces découvertes aient été faites par des sociétés étrangères⁶.

Tableau 03 : Évolution du niveau des réserves prouvées de pétrole en Algérie au cours de la période 2002-2015 (en millions de barils).

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2008	2010	2014	2015
Réserves prouvées	13100	13100	11870	12460	11000	14790	13420	12200	12200

Source : Algérie : réserves de pétrole brut,

(<http://fr.actualitix.com/pays/wld/reseves-de-petrole-brut.php>). Consulté le : 29/09/2017.

⁴ JAQUET Pierre et NICOLAS François, « pétrole : crise, marchés, politiques », Ed DUNOD, 1991, P19

⁵ Agence internationale de l'énergie « The Financial Times »

⁶ British Petroleum Company.

1.4. L'exportation du pétrole

L'Algérie est un important exportateur du pétrole. Ces exportations nettes du pétrole (tous liquides compris) auraient atteint 1,8 millions de barils par jours en 2010.

Les Etats-Unis ont importé environ 488 000 barils par jour, en 2010, ce qui représente environ 26% du totale des exportations du pétrole de l'Algérie. Les USA seraient les plus gros importateurs (unique) du pétrole Algérien.⁷

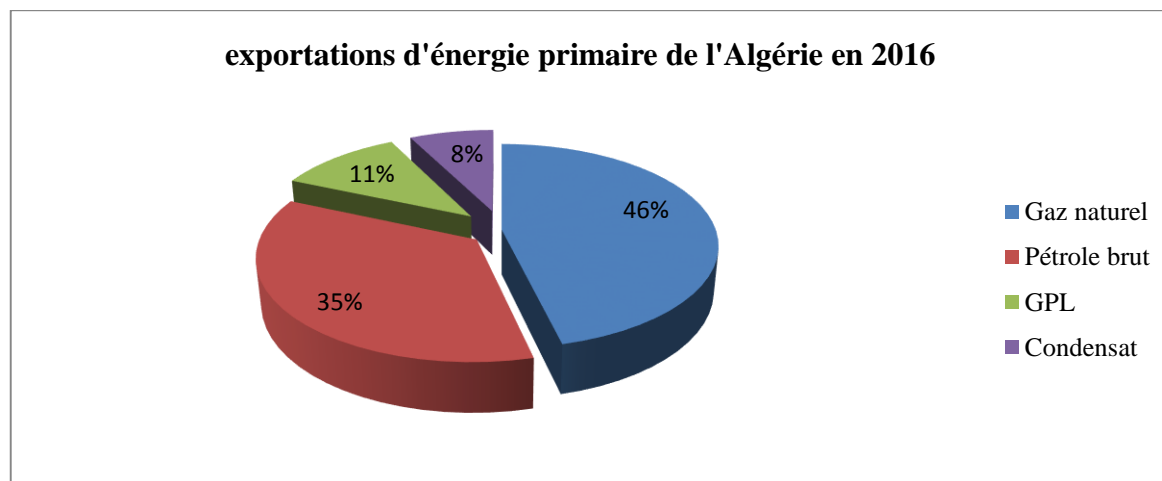
Selon les données de l'Agence internationale de l'énergie, environ 1,12 million de barils par jours ont été importés par les pays membres de l'organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) en 2010, soit 62% du total des exportations.

Environ 482 000 de barils par jours ont été importés par les pays Européens de l'OCDE, dont la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni qui ont été les principaux importateurs, 149 000 de barils par jour sont allés au Canada, tandis qu'environ 61 000 barils/jour sont allés aux autres pays de l'OCDE (incluant le Japon et la Corée du Sud).⁸

Dans la structure des exportations Algérienne, les hydrocarbures continuent à représenter l'essentiel de nos ventes à l'étranger avec une part de 92,80% du volume global des exportations, ce qui représente une baisse de 39,31% par rapport à 2015.⁹

Le gaz naturel et le pétrole brut restent dominants dans la structure des exportations d'énergies primaire en 2016, comme illustrée le graphe ci-dessous :

Figure 02 : Structure des exportations d'énergie primaire de l'Algérie en 2016.



Source : élaboré par nous-mêmes à partir des données du Bilan Energétique Nationale 2016, (www.energy.gov.dz) consulté le 04/10/2017.

⁷OUILEMS Med Amine « L'impact de la variation des prix du pétrole sur les variables macroéconomique en Algérie : approche économique » université de Béjaia, 2012, p38.

⁸ Rapport annuel de centre national de l'information et des statistiques de l'Algérie 2016, p10.

⁹ Idem, p11.

1.4.1. L'Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole (OPEP)

L'OPEP (l'Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole), dénommée OPEC en anglais (*Organisation of Petroleum Exporting Countries*), est une organisation intergouvernementale fondée à l'issue de la conférence de Bagdad le 14 septembre 1960, principalement à l'initiative de Juan Pablo Pérez Alfonzo, ministre du Développement du Venezuela, qui souhaite en faire une force de régulation du marché pétrolier.

L'objectif principal de l'organisation doit être la coordination et l'unification des politiques pétrolières des pays membres pour déterminer les meilleurs moyens pour sauvegarder leurs intérêts autant sur le plan individuel que collectif. L'OPEP met en place des procédures pour assurer la stabilisation des prix sur le marché du pétrole, pour cela, l'organisation calcule sans cesse l'offre qui correspond à la demande et met aussi en place des quotas de production.

L'OPEP devait peu à peu affirmer sa puissance : en 1973, à l'issue de la guerre du Kippour, elle provoque une brusque montée des prix du pétrole, déclenchant ainsi le premier choc pétrolier.

Mais depuis les années 1980, l'OPEP doit faire face à la concurrence de nouveaux producteurs de pétrole, dit (no OPEP) dont les plus importants sont aujourd'hui (le Gabon, le Cameroun, l'Angola, le Mexique, l'Équateur, la Norvège, la Chine, la Russie et d'autres pays membres de la communauté des États indépendantes), ainsi qu'une forte instabilité du marché des hydrocarbures¹⁰.

À l'initiative de cinq pays fondateurs qui sont : le Venezuela, l'Arabie Saoudite, l'Irak, l'Iran et le Koweït.

Aujourd'hui, l'OPEP compte 15 pays membres, les cinq membres fondateurs ont été rejoints par dix autres pays qui sont : le Qatar (1961), Indonésie (1962) « qui se retire en 2008 et réintègre l'OPEP en 2016 », La Libye (1962), les Emirats Arabes Unis (1967), l'Algérie (1969), le Nigéria (1971), l'Équateur (1973) « qui se retire en 1992, mais le premiers à réintégré l'Organisation en 2007 », Le Gabon (1975) « qui se retire en 1996 et y revient en 2007 », L'Angola (2007), la Guinée Equatoriale en mai 2017.¹¹

¹⁰ CHAUDARD.S « Géopolitique et pétrole », Op Cit, 1991, P29.

¹¹ http://www.opec.org/opec_web/en/about_us/25.htm consulté le 01/10/2017.

1.4.1.1. L'Algérie au sein de l'OPEP

Malgré son poids relativement modeste en termes de réserves et de production de pétrole, l'Algérie a eu à jouer un rôle important et parfois décisif, dans les décisions et orientations de l'OPEP¹². C'est à Alger qu'eût lieu le premier sommet des chefs d'État de l'OPEP, en Mars 1975 où fut notamment réaffirmé le principe de souveraineté des pays producteurs sur leurs ressources naturelles, ce dernier avait aussi permis une année plus tard la création du Fonds de l'OPEP pour le développement international. Ce fonds accorde des prêts à des conditions préférentielles, aussi parfois des dons pour les pays les moins avancés.

L'Algérie a eu à accueillir à plusieurs reprises la réunion de la Conférence des ministres d'OPEP. Depuis octobre 2010, l'Algérie est membre du comité de surveillance du marché pétrolier. Constitué d'un nombre réduit de ministres, ce comité est chargé d'évaluer la situation du marché et de soumettre ses conclusions à la conférence¹³.

L'Algérie produit un pétrole brut (le mélange saharien) de très bonne qualité, avec une très basse teneur en soufre et ayant une faible densité. Son raffinage permet d'extraire, avec des rendements appréciables des produits légers, comme l'essence et le gasoil, bien valorisés sur le marché international.

La capacité de production de pétrole brut du pays est d'environ 1,4 million de barils par jour, producteur moyen au sein de l'OPEP le pays se place au 10^e rang devant le Qatar et l'Equateur.

Par son attachement à l'OPEP, l'Algérie contribue au renforcement de la mission de cette dernière qui consiste à « coordonner et unifier les politiques pétrolières de ses pays membres et assurer la stabilité des marchés pétroliers afin de sécuriser, d'une manière efficace, économique et régulière, l'offre en pétrole aux consommateurs, un revenu stable aux producteurs et une rémunération du capital équitable pour ceux qui investissent dans l'industrie pétrolière » ,telle que définie dans les statuts de l'Organisation des pays exportateurs du pétrole.¹⁴

Section 02 : Les déterminants du prix du pétrole sur le marché pétrolier

Le marché du pétrole, considéré comme le plus grand marché de matières premières, premier réseau au niveau mondial connaît depuis les années 1970 des importantes perturbations qui génèrent des risques d'incertitudes quant à la stabilité de l'économie mondiale. Il est utile

¹² JAQUET Pierre et NICOLAS François, Op Cit P29.

¹³ Ministère de l'énergie-Algérie-www.energie.gov.dz.

¹⁴ http://www.opec.org/opec_web/en/about_us/146.htm consulté le 04/10/2017.

de bien connaître le fonctionnement du marché pétrolier et en particulier la manière dont s'opère la détermination des prix. On peut à partir de là tenter d'interpréter les facteurs à l'origine des fluctuations du prix du pétrole.

Depuis près de vingt ans, les déterminations du prix du pétrole reposent en grande partie sur des mécanismes de marché. C'est l'OPEP, qui représente actuellement près de 40% de la production mondiale, conserve un pouvoir d'influence significatif, les cours résultent essentiellement de l'interaction d'acteurs offreurs et demandeurs suffisamment nombreux pour que prévale en fin un mode concurrentiel partiellement contrôlé de fixation du prix¹⁵.

2.1. Les nouveaux modes de commercialisation

Conséquence des chocs pétroliers, les compagnies pétrolières internationales manquant du pétrole brut pour alimenter leurs raffineries soit parce qu'elles sont absentes du secteur amont, soient parce que le brut de participation qu'elles reçoivent n'est pas suffisant. Il existe donc dorénavant, un marché du pétrole brut qui s'effectue :

- Soit au moyen du contrat à long terme ;
- Soit au comptant, sur le marché libre, c'est le marché spot.

2.1.1. Le contrat à long terme

Il existe depuis longtemps. Il s'agit d'un contrat entre une compagnie nationale d'un pays producteur et un État consommateur ou une société pétrolière par lequel la compagnie nationale s'engage à livrer une quantité de pétrole déterminée, pendant une période donnée, à un prix fixe.¹⁶

Cette pratique très utilisée avant 1973, demeure présente jusqu'au second choc (bien que marqué par une diminution de la durée des contrats). Plus décline rapidement au profit de Marché spot devient le marché de référence du secteur du pétrole brut dès le début des années 1980. Intérêt du contrat à long terme disparaît, pour le producteur si le prix spot est supérieur au prix officiel, pour le consommateur dans le cas contraire ; c'est bien que le contrat, lorsqu'il subsiste soit d'une durée rarement supérieure à un an.

2.1.2. Le marché spot

Il est le marché libre, lieu d'échanges au jour le jour du pétrole. Il concerne les livraisons effectuées au comptant. Le pétrole n'est pas physiquement présent sur le marché spot, il s'agit seulement d'une mise en contrat entre le vendeur et l'acheteur. Dans des rencontres, les

¹⁵ DUROUSSET Maurice « Le marché du pétrole », Ed Ellipses, Paris, 1999, p57.

¹⁶ AMIC Etienne, DARMOIS Gilles et FAVENNE J-P « L'Energie, A quel prix ? Les marchés de l'énergie », Ed Technip, Paris, 2006, p31.

« *Traders* » joue un rôle important. Il s'agit d'intermédiaires dont leurs rôles sont purement commerciaux. Les principales sociétés de « *Trading* » sont : Philbro, Marc, Rich, Copichim.

Les traders peuvent être spécialisés dans le domaine pétrolier ou intervenir également sur d'autres marchés de produits.

De cette confrontation entre l'offre et la demande sur ce marché libre résulte la fixation du prix du pétrole, c'est le prix spot. C'est donc le marché qui détermine maintenant le prix du pétrole (les systèmes du prix officiel ont disparu) caractérisé par des fluctuations rapides, parfois importantes.

2.1.3. Le contrat NEFNACK

Le prix de vente du pétrole brut est déterminé par le prix de spot des produits raffinés, déduction faite de cout de transport et du raffinage .Ce système est complexe car il doit tenir compte du rendement du brut en différents produits (selon la qualité du brut) et des variations géographiques des prix spot des produits raffinés où ils sont commercialisés. Ce contrat avantageux pour l'acheteur est dangereux pour le vendeur qui supporte seul les risques de fluctuation des prix.¹⁷

2.1.4. Le contrat de vente à la formule

Le prix d'exportation du brut est fixé en fonction du prix spot du brut sur le marché importateur. Système avantageux pour le producteur assure d'être compétitif par rapport aux autres vendeurs mais dont l'inconvénient est l'instabilité du prix puisqu'il est fondé sur le prix spot.¹⁸

2.1.5. Le contrat à terme

Pour se protéger contre l'instabilité quotidienne des cours, des contrats à terme sont négociés (depuis le milieu des années 1980) dans les bourses de matières premières en particulier à NEW YORK.

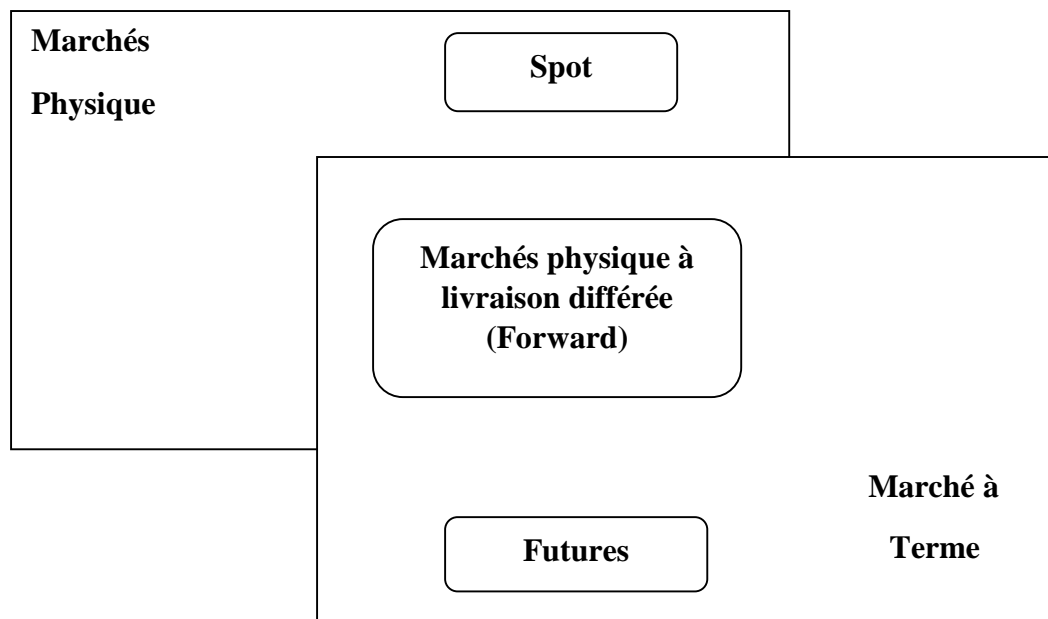
Le contrat à terme est une promesse de vente par laquelle s'engage à livrer la marchandise (pétrole brut ou produits raffinés) à une date donnée ; le prix ayant été fixé lors de la signature du contrat. Il s'agit donc d'un marché financier non physique qui prend en compte les aléas conjuncturels, les risques politiques, l'instabilité des taux d'intérêt et des taux de change.¹⁹

La figure suivante, représente les marchés du pétrole par leurs places, nous remarquons que le marché physique à livraison différée occupe la place la plus importante, après ils viennent les autres marchés tels que le marché spot, et le marché à terme.

¹⁷ DUROUSSET Maurice, Op Cit, p57, 58.

¹⁸ Idem, p59

¹⁹ Idem

Schéma 02 : les marchés du pétrole

Source : AMIC Etienne, DARMOIS Gilles et FAVENNE Jean-Pierre « L'Énergie, A quel prix ? Les marchés de l'énergie », Ed Technip, Paris, 2006, p 54.

2.2. Les déterminants du prix du pétrole

À court terme, le niveau des prix pétroliers résulte, principalement des anticipations relatives aux fondamentaux de l'équilibre entre l'offre et la demande. Ainsi, les facteurs qui peuvent déterminer le niveau des prix du pétrole sont ceux qui peuvent influencer d'une manière ou d'une autre (à la hausse ou à la baisse) le niveau de l'offre et de la demande. En plus, les prix sont aussi influencés par les informations sur les capacités de production, les variations des stocks, le marché spot et les positions des différents acteurs sur le marché à terme.

2.2.1. Les déterminants des prix du pétrole à court terme

Les prix internationaux du pétrole étaient unilatéralement fixés par l'Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole « OPEP ». Mais après l'année de 1986 le cours spot du Brent s'est progressivement imposé comme une référence représentative du prix des approvisionnements européens, et le WTI (West Texas Index) comme brut de référence sur le marché américain. (Les niveaux des prix pétroliers sont alors fixés en fonction de l'offre et la demande sur le marché mondiale, les facteurs financiers et les variations des stocks).

2.2.1.1. Les fondamentaux du marché (offre et demande)

La volatilité des prix du pétrole s'explique par deux facteurs fondamentaux est toujours l'offre et la demande sur le marché.

Ils n'évoluent tout simplement plus de la même façon, avec en plus de nouveaux facteurs qui viennent les influencer, entraînant de profondes mutations sur le marché énergétique global à travers le monde.

A. Du côté de l'offre

Du côté de l'offre du pétrole, les déterminants du prix du pétrole sont liés au niveau des réserves, et la production de pétrole, ainsi qu'aux capacités de raffinage et aux capacités de transport.

a. L'offre de pétrole et des produits pétroliers au niveau des réserves

Les réserves sont très concentrées géographiquement dans la mesure où les pays de Moyen-Orient membres de l'OPEP en détiennent entre 40% et 60% des réserves mondiales et sur les cinq pays disposants des réserves les plus importants, quatre sont situés au Moyen-Orient : l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Irak et le Koweït.

b. La production du pétrole

Du côté de la production, l'offre est majoritairement contrôlée par les pays membres de l'OPEP qui représente 35% à 40% de la production mondiale avec des coûts de production, parmi les moins élevés du monde, compris entre 3 et 5 dollars/baril. Avec ces données, la capacité de production excédentaire des pays de l'OPEP constitue un facteur clé de régulation de l'offre et de contrôle des prix du pétrole en période d'instabilité.

c. Les capacités de raffinage

Les capacités de raffinage sont un facteur essentiel dans la fixation du prix des produits pétroliers. Cependant, l'activité du raffinage est de plus en plus soumise aux exigences de qualité des produits raffinés qui répondent aux normes et aux contraintes environnementales, alors que l'effet du pétrole brut (la qualité des produits pétroliers dépend de la qualité du brut à raffiner) ayant les qualités répondant à ces exigences (léger et doux) tend à diminuer et les bruts lourds et sulfureux représentent la part accrue de l'offre de brut.²⁰

En effet, plus le brut n'est lourd et sulfureux, plus l'extraction des produits légers et des distillats moyens tels que l'essence et le gasoil sont difficiles et coûteux. Ainsi, la demande croissante d'essence et de gasoil provenant essentiellement du Secteur des transports à un

²⁰ HAOUA Kahina « L'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie », Mémoire de Magister, UMMTO, 2012, p42

impact direct sur les prix du pétrole comme elle crée un écart (différentiel) de prix entre les bruts légers et les bruts lourds (la demande des bruts légers est plus importante que celle des bruts lourds).

d. Les capacités de transport

Le transport du pétrole et des produits pétroliers joue à son tour un rôle dans la détermination des prix sur le marché. La disponibilité des capacités des transports permettrait d'éviter les tensions sur les disponibilités du pétrole brut et des produits pétroliers et par conséquent d'éviter la hausse des prix et l'insuffisance des capacités de transport exerce une pression à la hausse sur les tarifs appliqués par les transporteurs et qui aura ainsi des répercussions sur les prix du pétrole.²¹

La complexité des conditions de transport du brut notamment lorsqu'il est extrait dans les pays n'ayant pas de façades maritimes et la grande distance qui existe entre les lieux de production et les lieux de consommation due au déséquilibre géographique entre les pays Producteurs (Moyen-Orient, Afrique, Amérique latine) et les pays consommateurs (Amérique du Nord, Europe, Asie, Océanie) fait jouer aux transports du pétrole un rôle déterminant.

B. Du côté de la demande

Du côté de la demande de pétrole, l'évolution de la demande mondiale du pétrole est dû essentiellement de plusieurs phénomènes ; la conjoncture et la croissance économique mondiale, la concentration géographique de la demande, la saisonnalité.

a. La conjoncture et la croissance mondiale

La croissance de l'économie mondiale est mesurée par le PIB (Produit intérieur Brut) mondial, ce dernier est considéré comme l'élément principal permettant d'expliquer la progression des prix du pétrole.

En effet, la demande du pétrole est déterminée généralement par le niveau de la croissance économique mondiale, qui si elle ralentit, le prix du pétrole baissera (la croissance économique génère une demande de pétrole qui augmente souvent plus rapidement que l'offre).

La croissance économique de la Chine, deuxième plus gros consommateur de pétrole après les USA, s'est dégradée. C'est un ordre de 9 à 10% du PIB par année. La croissance de la deuxième économie mondiale est tombée sur la barre de 6,8% en 2015. La croissance de Zone Euro reste faible, la Russie est en récession « 3% », le Japon vient juste d'en sortir (0,6%), la demande mondiale du pétrole croît donc moins rapidement que l'offre.²²

²¹ HAOUA Kahina, Op Cit, p42.

²² British Petroleum Company. www.bp.com.

La consommation mondiale de pétrole est en hausse avec une progression de près de 2% entre 2014 et 2015, alors qu'elle n'avait été que de 0,8% entre 2013 et 2014. Le Brésil, dont l'essor autrefois impressionnant à faiblir à partir de 2011, a vu aussi sa consommation baisser, mais le retour de la croissance est attendu en 2017. La Russie, dont l'économie tout entière souffre de la chute des cours du pétrole, enregistre également une forte baisse de sa consommation de pétrole. L'Agence Internationale de L'Énergie (AIE) prévoit que la demande mondiale augmente de 1,4 million de barils par jour (soit +1,5% ou encore +0,1 Mb/j comparé à son estimation précédente) pour atteindre 98 Mb/j en 2017 après un rebond de la consommation au deuxième trimestre.

L'accord passé entre l'Organisation des pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) et d'autres pays producteurs pour réduire leur production d'or noir, scellé fin 2016 et renouvelé en mai 2017, court jusqu'en mars 2018, l'AIE anticipe une croissance similaire de 1,4 Mb/j pour 2018 avec une demande mondiale devra s'élever à 99,4 Mb/j.²³

b. La concentration géographique

Au niveau de la demande, les quantités consommées du pétrole sont inégalement réparties, du fait qu'environ 96% de la demande mondiale est concentrée dans les pays suivants :

Etats-Unis, Chine, Japon, Inde, Russie, Allemagne, Corée du Sud, Canada, Arabie Saoudite, Brésil, France, Italie, Espagne, Royaume-Uni et Iran.

Deux importants phénomènes justifient radicalement cette concentration :

Les pays développés, en particulier les premiers d'entre eux, les Etats-Unis (25% de la consommation mondiale) cherchent à améliorer leur efficacité énergétique et à assurer leur croissance et performance économique.

- Les pays en voie de développement dont la Chine, deuxième consommateur mondial, enregistre des taux de croissance élevés mais ils disposent de peu de ressources naturelles. Leur dépendance énergétique ne cesse donc de croître.

c. La saisonnalité et les aléas climatiques

La demande de pétrole varie avec les saisons. À la sortie de l'hiver, mois de mai, elle subit un déclin, ensuite augmente avant de connaître un léger ralentissement en août et novembre et culminer à la fin du quatrième trimestre. Ces variations sont justifiées par celles des produits raffinés. Par exemple : celle du fioul de chauffage qui augmente en hiver et celle de carburant de transport pendant le reste de l'année avec une pointe pendant l'été.

²³ Agence Internationale de l'Énergie.

2.2.1.2. Les variations des stocks

La variation des stocks remplit les écarts entre le flux de la production et celui de la demande. On distingue trois catégories de stocks du pétrole qui sont comme suit :

- Une catégorie liée aux contraintes du type industriel tout au long du circuit qui va de la production du brut à la sortie du raffinage ;
- Une catégorie liée à des motifs de précaution pour répondre à des situations de crise ou en prévision de l'aléa climatique. C'est le cas pour les stocks stratégiques constitués par les différents États, notamment ceux membre de l'OCDE ;
- Une catégorie qui répond à des inquiétudes d'arbitrage, en fonction de l'anticipation de prix.

La variation des stocks de l'or noir des pays de l'OCDE est un bon indicateur des déséquilibres du marché à court terme. En effet, une baisse de stocks conduit à une insuffisance de l'offre par rapport à la demande ce qui fait augmenter les prix. À l'inverse, une hausse de stocks suggère un excès de production par rapport à la demande, ce qui fait baisser le prix.²⁴

2.2.1.3. Les facteurs financiers

Les variations des prix du pétrole à court terme résultent à la fois des facteurs de la sphère réelle qu'on a traitée jusque-là et des facteurs de la sphère financière qu'on traitera dans le point suivant qui tient essentiellement au phénomène de la spéculation et au cours du dollar, monnaie quasi unique de négociation des prix du pétrole sur les marchés.

A. La spéculation sur le marché à terme

La spéculation joue un rôle important dans la fixation des prix du pétrole, dont elle amplifie les hausses et les baisses en tirant profit. Un nombre non négligeable d'intervenants sur le marché à terme et qu'on peut classer selon l'objectif d'intervention, entre les opérateurs commerciaux (tels que les compagnies pétrolières des pays exportateurs et des pays importateurs de pétrole) qui interviennent pour se couvrir contre le risque des fluctuations des prix du pétrole, et celle des opérateurs non commerciaux. (Tels que les *Hedge-Funds*) qui agissent dans un but spéculatif et dans le cadre de la recherche du gain facile sur les marchés à terme.

Les marchés pétroliers sont caractérisés par la complexité à partir du deuxième choc pétrolier en 1979 avec l'apparition des marchés à terme tels que le « *New York Mercantile*

²⁴ HAOUA Kahina, Op Cit, p50

Exchange » (MYMEX) qui est un marché américain de l'énergie et des métaux, et (IPE) « *International Petroleum Exchange* » basé à Londres.

Les spéculateurs opèrent sur les marchés financiers du pétrole et cherchent à réaliser un profit par l'achat et la vente des contrats à terme tout en arbitrant entre les différentes maturités. En effet, les traders échangent des barils-papiers plusieurs fois sans qu'ils vendent ou achètent effectivement le pétrole. En cas où les prix de l'or noir tendent à la hausse, ils achètent massivement des contrats papier, ainsi, la hausse des prix s'accélère qui est en faveur des pays producteurs. À l'inverse, lorsque les prix tendent à la baisse les fonds spéculatifs vont vendre leurs contrats ce qui contribue à la baisse de prix du brut.

B. Le taux de change Euro/Dollar

Dans la mesure où les cours du pétrole sont libellés en dollar, on peut constater qu'il y a une forte relation entre les deux variables. On peut montrer qu'il y a un lien négatif entre le dollar, et le prix de pétrole. Ainsi la faiblesse du dollar contribue à la hausse de prix de l'or noir à partir de deux canaux.

- Le premier est indirect et qui résulte de la réaction des pays exportateurs des produits pétroliers suite à la dépréciation du dollar par rapport aux autres monnaies. Ces pays subissent une perte de pouvoir d'achat puisqu'ils n'achètent pas toutes ses importations en dollars donc ils vont augmenter le prix du pétrole pour compenser cette perte²⁵.
- Le deuxième est direct et il provient du transfert des placements. La dévalorisation du billet vert contribué à l'appréciation du pétrole. En septembre 2007, le baril atteint les 80 dollars et le dollar a diminué jusqu'à 1,4 pour 1 euro.

En effet, l'appréciation du dollar entraîne une baisse des prix du pétrole, car leurs prix sont fixés en dollars. C'est-à-dire le prix du pétrole est cher ; dans ce cas, les consommateurs vont baisser le niveau de leur consommation. Et donc la baisse de la demande par rapport à l'offre

Puisque les prix du pétrole sont fixés en fonction de l'offre et de la demande ; dans ce cas-là, les prix du pétrole vont baisser.

Il y a aussi d'autres déterminants du prix du pétrole qui sont la situation politique et la sécurité et parfois même des rumeurs.

²⁵ HAOUA Kahina, Op Cit, p50.

2.2.2. Les déterminants du prix du pétrole à long terme

À long terme, le prix d'un baril de pétrole est déterminé par deux facteurs à savoir : les coûts intervenant tout au long de la chaîne de l'industrie pétrolière et aussi les coûts sociaux qui peuvent aussi exercer une influence de l'industrie non négligeable sur les prix du pétrole.

2.2.2.1. Les coûts intervenant tout au long de la chaîne de l'industrie pétrolière

Plusieurs coûts interviennent tout au long de la chaîne de production pour transformer le pétrole de son état brut en produits raffinés où nous trouvons, le coût de production, le coût de raffinage, le coût de transport et le coût de distribution.

2.2.2.2. Les coûts sociaux

Le coût social est un coût supplémentaire qui s'est intégré au prix du pétrole durant les années quatre-vingt-dix qui ont marqué le phénomène du réchauffement climatique dû essentiellement aux émissions de gaz à effets de serre qu'implique l'utilisation du pétrole. Ce coût social mondial du réchauffement climatique est mieux pris en compte grâce à la coordination internationale entre les puissances politiques. Les coûts sociaux peuvent prendre la forme :

- D'une taxe carbone, en principe le coût social correspond au coût du carbone émis dans l'atmosphère suite aux utilisations du pétrole ;
- D'un achat d'un permis d'émission ;
- D'une restriction pesant sur l'usage du pétrole par les pays, en effet, ces derniers sont soumis au respect de la réglementation et des préoccupations concernant le changement climatique.²⁶

De nombreuses autres taxes pèsent enfin sur le prix du pétrole pour le consommateur. Il est difficile d'isoler ses différentes composantes et encore plus de les quantifier, mais elles permettent de mieux comprendre l'évolution prévisible des cours.

Section 03 : Evolution du prix du pétrole

Les fluctuations du prix de pétrole sur les marchés internationaux, qui sont dus à une multitude de facteurs d'origine et de portées très différentes, ont des conséquences économiques de grande envergure sur les pays exportateurs et importateurs du pétrole (hausse du chômage, réduction de l'investissement, reprise de l'inflation, aggravation des déficits extérieurs, faible croissance, etc....). La forte contribution des hydrocarbures dans les exportations totales des pays exportateurs des hydrocarbures, dans le PIB, dans les recettes en devises et dans les

²⁶ HAOUA Kahina, Op Cit, p52

recettes budgétaires rend leurs économies vulnérables aux fluctuations du prix du pétrole, qui se traduit, dans la plupart des cas, par une instabilité macroéconomique et par une fragilité de la position extérieure du pays.

3.1. Aperçu historique sur les grandes variations des prix du pétrole

Les principales fluctuations de prix ont été les chocs pétroliers de 1973 et 1979, pendant lesquels les prix ont augmenté de façon spectaculaire et brutale, et le contre-choc pétrolier de 1986, où ils ont chuté considérablement. Des hausses moins importantes coïncident avec les deux guerres de golfe. Une baisse très notable s'est produite lors de la crise asiatique de 1997 et 1998. À partir de 2003, on a observé une hausse considérable et qui semblait ne devoir jamais connaître de fin, puis une baisse brutale mi-2008, suivi d'une reprise chaotique.

Le choc pétrolier de 1973 est lié à la guerre du Kippour opposant Israël aux pays arabes et celui de 1979 à la révolution iranienne. L'OPEP s'est alors servi du pétrole comme arme politique, et a fait augmenter les prix du pétrole par restriction de l'offre. À cette époque, les États-Unis étaient encore le plus gros producteur de pétrole mondial, mais leur production avait commencé à décliner irrémédiablement depuis 1972. Ils ne pouvaient donc compenser les baisses de production décidées par l'OPEP. Les conséquences sur l'économie des pays occidentaux ont été spectaculaires : les prix du pétrole ont été multipliés par trois en 1973, puis encore par deux en 1979. Le contre-choc de 1986 provient de la réaction des grands pays consommateurs, qui ont compris dès 1973 le risque couru : ils ont alors fait des efforts d'économies de pétrole et entrepris de lui substituer d'autres sources d'énergie.²⁷

3.1.1. Les concepts de « choc pétrolier » et de « contre-choc pétrolier »

Les crises pétrolières peuvent être de natures différentes selon les cas et selon leurs incidences sur les indicateurs de l'activité économiques et sur les marchés boursiers.

3.1.1.1. Définition d'un choc pétrolier

Un choc pétrolier correspond à une hausse massive et rapide du prix du pétrole qui déclenche généralement une crise pour les pays n'en produisant pas, ou pas assez et qui sont dépendants de l'importation. Les chocs pétroliers sont de deux types :

A. un choc d'offre : la baisse de la production du pétrole implique une chute de l'offre sur le marché mondial, ce qui provoque un déséquilibre, même si la demande réellement n'est pas augmentée, l'offre devient inférieure à la demande. De ce point de vue, les prix du pétrole brut enregistrent une hausse brutale. Ce phénomène est appelé « choc d'offre » de pétrole, cette rupture de l'offre est en grande partie provoquée par le comportement des

²⁷ DURAND Bernard « La crise pétrolière : Analyse des mesures d'urgence », Edition EDP sciences, 2009, p 68-69

Producteurs, à qui revient la décision d'augmenter ou de diminuer l'offre du pétrole sur le marché.

B. un choc de la demande : un choc de la demande est origine d'une augmentation de la demande par rapport à l'offre sur le marché pétrolier. Il est caractérisé d'une hausse des cours des barils du pétrole, contrairement au choc de l'offre, celui-là, est provoqué par le comportement des consommateurs. Le choc de demande dépend d'une manière générale des demandeurs du pétrole sur le marché qui dépend de la situation économique d'un pays. Autrement dit, le choc pétrolier de demande survient dans un contexte d'expansion économique qui encourage la consommation pétrolière.²⁸

3.1.1.2. Définition d'un contre –choc pétrolier

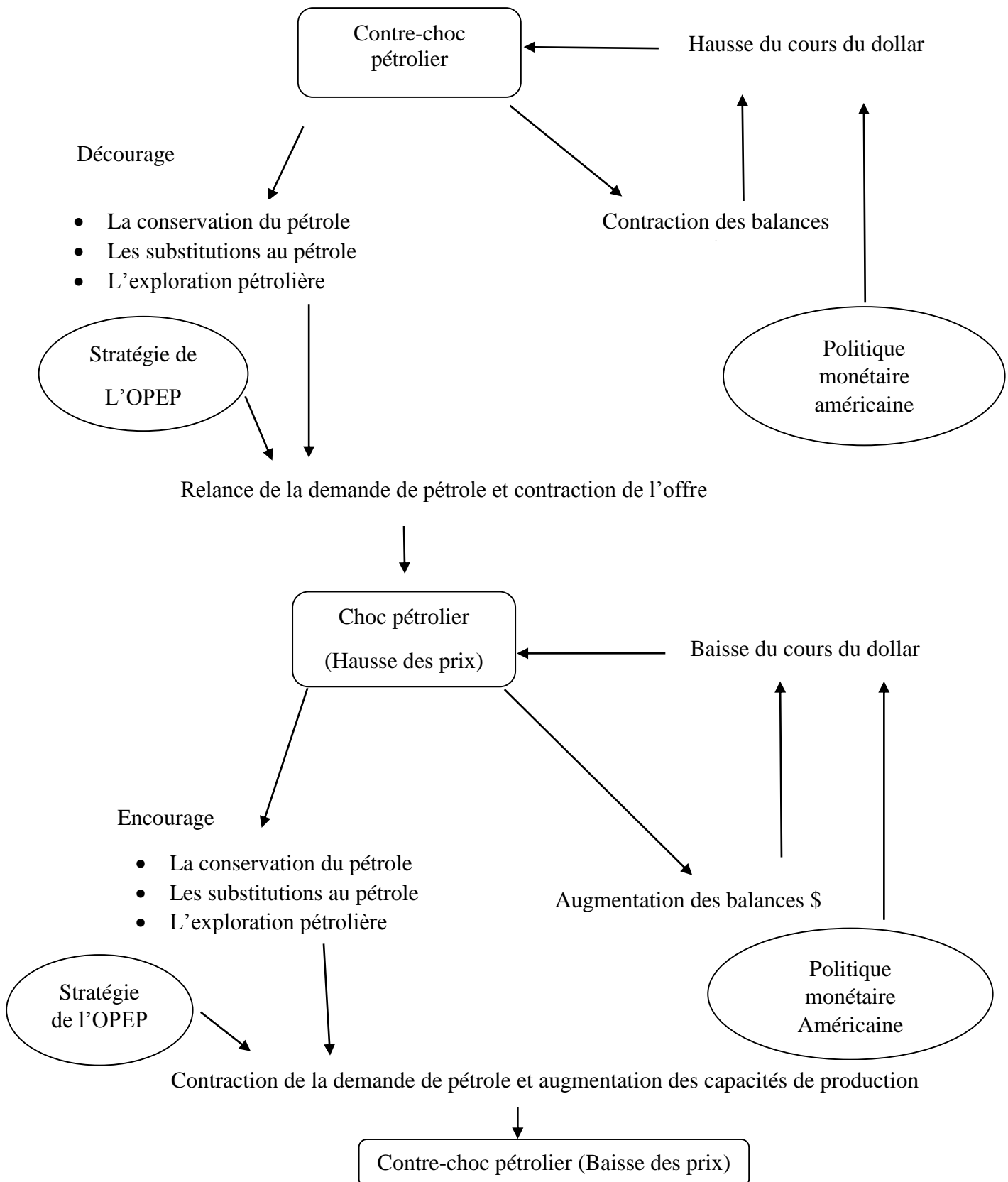
Le contre-choc pétrolier est la chute brutale des prix du pétrole sur le marché pétrolier international, cette situation est généralement vient après la période de choc pétrolier. C'est une combinaison soit d'une baisse des prix et d'une contraction de la demande soit d'une baisse des prix et d'une offre abondante.

3.1.2. La relation entre un contre-choc pétrolier et un choc pétrolier

Le schéma suivant présente les différences qui existent entre un choc pétrolier, qui est une augmentation considérable et imprévisible du prix du pétrole, et le contre-choc pétrolier qui est une chute brutale du prix du pétrole sur les marchés internationaux du pétrole.

²⁸PERCEBOIS Jacques « Economie de l'énergie », Préface de MAINGUY Yves, Ed Economisa, 1989, P24.

Schéma 03 : La relation choc pétrolier et contre-choc pétrolier



Source : PERCEBOIS Jacques, Op.cit., Page : 457.

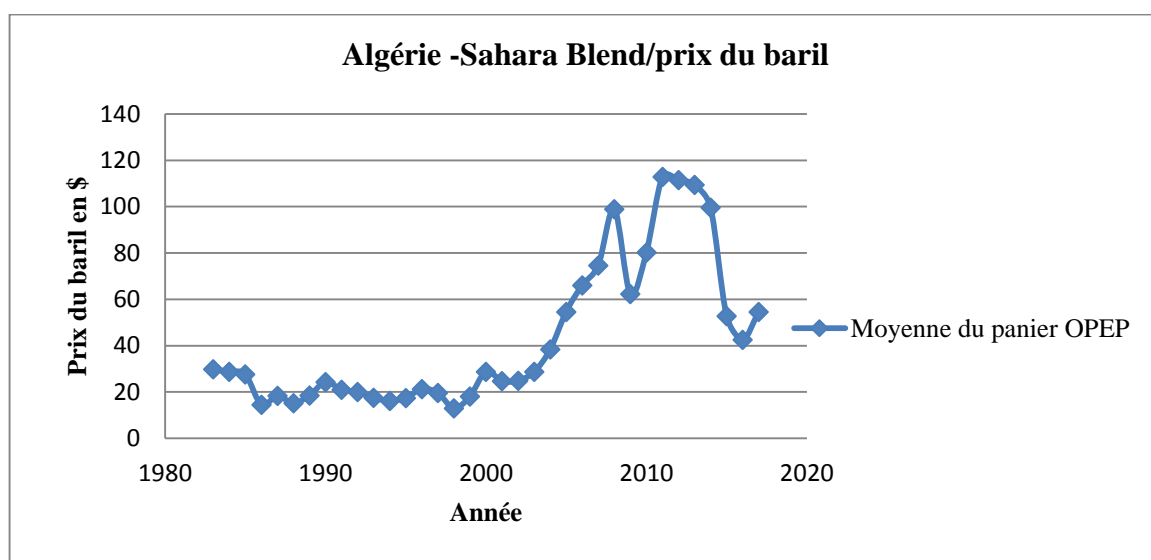
D'après le schéma précédent, il existe une relation de cause à effets entre un contre-choc pétrolier et un choc pétrolier. Cette relation signifie qu'un choc pétrolier peut être à l'origine d'un contre-choc pétrolier dans la mesure où, la hausse des prix encourage d'un côté la production (offre) du pétrole, et de produits pétroliers et décourage d'un autre côté la consommation (demande) de pétrole et cette situation finira par faire subir, au prix du pétrole, une baisse due à l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande du pétrole sur le marché.

Nous avons remarqué aussi que l'augmentation des prix du pétrole a un effet positif sur la balance des paiements (un accroissement dans les balances des paiements), c'est le cas contraire pour la baisse des prix (contraction des balances).

3.1.3. Les fondements des principaux chocs et contre-chocs pétroliers

Les pays importateurs du pétrole, essentiellement les pays occidentaux, ainsi que les pays exportateurs ont eu à faire face à plusieurs chocs et contre-chocs pétroliers depuis l'année 1970 jusqu'à nos jours, dans notre travail, on s'intéressera à traiter uniquement les plus importants à savoir: Le choc de 1973-1974, le choc de 1979-1980 et le choc de 2007-2008, le contre-choc de 1986, le contre-choc de 1998 et celui de 2009, et enfin celui de 2014-2015.

Figure 03 : Cours du pétrole Algérien (Sahara Blend) en dollars par baril pour la période allant de 1983 à 2015.



Source : Elaboré par nous-mêmes à partir des données tirées du site web : <http://prixdubaril.com/petrole-index/44-petrole-algerie.html>. consulté le 04/10/2017.

Durant la période 1983 jusqu'en 2016, le marché pétrolier a connu trois principaux chocs pétroliers et quatre principaux contre-chocs pétroliers qui ont affecté les économies des pays importateurs et exportateurs du pétrole.

3.1.3.1. Les fondements des chocs pétroliers

- Le choc de 1973-1974 : L'OPEP décide d'un embargo pour protester le soutien américain à Israël pendant la guerre du Kippour déclenchant le premier choc pétrolier ;²⁹
- Le choc de 1979-1980 : La révolution islamique en Iran entrain le second choc pétrolier ;
- Le choc de 2007-2008 : Les cours du baril atteignent et dépassent, les niveaux records enregistrés sont franchis pour une première fois.

3.1.3.2. Les fondements des contre-chocs pétroliers

- Le contre-choc de 1986 : Les prix records entraînent une baisse et une diversification de la consommation énergétique occidentale, faisant s'effondrer les cours du pétrole ;
- Le contre-choc de 1998 : La crise financière qui frappe l'Asie, entraîne une chute brutale des prix pétrole ;
- Le contre-choc de 2009 : Les prix sont retombés au-dessous de 100 dollars, une diminution qui se poursuit atteignant des valeurs inférieures à 40 dollars/baril ;
- Le contre-choc de 2014-2016 : Le prix du baril de pétrole a entamé une longue et forte baisse qui a engendré des conséquences très négatives pour les économies pétrolières comme celle de notre pays. Ainsi, le prix du baril du pétrole Brent qui valait 110 dollars fin juin 2014 ne valait que 63 dollars fin juin 2015, soient une baisse de plus de 40 % avec un minimum à 48 dollars au mois de janvier et une moyenne de 60 dollars pour les six premiers mois de 2015.

La baisse des prix a eu un impact négatif sur l'économie algérienne qui a conduit à un très fort déficit budgétaire, et une très forte baisse des dépenses en équipement, et aussi à une baisse de la valeur de dinar, ainsi qu'à un déficit de la balance commerciale et la balance des paiements, une forte baisse du Fonds de Régulation des Recettes, et enfin à une augmentation du taux de l'inflation, et même celui du chômage.

²⁹La guerre du « Kippour », appelée guerre de ramadan ou encore guerre d'octobre ou guerre israélo-arabe de 1973, a opposé, du 6 au 26 octobre 1973, Israël et une coalition de nations arabes emmenée par l'Égypte et de la Syrie, qui ont envahi respectivement le Sinaï et le plateau du Golan, qui avaient été pris par Israël en 1976 lors de la guerre des six jours.

L'Algérie compte énormément sur ses ressources en gaz de schiste qui seraient les quatrièmes au monde, selon plusieurs études, pour compenser la baisse des prix des hydrocarbures, principales ressources du budget de l'Etat.

L'Algérie table sur 31 milliards de dollars (26 milliards d'euros) de recettes provenant de ses ventes d'hydrocarbures, en 2017, avant la chute des cours de l'or noir, ses recettes dépassaient 65 milliards de dollars.³⁰

Face à la chute des recettes pétrolières, le pays a été contraint de puiser ces dernières années dans ses réserves de devises, qui ont fondu de moitié en trois ans, et peine à contenir son déficit budgétaire (13,7 du PIB, en 2016)³¹, passant à l'endettement interne et externe, le financement de ce déficit par émission de la monnaie et les marchés obligataires.

Actuellement, les réserves de change de l'Algérie sont estimées à 103 milliards de dollars US.³²

³⁰ Centre Nationale de l'information et des statistiques de l'Algérie période Janvier 2017.

³¹ MOULOUD Hedir, Ancien directeur au ministère du commerce <https://www.ritimo.org/Le-poids-des-hydrocarbures-dans-l-economie-Algrienne> consulté le 25/10/2017.

³² http://www.huffpostmaghreb.com/2017/09/21/reserves-de-change_n_18058380.html publiée le 21/09/2017 à 14h22 et mise à jour le 21/09/2017 à 14h22, consulté le 17/10/2017 à 17h00.

Conclusion

Ce présent chapitre met clairement en évidence l'importance du secteur des hydrocarbures dans l'économie Algérienne.

L'Algérie, après 55 années d'indépendance, n'a pas pu sortir de la sphère de financement de son économie par la rente pétrolière, cela dit, l'économie algérienne demeure dépendante d'une façon importante des hydrocarbures et sa contribution directe à la formation du PIB. En d'autres termes, l'Algérie est généralement assimilée à un pays rentier par excellence, qui a évolué sensiblement depuis son indépendance par l'assujettissement à la rente pétrolière.

Le fort pourcentage des recettes des hydrocarbures dans les ressources d'exportation est un indicateur révélateur de l'importance des recettes pétrolières dans le financement de l'économie. De même, ces recettes sont le principal instrument d'intervention de l'État dans tous les domaines.

Les exportations des hydrocarbures occupent la part du lion dans les exportations algérienne, soit plus de 95% du volume global des exportations. Elles continuent à représenter l'essentiel des recettes en devises, même en cas de chute des prix du pétrole.

Malgré plusieurs tentatives de réformes engagées tellement organiques que financières, l'économie algérienne reste toujours dépendante d'une seule ressource d'approvisionnement en liquidité, les hydrocarbures. Cela s'explique par l'absence d'une économie créatrice de richesses hors hydrocarbures qui demeurent toujours très faibles.

Ce constat nous amène à dire que malgré les possibilités offertes pour la diversification économique, les exportations hors hydrocarbures restent toujours très marginalisées.

La détermination du prix du pétrole demeure une tâche plus compliquée qu'une simple égalisation de l'offre à la demande. Deux grandes catégories d'acteurs se trouvent en confrontation avec des intérêts divergents, les pays exportateurs et les pays importateurs, auxquels viennent s'ajouter les intérêts des compagnies pétrolières, les traders et les consommateurs finaux. La dépendance du Moyen-Orient est de plus en plus préoccupante compte tenu des tensions géopolitiques et de l'instabilité de ces pays.



**CHAPITRE 2 : Le commerce extérieur
en Algérie**

Introduction

Avant l'indépendance, le commerce extérieur Algérien dépendant de la France est été dirigé et monopolisé par le pouvoir colonial. Les exportations étaient destinées vers la France à 100 %, et les importations sont composées de produits industriels et de manufactures. La balance commerciale était déficitaire.

Quelques années après son indépendance, l'Algérie avait choisi une voie de développement caractérisée par une centralisation planifiée des décisions économiques basées sur la politique du protectionnisme, et cela jusqu'aux années 80. À partir du milieu des années 80, l'Algérie s'est engagée dans un processus de réformes de façon autonome puis dans le cadre des plans d'ajustement structurel négociés avec le FMI. La finalité de ces réformes pour l'Algérie était la libéralisation de son économie, particulièrement celle du commerce extérieur. La mise en place de ces réformes s'étale de 1994 à 1998 qui aboutit à une libéralisation des opérations d'importation.

Pour mieux cerner le processus d'évolution du commerce extérieur en Algérie, nous allons diviser le chapitre en trois sections : premièrement, il est nécessaire de présenter le commerce extérieur avant les réformes économiques, car il n'est pas possible de comprendre les différentes réformes enclenchées dans le secteur du commerce extérieur sans faire un petit rappel sur l'arrière-fond d'après l'indépendance. En deuxième lieu, nous présenterons le commerce extérieur après les réformes économiques, et la troisième section portera sur la structure du commerce extérieur en Algérie.

Section 1 : Le monopole de l'État sur le commerce extérieur

Le jeune État algérien devrait relever un grand défi, celui d'assurer une indépendance économique et financière suffisante. Avant 1962, le commerce algérien était régi par les mêmes lois que le commerce français. Avec l'indépendance et les choix politiques de l'époque, l'organisation commerciale connaît des bouleversements importants, où le commerce extérieur est caractérisé par le contrôle et le monopole de l'État.¹

Après l'indépendance, deux problèmes fondamentaux se sont posés : la fuite des capitaux, et la maîtrise de la balance commerciale ou de la balance des paiements. Ensuite, l'Algérie a adopté un modèle de développement basé sur l'industrie qui nécessite l'importation des biens d'équipement et des matières premières.

Dans le but de protéger l'économie nationale, l'État algérien a pris le contrôle de toute l'activité économique, notamment le commerce extérieur et les hydrocarbures.

Pour relancer l'économie nationale sur la base de la relance des exportations, l'État a choisi de prendre le monopole sur les opérations du commerce extérieur à partir de 1971.

1.1.L'Algérie dans les années 1962-1970

Cette période est qualifiée de libérale ou la phase de contrôle du commerce extérieur en Algérie, car durant cette phase, l'État a commencé légèrement le monopole. En effet, même au cours de cette période, les entreprises privées avaient encore la liberté d'importer ou d'exporter, il n'en reste pas moins, que l'État gardait un œil sur l'activité de ces entreprises.

1.1.1. Caractéristiques du commerce extérieur

Dès l'indépendance, le commerce extérieur a été géré par deux organes : l'office national de la commercialisation (ONAC) et les groupements professionnels d'achat (GPA).²

L'ONAC, créé en 1963, a détenu le monopole sur les importations et les exportations nationales sur les produits de grandes consommations (thé, café, sucre, lait, beurre... etc.). Elle a joué le rôle de stabilisateurs des prix et de ses produits du fait que ses pertes étaient compensées par des subventions du trésor public.

¹ LALAMI Tiziri, YATAGHANE Hassiba « l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique : cas de l'Algérie (1970-2014) », mémoire de master université de Béjaia, 2016, p23.

² MUTIN Georges « Le commerce extérieur de l'Algérie en 1964 » Revue de géographie de Lyon, consulté le 27/10/2017.

Les GPA élaborent des programmes annuels d'importation dont l'objectif est de renforcer le pouvoir de négociation nationale, mais aussi d'agréger les opérations commerciales à l'échelle nationale. Ces GPA ont été dissous en 1971 et l'État reprend le contrôle sur les opérations du commerce extérieur.

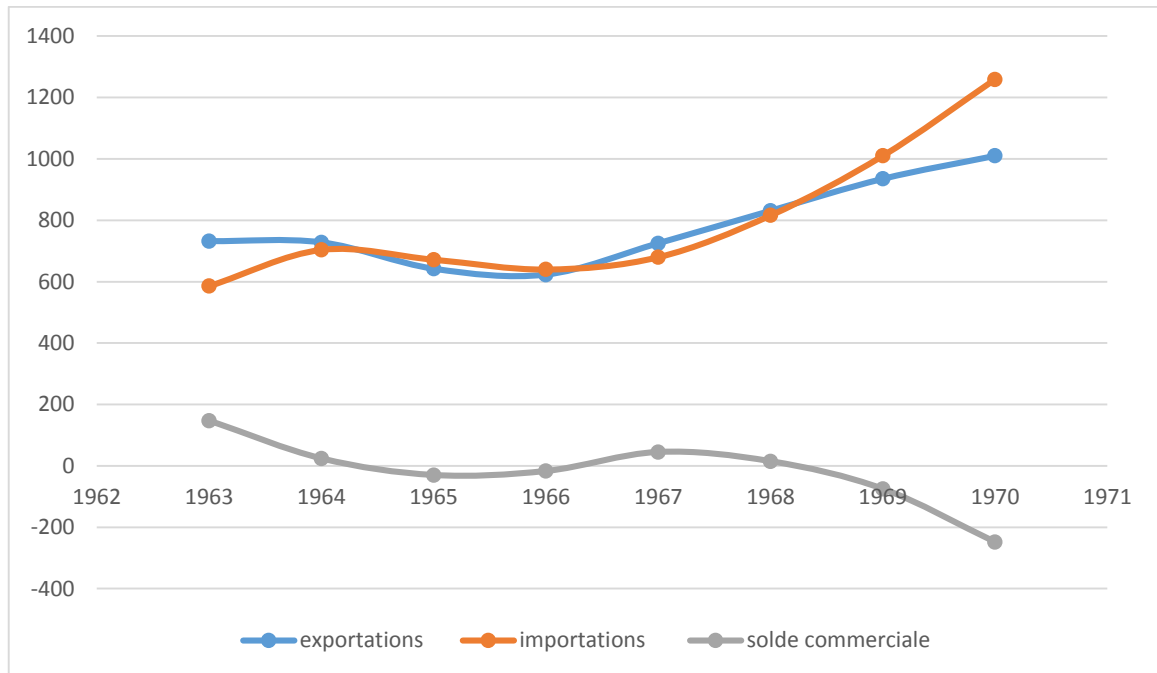
À partir de 1964, une nouvelle structure d'encadrement des opérations du commerce extérieur est mise sur pied. Elle consiste à obliger les opérateurs privés du commerce extérieur à s'organiser dans une sorte d'association à caractère non lucratif. Cinq groupements professionnels d'achats (GPA) ont été créés dans cinq branches différentes (le bois et ses dérivés, les textiles artificiels et le coton, le lait et ses dérivés, les cuirs et les peaux, et les autres textiles). Ces GPA regroupent l'ensemble des importations privées ainsi qu'un représentant de l'État au sein du conseil d'administration de chaque groupe. Le représentant procédait à un contrôle a priori et a posteriori de chaque opération d'importation. Des programmes annuels d'importations sont fixés par l'État et les GPA sont chargés d'exécuter ces programmes. En dehors de ces branches et celles réservées aux monopoles des sociétés nationales et de l'ONAC, les importations étaient libres, exceptées celles qui sont frappées par un contingent ou une prohibition à l'importation.³

Dans cette phase, les exportations étaient plus simples, car elles ne représentent pas des mécanismes de fonctionnement complexes comme dans le cas des importations, pour plusieurs raisons. D'une part, l'Algérie est un mono-exportateur d'un seul produit à savoir les hydrocarbures. De l'autre part, les exportations d'hydrocarbures relèvent du seul ressort de la SONATRACH, qui est une société nationale qui s'occupe de toutes les opérations d'exploration, d'extraction, de transport et d'exportation d'hydrocarbures.

La figure N°04, représente l'évolution des importations, exportations et du solde commercial de l'Algérie, dont ce dernier est caractérisé par des fluctuations, de l'excédent à un déficit jusqu'en 1970. En effet, pour les années 1963 et 1964, son solde a été positif, respectivement de 311 et 116 millions de dinars. Cela est dû aux actions qui ont été prises par l'État après l'indépendance en matière de contrôle du commerce extérieur basé sur le protectionnisme. Ainsi, en 1967, il y a une amélioration considérable des exportations qui est due à la hausse des recettes d'exportations de pétrole soit une hausse de 44 % par rapport à l'année 1966, qui provient de la mise en service d'un nouveau réseau d'évacuation du pétrole.

³ MUTIN Georges Op Cit

Figure 04 : Évolution des importations, exportations, balance commerciale en Algérie (1963-1970) en milliards de dollars



Source : établi par nous-mêmes à partir des données Centre National de l'informatique et des statistiques.

1.2. Le commerce extérieur de 1971 à 1979

Cette phase est caractérisée par l'instauration du monopole de l'État sur toutes les opérations du commerce extérieur, y compris les exportations des hydrocarbures. Au cours de cette période, l'État a tenté de relancer l'économie à travers la relance des exportations.

L'État Algérien a rencontré des difficultés lors de sa réalisation du contrôle sur les importations et les exportations. Ainsi, différentes branches ont échappé au contrôle de l'État. Les éléments essentiels déclencheurs des réformes de cette phase sont les suivants⁴ :

- Certains produits continuaient à être importés alors qu'une surproduction nationale est enregistrée, par exemple la pomme de terre ;
- Le mécanisme de fixation des prix. En fait, les entreprises maintenaient des prix très élevés et pour cause, ces produits se vendaient malgré tout, à cause de la pénurie générale enregistrée durant cette période ;
- Importations des marchandises produites localement. Et l'émergence de conflit entre les entreprises et leur tutelle (l'État) ;

⁴ LALAMI Tiziri, YATAGHANE Hassiba, Op Cit, p25.

- Absence de programmation rigoureuse des importations par les entreprises monopolistes, et enfin diminution des produits importés.

En 1974 est promulguée l'ordonnance N°74-12 relative au nouveau système de planification des importations. Celle-ci stipule que désormais les importations doivent se faire dans le cadre des AGI (autorisation globale d'importation). Les AGI rentrent dans le cadre d'un plan global d'importation (PGI) qui recense tous les besoins nationaux en matière d'importation et mobilise en conséquence les budgets nécessaires pour le fonctionnement correct des AGI. Malgré la volonté de l'État de monopoliser complètement le secteur du commerce extérieur, il n'en reste pas moins que des branches sont ouvertes au secteur privé pour accéder aux importations par le biais des AGI.

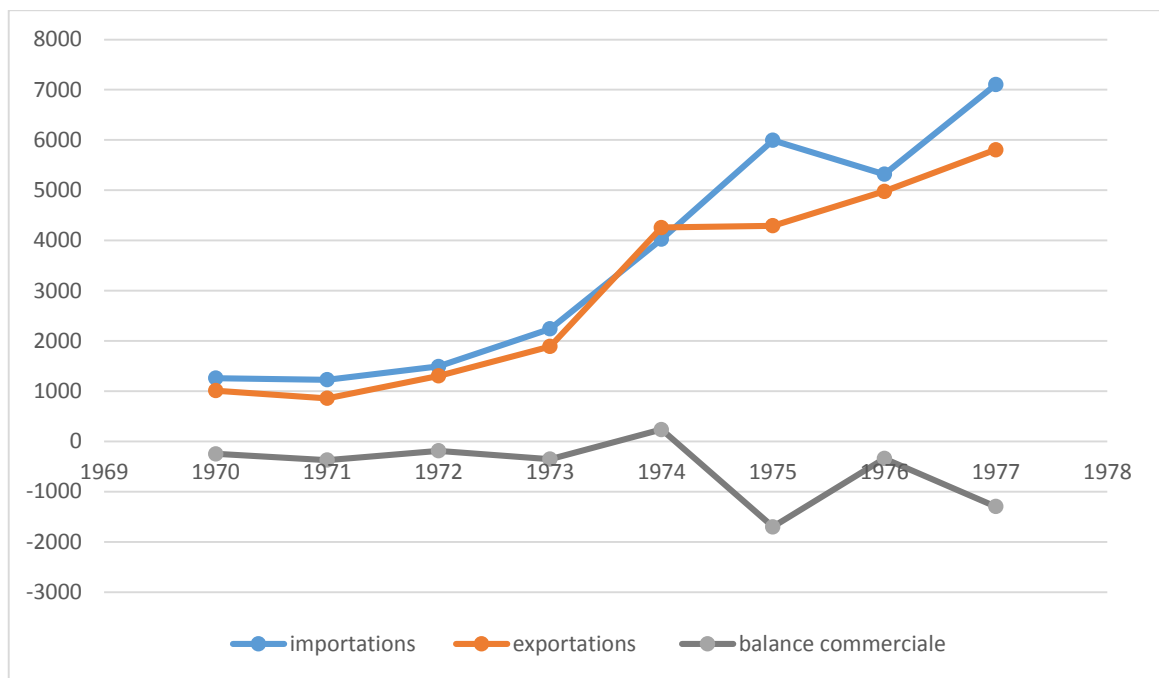
L'ordonnance 74-11, du 30 janvier 1974 porte sur la libéralisation et suspension de l'exercice des monopoles à l'exportation par les entreprises publiques (sauf pour certains produits dont la liste est élaborée par le ministère du commerce et le ministère de tutelle dont relève le produit listé). Et l'ordonnance 74-13 permet l'exportation des produits qui ne figurent pas sur la liste libérée sur autorisation du ministère du commerce. La promulgation de la loi n°78-02 du 11-02-1978 apporte plusieurs modifications aux importations, à savoir : l'interdiction de toute intervention directe des entreprises privées au niveau des importations ; l'autorisation d'importer, mais pas de revendre des produits non soumis au monopole de l'État les importations⁵ sont effectuées en priorité avec les pays qui ont des relations commerciales traditionnelles avec l'Algérie. Dans le cadre de la même loi, toutes les exportations de biens, fournitures et services sont réservés à l'État et aux entreprises publiques. De ce fait, les contrats avec les entreprises étrangères ne sont conclus que par l'État dans le cadre du programme général d'exportation, et les entreprises publiques bénéficient d'une autorisation générale à l'exportation. Dans le cadre d'incitation à l'exportation, l'Algérie a accordé des encouragements fiscaux, des encouragements en matière des prix, des encouragements en matière d'assurance.

La figure N°05 retrace l'évolution des importations, exportations, et du solde commercial, à partir de 1969, la balance commerciale été déficitaire à cause de l'augmentation des importations suite au premier plan quadriennal (1970-1973). Ensuite, en 1971, les exportations ont baissé à cause de la crise pétrolière, qui a réduit la demande des produits algériens,

⁵ DAHMANI, Mohamed et NIZIGIYIMANA, Yves « le taux d'ouverture de l'économie Algérienne de 1980 à 2005) » revue de la faculté des sciences économiques et de gestion de l'université de TIZI-OUZOU.

notamment les produits agricoles et les hydrocarbures, sur les marchés internationaux et surtout français. Cependant, nous remarquons un accroissement important des exportations depuis 1973 jusqu'à 1977. En 1974, les exportations accroissent et la balance commerciale dégage un solde positif de 1,84 million de dinars, ce qui s'explique par le choc pétrolier résultant de la guerre israélo-arabe en 1973, et par le maintien des prix du pétrole à des niveaux élevés.

Figure 05 : Évolution exportations, importations et balance commerciale en Algérie (1970-1977) en milliards de dollars



Source : établi par nous-mêmes à partir des données Centre National de l'informatique et des statistiques.

Section 2 : libéralisation du commerce extérieur en Algérie

La crise pétrolière de 1986, à la suite de l'effondrement des prix du pétrole, a frappé l'Algérie et a engendré une chute de ses recettes d'exportation, et une insuffisance pour financer les importations. Ce qu'il a obligé à recourir aux emprunts et aboutir par la suite à une crise de la dette. L'Algérie s'est laissé conduire par les institutions financières internationales qui ont imposé une libéralisation du commerce extérieur, la conclusion d'un accord avec le FMI dans le cadre d'un plan d'ajustement structurel (PAS).

Ce dernier a subi des modifications profondes à travers un assouplissement des règles et des procédures liées aux importations et aux exportations.⁶

2.1. La décennie 80 : la quête d'une croissance équilibrée

À partir de 1980, un changement en matière de choix de développement va s'opérer. Les investissements publics dans l'industrie vont baisser et l'État commence en 1982 à encourager les investissements privés nationaux. En 1984, les entreprises publiques sont structurées. Cette opération va donner naissance à 500 nouvelles unités issues de la vingtaine d'entreprises. L'État se trouve dans l'obligation de réduire la place du secteur public et sa propre intervention dans l'économie, car les entreprises publiques économiques, sont mal gérées et déficitaires. En outre, les années 80 furent marquées par la crise économique mondiale, pénalisant l'Algérie qui s'était endettée pour réaliser dans les meilleurs délais ses investissements.

2.1.1. La réforme de 1982

L'opacité de l'intervention du trésor pousse les pouvoirs publics à promulguer une ordonnance, pour mettre de l'ordre dans les modalités du subventionnement ou de la surtaxation de certains biens finaux ou de services, et les rendre plus transparentes. C'est l'ordonnance 82-01 qui décide que les taxes compensatoires sont créées en relation avec la politique des prix ; le produit de ces prélèvements est affecté exclusivement à compenser, pendant une période indéterminée, le prix des produits jugés socialement « sensible ».

La loi 82-11 fixe un plafond (30 millions DA) à l'investissement privé local, il attend l'augmentation de l'emploi, la substitution d'importation et la promotion des articulations au secteur public. Mais le régime de l'investissement n'est pas aussi libéral. Le succès de cette loi est plutôt limité à cause de⁷ :

- L'entrepreneur local est loin de posséder une mentalité productive et industrielle. Il ne s'intéresse qu'à l'investissement dans les branches où le délai de récupération du capital est court ;
- Les investissements agréés rencontrent des problèmes complexes pour l'acquisition de terrains d'implantation appartenant à l'État ;

⁶ ARROUCHE Nacéra «Essai d'analyse de la politique de soutien aux exportations hors hydrocarbures en Algérie: contraintes et résultats » mémoire de magister UMMTO, 2014 p 141.

⁷ CHEBBAH Khaled « évolution de commerce extérieure de l'Algérie : 1980-2005 » revue Faculté des sciences économiques et de gestion UMMTO, p 42.

- Le secteur privé continue à subir l'effet d'éviction au sein du système bancaire, l'entrepreneur se tourne vers l'autofinancement ou la recherche de financement informelle ;
- Enfin, l'entrepreneur est fréquemment contraint à des importations sans paiement qui l'oblige à acheter des devises sur le marché parallèle.⁸

2.1.2. La réforme de 1986

Le premier secteur avait été touché par la libéralisation de l'économie algérienne en pleine crise financière a été le secteur des hydrocarbures (1986).

La loi 86-14 du 19 août 1986 définissait le nouveau régime juridique des activités de prospection, de recherche, d'exploration et de transport des hydrocarbures d'une part, et d'autre part, les droits et les obligations des entreprises exerçant ces activités. Les titres miniers n'étaient octroyés qu'à la SONATRACH qui exerçait, pour le compte de l'État, le monopole des activités d'exploration et de production des hydrocarbures. Cette loi prévoit quatre (04) formes possibles d'association avec la SONATRACH qui détient, dans tous les cas, 51 % au minimum des participations :

- Association dite « contrat de partage de production » ou « production sharing contrat » ;
- Association dite « contrat de service » ;
- Association en participation sans personnalité juridique, dans laquelle l'associé étranger constitue une société commerciale du droit algérien, ayant son siège en Algérie ;

La loi 88-01, l'autonomie sont concédées à des entreprises se débattant dans de graves problèmes financiers, sociaux et productifs dans un contexte où le budget de l'État propriétaire est durement affecté par le recul des recettes fiscales pétrolières. Concernant l'orientation des entreprises publiques économiques. Cette loi définit une entreprise comme une personne morale de droit privé (société par actions ou société à responsabilité limitée).

Donc, sous le régime de l'autonomie, l'entreprise publique peut :

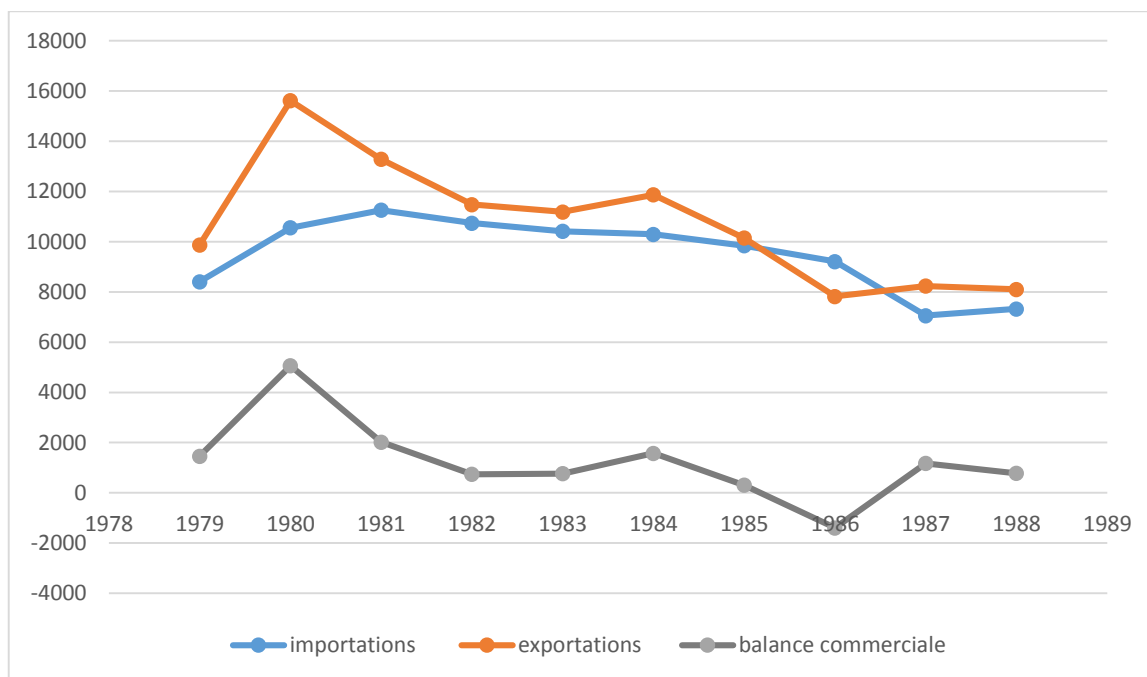
La loi 88-29 relative à l'abolition du monopole de l'État sur le commerce extérieur n'est qu'une partie de l'ensemble des autres textes législatifs visant à accommoder l'économie nationale aux conditions de l'économie du marché.

⁸ BENISSAD Hocine « Algérie : restructurations et réformes économiques (1979-1993) », édition office des publications universitaires, Alger, 1994, p48-49.

D'après la figure N° 06, représentant l'évolution de la balance commerciale de l'Algérie, on remarque, après le second choc pétrolier de 1979, une hausse des recettes d'exportations passant de 36,75 milliards de dinars en 1979 à 64,56 en 1985 soit une augmentation de 75%. A leur tour, les importations ont évolué, mais à un rythme inférieur à celui des exportations. Ces résultats s'expliquent par l'amélioration des prix de pétrole.

En 1986, le solde commercial a chuté considérablement comme suite à la baisse brutale des prix du pétrole (46-35 dollars) et à la dépréciation du dollar, monnaie de règlement des exportations algériennes. Pour soutenir la baisse des exportations, les pouvoirs publics ont établi des restrictions aux importations.

Figure 06 : Évolution des importations, des exportations et balance commerciale en (1979-1988) en milliards de dollars



Source : établi par nous-mêmes à partir des données Centre National de l'informatique et des statistiques.

2.2. Les réformes économiques et bancaires

L'activité bancaire en Algérie est régie par l'ordonnance de 1990, l'ordonnance n° 03-11 du 26 août 2003, relative à la monnaie et au crédit, modifiée et complétée par l'ordonnance n° 10-04 du 26 août 2010.⁹ Cette nouvelle mouture de législation bancaire attribue la banque

⁹ L'ordonnance n°10-04 du 26 août 2010 modifie l'ordonnance de 2003 principalement en renforçant le cadre institutionnel, le contrôle des banques et établissements financiers ainsi que la protection de la clientèle et la qualité des prestations bancaires.

d'Algérie à des fonctions relatives aux conditions les plus favorables à un développement soutenu de l'économie. La banque d'Algérie a pour mission de veiller à la stabilité des prix, mais également d'établir la balance des paiements et de présenter la position financière extérieure de l'Algérie.¹⁰

2.2.1. La loi sur la monnaie et le crédit

L'Algérie qui est engagée dans un processus de réformes économiques avait commencé son programme de libéralisation des entreprises publiques par « l'autonomie » des banques publiques.¹¹

À partir de 1990, l'Algérie adopta la libre convertibilité du dinar pour les opérations du compte courant. Hors des frontières du pays, le dinar reste totalement inconvertible.

Parmi les lois qui eurent le plus d'effet, la loi 90-10, relative au régime des banques et du crédit dit « la loi sur la monnaie et le crédit », qui établit l'autorité de la banque centrale d'Algérie en matière de politique du crédit et du change.

Dans ce cadre, la banque d'Algérie détermine les côtes du crédit aux banques commerciales et fixes les taux directeurs en matière d'intérêt.¹²

Cette loi promulguée le 14 avril 1990, devaient constituer la pièce maîtresse des réformes économiques engagées en 1988, avec la loi 88/01, portant autonomie des entreprises publiques, car elle devait avoir un impact, non seulement sur la sphère monétaire et bancaire, mais aussi sur la sphère réelle. En matière du commerce extérieur, la loi de finances complémentaire, adoptée en juillet 1990, admet l'établissement de firmes nationales ou étrangères d'import-export.

Le champ d'application des règles que doit promulguer la banque d'Algérie, portait aussi bien sur les conditions de tenue de leur système comptable que sur la définition des règles prudentielles, auxquelles ils devront souscrire. Les banques existantes devront désormais mettre en harmonie leurs statuts avec la disposition de la nouvelle loi. Les premières banques à avoir été agréées sont la BNA (1995) et la CPA (1997).¹³

¹⁰ Guide investir en Algérie, édition 2014 Kpmg.dz, chapitre 9 p 124.

¹¹ MEKIDECHE Mustapha « l'économie Algérienne à la croisée des chemins, édition DAHLEB, Alger, 2008, p93.

¹² CHADLI Hamza « 500 entreprises Algérienne », édition Ad diwan, Alger, 1996, p16.

¹³ MEKIDECHE Mustapha, Op Cit, p98.

L'ordonnance n° 01-01 modifiant et complétant la loi 90-10 a été créée afin de concrétiser le but de rehausser l'influence du gouvernement dans la prise de décision sur la politique monétaire du pays.

L'ordonnance 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit a été promulguée en réaction à un certain nombre de dysfonctionnements constatés dans la conduite des réformes économiques d'une manière générale et de la réforme bancaire en particulier, et suite à la faillite de deux banques privées. Il s'agit de la banque El khalifat et la Banque pour le commerce et l'industrie d'Algérie (B.C.I.A). Cette situation a poussé les pouvoirs publics à trouver une refonte de la loi sur la monnaie et le crédit, afin que ce genre de scandale financier ne se reproduise plus. Elle a permis de clarifier certaines dispositions insuffisamment explicitées par l'ancienne loi sur la monnaie et le crédit, et d'introduire de nouvelles prescriptions en matière de supervision des banques et des établissements financiers, elle fixe un cadrage nettement plus approprié pour la surveillance du système bancaire en termes de supervision et inaugure une nouvelle forme de relations entre l'autorité politique et la Banque centrale. La banque d'Algérie, dans sa mission, exerce le privilège d'émissions de billets de banque et de pièces de monnaie ayant cours légal sur le territoire national.

Elle est la banque des banques, l'agente financière de l'État et gère les réserves de change. Elle est garante du bon fonctionnement du système bancaire et financier, veille au bon fonctionnement du système des paiements et assure le secrétariat général de la commission bancaire.¹⁴

2.2.2. Le commerce extérieur à partir de 1990

Dès 1990-1991, une politique économique, négociée avec le fonds monétaire international (FMI), est mise en place. Qui porte sur l'assouplissement de commerce extérieur. Pour le régime des importations, la libéralisation du commerce extérieur a été réalisée au cours des années 1990 par l'abolition du monopole de l'État. Cette mesure a été élargie par la suite par le décret exécutif n° 91-37 relatif aux conditions d'intervention en matière du commerce extérieur pour autoriser toute personne physique ou morale inscrite au registre de commerce algérien à importer des biens. Ainsi, l'importation de marchandises est effectuée par tout agent économique titulaire d'un registre de commerce par une administration sur la base d'une domiciliation bancaire préalable et obligatoire conformément au règlement 91-03 du 20 février

¹⁴ Guide investir en Algérie Op Cit, p120.

1991. Concernant le régime des exportations, l'État algérien continue à exercer un monopole sur les exportations d'hydrocarbures et des produits miniers. En ce qui concerne les exportations hors hydrocarbures, le principe général est la liberté d'exportation assortie de certaines exceptions à caractère très limité.

2.3. Le rééchelonnement et les programmes de stabilisations et d'ajustement

La baisse des prix de pétrole en 1993, et la possibilité que l'Algérie fasse des tirages sur les crédits, ont contraint l'Algérie à procéder au rééchelonnement de sa dette extérieure : à partir de la fin des années 80, le processus de réformes a connu trois étapes¹⁵ : la période précédente 1994, l'ajustement structurel et l'ouverture et la recherche d'une maîtrise de l'ouverture.¹⁶

2.3.1. La période d'avant 1994

En 1991, la situation de la balance des paiements demeure précaire tout au long de la période d'atermoiement, de fin 1991 et milieu 1994. Du fait que le tiers de la dette a été libellée en francs et en yens, les importations en monnaies européennes et les exportations en dollar des États-Unis ont rendu l'Algérie sensible aux fluctuations de taux de change. Entre 1992 et 1993, le déficit de la balance commerciale a baissé sensiblement, à la suite de la compression des importations et de la baisse plus que proportionnelle des exportations en raison de la baisse des prix du pétrole.

2.3.2. L'ajustement structurel et l'ouverture (1994-1998)

« Dans sa signification la plus large, l'ajustement d'une économie nationale désigne la nécessité de corriger ses déséquilibres financiers et monétaires externes et internes qui entretiennent généralement un fort endettement extérieur, c'est-à-dire le déficit de la balance des comptes courants, le déficit du budget de l'État et l'inflation ».¹⁷

L'année 1994 est celle du changement de politique économique et financière. Ainsi, l'Algérie a mis en collaboration avec la banque mondiale et le FMI un programme d'ajustement structurel (PAS) de quatre ans. Le premier rééchelonnement avec le club de paris a été obtenu fin mai 1994, à la suite d'un accord « stand-by » avec le FMI, de 4,4 milliards de dollars de dette publique.

¹⁵ BOUYACOUB Ahmed, « L'économie algérienne et programme d'ajustement structurel », revue université d'Oran, Ed printemps, Alger, 1997, p77.

¹⁶ MEHDI Abbas « L'accession de l'Algérie à l'OMC entre ouverture contrainte et ouverture maîtrisée » document de travail, université Grenoble, France, 2009, p9.

¹⁷ MEHDI Abbas, Op Cit, p11.

Le second accord de rééchelonnement s'est fait avec les pays créanciers, membres des clubs de Paris et de Londres. En effet, l'Algérie se présentera une autrefois devant le club de Paris, en juillet 1995 et pour la première fois devant celui de Londres, pour un rééchelonnement de sa dette privée.¹⁸

Le produit des rééchelonnements et d'autres concours des institutions financières, porte sur un chiffre de 20 milliards de dollars, permettant ainsi la levée de la contrainte extérieure, le rétablissement des équilibres externes et la reconstitution des réserves de changes. Le troisième accord de « stand-by » a été conclu avec le FMI a pour objectifs :

- Une dépréciation des cours (dépréciation de 50 %) : Avant de reprendre son glissement simultanément, la Banque d'Algérie abandonne sa gestion administrative du taux de change en vendant périodiquement, aux enchères des devises. Cette étape précède la création d'un marché des changes ;
- La déréglementation du commerce extérieur : en avril 1994, une liste négative de produits à l'importation a été arrêtée par le ministre du commerce qui n'a pas tardé à supprimer. Le commerce extérieur devient quasiment libre en 1994-1995 après six ans de réformes, afin d'arriver à une libéralisation généralisée des opérations d'importations et d'exportations¹⁹. En 1996, l'Algérie s'est adhérent à l'OMC et la négociation avec l'Europe, dont les conséquences aient été sous-estimées par les décideurs économiques de l'époque, ces derniers ont permis d'aboutir à une zone de libre-échange en (2012) à travers l'accord d'association signé en 2002.²⁰

En plus, la libéralisation partielle du commerce d'importation, introduite dès 1994 par le PAS a très significativement multiplié le nombre d'importateurs, Concentrés dans l'importation de biens de consommation et de demi-produits.

D'après la figure N°07, on remarque une baisse des exportations durant la période 1990-1994, environ 1,6 milliard de dollars par an, car l'année 1993 été caractérisée par la déprime du marché pétrolier. Comme suite à la levée des restrictions, les importations ont baissé par rapport à 1990 à cause de la contraction de la demande, provoquée par la dévaluation du solde de la balance commerciale des années 1994 et 1995 sont négatif, car la hausse des importations était

¹⁸ HAMAMDA Tahar « crise et transition à l'économie de marché en Algérie », revue de la faculté d'économie et de gestion, université Mentouri constantine, Algérie, 2004, p78.

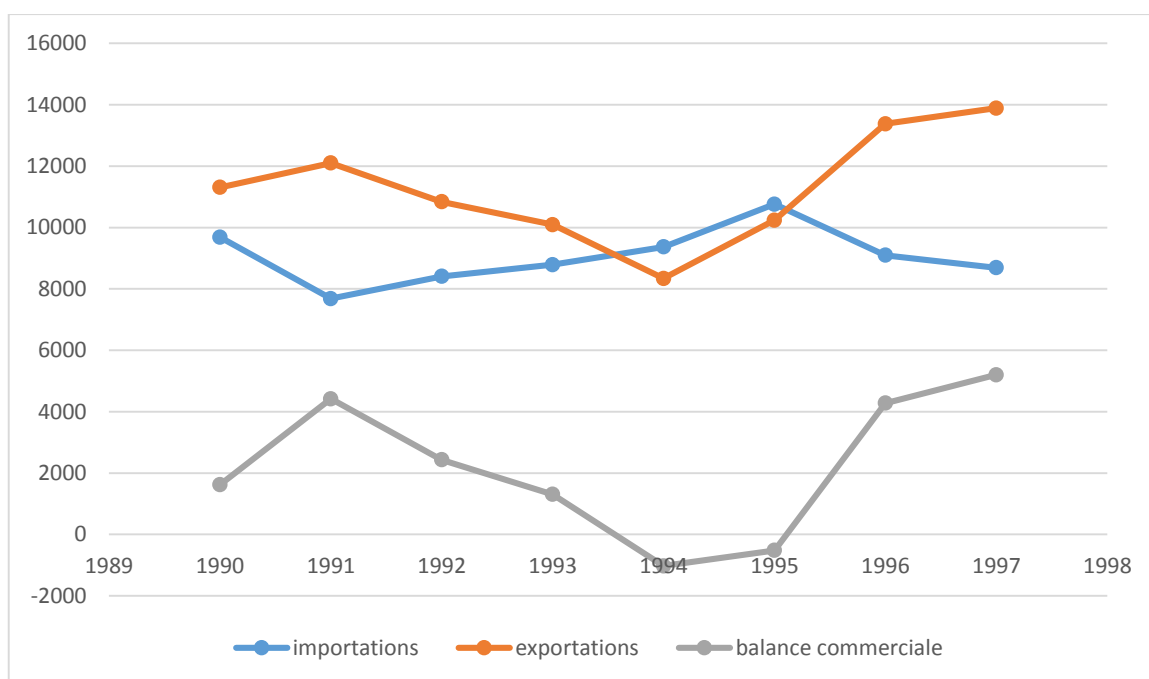
¹⁹ BENABDALLAH, Yousef « l'Algérie dans la perspective d'association avec l'UE » revue d'économie appliquée cahier du CREAD, 206, p 199-233.

²⁰ MEHDI, Abbas Op Cit P11.

très importante juste avant la période d’ajustement structurel. Les recettes de fiscalité pétrolière représentent 55 % des recettes budgétaires globales de l’année 1996, alors que ce taux n’était que de 38 % en 1989.²¹

En 1996, les exportations ont connu une augmentation de 2 milliards de dollars par rapport à 1995 suites à la hausse des prix du pétrole, où le prix moyen du baril est passé de 17,58 à 21,67 dollars, entre 1995 à 1996 respectivement. Le montant des exportations hors hydrocarbures a été doublé.²²

Figure 07 : Évolution des importations, exportations et balance commerciale en Algérie (1990-1997), en milliards de dollars.



Source : établi par nous-mêmes à partir des données Centre National de l’informatique et des statistiques.

²¹ BOUYACOUB, Ahmed Op Cit, p82.

²² Les chiffres de ce paragraphe sont tirés de l’article suivant : BENABDALLAH, Yousef « Ajustement structurel et nouveau statut de la rente pétrolière en Algérie » revue d’économie appliquée Cahiers de CREAD, 4^e trimestre 1998 et 1^e semestre 1999, n°46-47, p57-66.

2.4. La recherche d'une maîtrise de l'ouverture (depuis 1999)

Cette phase débute juste après la fin du programme d'ajustement structurel (mai 1998), et par l'arrivée des orientations de l'agenda post ajustement vers l'amélioration de l'insertion internationale.²³

2.4.1. L'accord d'association avec l'union européenne

Le besoin de diversifier ses partenaires commerciaux a poussé l'Algérie à ratifier l'accord d'association avec l'UE. L'accord d'association Algérie-UE a été signé le 22-04-2002 lors du sommet euro-méditerranéen à valence en Espagne. Il est mis en œuvre le 01-09-2005, après les négociations dans le cadre du processus de Barcelone. Son objectif est de créer une « zone de paix et de prospérité partagée », ce qui signifie l'instauration d'une zone de libre-échange.

Ces négociations qui ont duré plus de huit ans (1993-2001) ont abouti à l'intégration de l'Algérie dans l'un des plus grands et plus puissants espaces économiques de la région. L'espace naturel Euro-méditerranéen est chargé d'histoire commune et le berceau de civilisations.

L'Organisation mondiale du commerce, créée en 1995, est à la fois le garant des accords commerciaux internationaux et le cadre dans lequel ces accords se négocient entre ses membres.²⁴ L'Algérie s'est engagée dans le processus d'intégration au commerce multilatéral depuis juin 1987, mais elle n'a pas saisi l'opportunité de devenir membre de plein droit de l'OMC. Elle s'est contentée du rôle d'observateur²⁵. Le processus d'accession de l'Algérie à l'OMC est qualifié du plus long du système²⁶, il peut être décomposé en deux phases : la première phase est qualifiée de dormante du fait que l'Algérie n'a fait que présenter sa demande d'adhésion à l'OMC. La deuxième phase est plus animée, et est marquée par la présentation du premier aide-mémoire du commerce extérieur.

En 2003, l'ordonnance n° 03-04 du 19 juillet 2003 relative aux règles générales applicables aux opérations d'importations et d'exportations des marchandises fixe le cahier des conditions techniques à l'importation des produits pharmaceutiques destinés à la médecine humaine. C'est le principe de liberté. En sont exclus les produits portant atteinte à la sécurité, l'ordre public et

²³ MEHDI Abbas, Op Cit p11.

²⁴ BECUWE, Stéphane « commerce international et politique commerciales » Armand colin, 2006, paris, p211.

²⁵ RARBET Phillips, SOUAM Saïd et TALAHY Fatiha « enjeux et impact de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC » document de travail de CEPN, centre d'économie de l'université paris nord, 2009, p3.

²⁶ MEHDI, Abbas, Op Cit, p1.

la morale. Les opérations d'importation et d'exportation sont soumises au contrôle des changes qui ne signifie pas restriction.

En 2004, la loi n° 04-04 du 23 juin 2004 relative à la normalisation, et l'arrêté du 15 juin 2002 déterminent les modalités d'application de l'article 22 du code des douanes relatif à l'importation de marchandises contrefaites.

En 2006, l'État définit les règles et le contenu des documents relatifs au contrôle aux frontières de la conformité des produits importés.

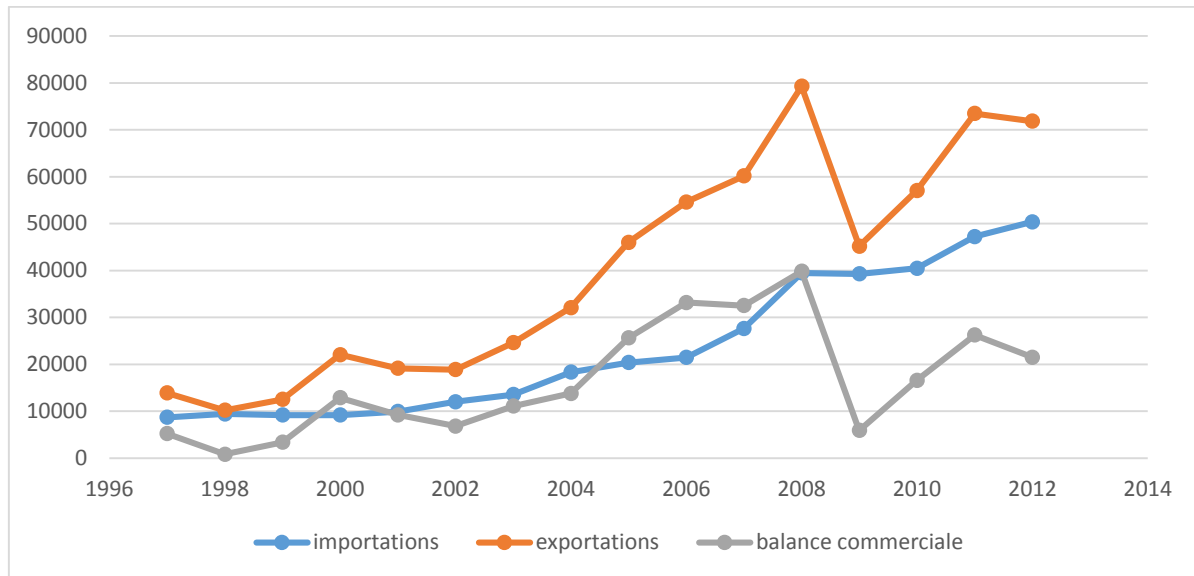
En 2009, la loi n° 09-03 du 25 février 2009 relative à la protection des consommateurs et à la répression des fraudes est promulguée.²⁷ En 2010, l'État a mis en place le suivi des importations sous franchises des droits de douane dans le cadre des accords de libre-échange.

La figure N°08, montre que les exportations ont augmentée durant la période (2000 - 2008), exception faite pour l'année 2001, en raison de pannes importantes. L'Algérie a été épargnée par les effets de l'ajustement structurel. Cette hausse, durant le reste des années s'expliquent par la hausse du volume globale des exportations nationales d'hydrocarbures, qui est passée de 124 millions en 2000 à 145 millions en 2005. Concernant les revenus de l'État, plus de 9500 milliards de DA de fiscalité pétrolière ont été générés durant cette période, ce qui explique la hausse des importations. En 2006, la moyenne annuelle des prix du pétrole a progressé d'environ 24 % par rapport à l'année 2005. En outre, la signature de nouveaux accords a permis à SONATRACH de cibler un niveau d'exportation de 85 milliards de mètres cubes par an à l'horizon 2010.²⁸

²⁷ De cette loi, il faut retenir la création d'un conseil national pour la protection des consommateurs, y compris les crédits, la pris en compte et la détermination du rôle des associations de protection des consommateurs.

²⁸ Les différents chiffres annoncés dans ces paragraphes ont été tirés à partir de 3^e édition de la semaine de l'énergie en Algérie (les réformes, stratégies opportunités, innovations) revue de SONATRACH, 2006, n°51.

Figure 08 : Évolution des importations, exportations et balance commerciale en Algérie (1997-2012), en milliards de dollars.

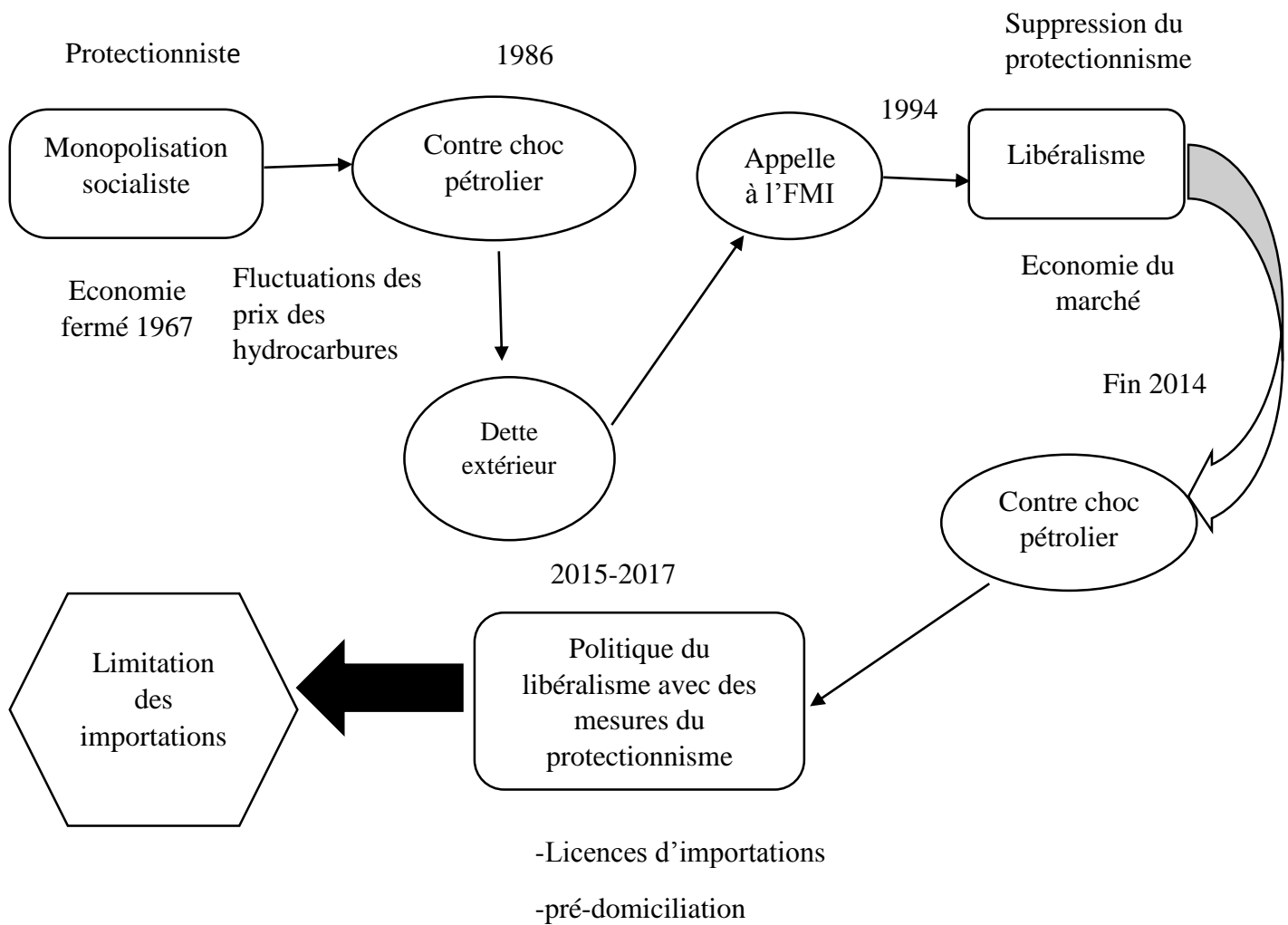


Source : établi par nous-mêmes à partir des données Centre National de l'informatique et des statistiques.

Vingt ans après le passage à l'économie de marché, l'économie algérienne demeure très peu industrielle avec un secteur industriel pesant moins de 5% du PIB est principalement constitué de petits services du commerce. Elle est également caractérisée par les sur effectifs dans les entreprises publiques ainsi dans l'administration. Les ventes du secteur énergétique représentent encore plus de 95% de ses recettes extérieures et 60% du budget de l'État Algérien. En 2015, le pays est confronté à une forte chute de ses revenus pétroliers (-43,71%) aggravant fortement le déficit de la balance commerciale. La balance des paiements atteint le niveau record de (-10,72%) milliards de dollars au premier trimestre 2015.

Les fluctuations des prix des hydrocarbures ont eu une très grande influence sur l'évolution du commerce extérieur en Algérie, le schéma ci-dessous explique son évolution depuis l'ère de l'indépendance jusqu'au jour d'aujourd'hui :

Figure 04 : Évolution du commerce extérieur en Algérie



Source : élaboré par nous-mêmes d'après plusieurs informations

Ce schéma explique les différentes politiques qui ont été adoptées par l'État Algérien et des événements qui ont marqué la transition du socialisme au capitalisme dans le contrôle du commerce extérieur.

Section 3 : la structure du commerce extérieur en Algérie

À travers cette section on va montrer la structure du commerce extérieur durant la période de premier semestre 2017.

3.1. Les échanges extérieurs

Le commerce extérieur désigne l'ensemble des activités commerciales requis pour produire, expédier et vendre des biens et des services sur la scène internationale le terme qui inclut, l'importation et l'exportation des biens et des services.

3.1.1. Les importations

Les principales importations de l'Algérie au cours de premier semestre 2017 par groupes de produits sont les biens alimentaires, biens destinés à l'outil de production, biens d'équipement et Biens de consommation non alimentaires.

3.1.2. Les exportations

Dans la structure des exportations Algériennes, les hydrocarbures continuent à représenter l'essentiel de nos ventes à l'étranger durant le premier semestre 2017 avec une part de 94,75% du volume global des exportations, et une hausse de 38,32% par rapport à la même période 2016. Quant aux exportations « hors hydrocarbures », elles demeurent toujours marginales, avec seulement 5,25% du volume global des exportations soit une valeur de 952 millions de dollars US. Elles ont enregistré une hausse de 6,25% par rapport au premier semestre 2016. Les principaux produits hors hydrocarbures exportés, sont constitués essentiellement par le groupe « demi-produits » qui représentent une part de 3,81% du volume global des exportations soit l'équivalent de 691 millions de dollars US. Le groupe « biens alimentaires » vient en seconde position avec une part de 1,04% soit 189 millions de dollars US, suivi par le groupe « produits bruts » avec la part de 0,19% soit en valeur absolue 34 millions de dollars US, et enfin les groupes « biens d'équipement industriels » et « biens de consommations non alimentaires » avec les parts respectives de 0,16% et 0,05%²⁹.

3.2. Répartition des importations par mode de financement

Les importations réalisées au cours du premier semestre 2017 ont été financées par CASH à raison de 60,20%, soit 13,84 milliards de dollars US, enregistrant ainsi une baisse de

²⁹ Ministère des finances direction générales des douanes en ligne consulté le 27/10/2017.

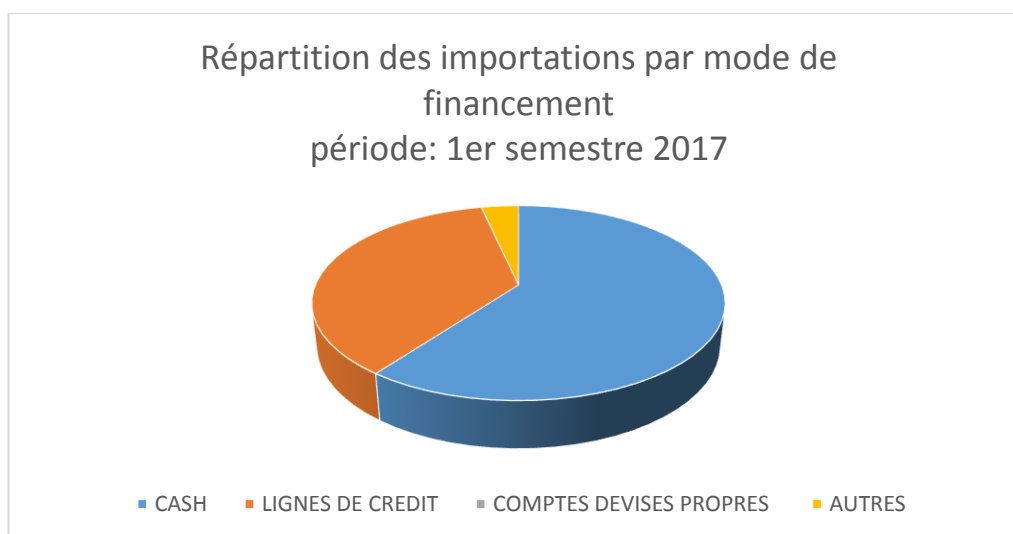
0,53% par rapport au premier semestre 2016. Les lignes de crédit ont financé 36,32% du volume global des importations, soit une baisse de 7,15%. Le reste des importations est réalisé par le recours aux comptes de devises propres et aux autres transferts financiers à raison de près de 3,48%, soit en valeur absolue d'un montant de 799 millions de dollars.

Tableau 04 : Répartition des importations par mode de financement le 1^{er} semestre 2016-2017

Mode de financement	1 ^{er} semestre 2016		1 ^{er} semestre 2017		Evolution (%)
	Valeurs	Structure %	Valeurs	Structure %	
CASH	13912	58,23	13838	60,20	-0,53
Lignes de crédit	8992	37,64	8349	36,32	-7,15
Comptes devises propres	11	0,05	7	0,03	-
AUTRES	975	4,08	792	3,45	-18,77
Total	23890	100%	22986	100%	-3,78

Source : CNIS (Centre National sur l'Information Statistiques des Douanes)

Figure 09 : Répartition des importations par mode de financement



Source : élaboré par nous-mêmes à partir des données de tableau N°04.

3.3. Répartition par régions économiques

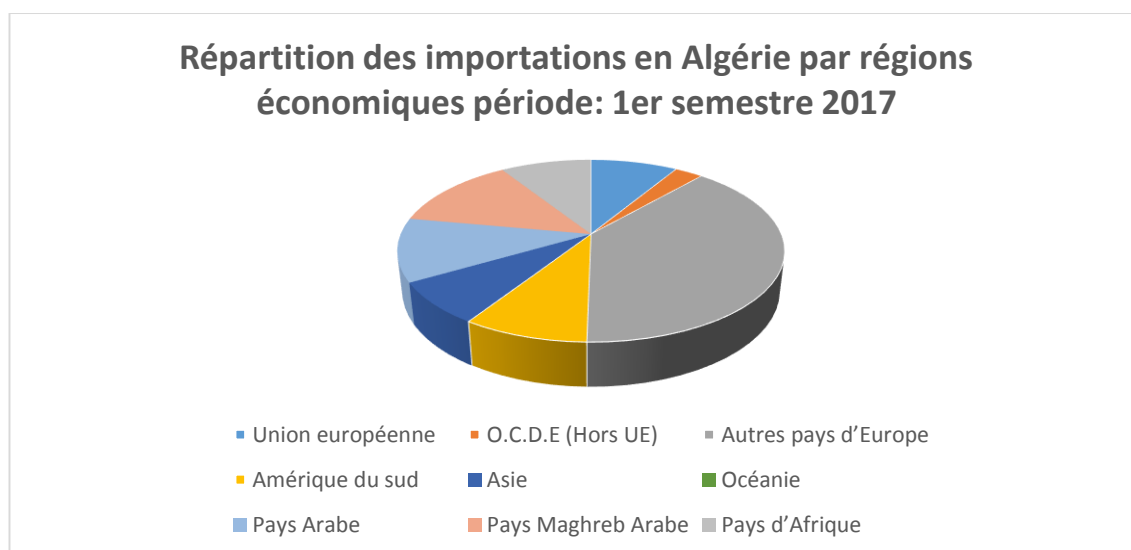
L'analyse des deux tableaux ci-dessous pourtant sur la répartition par régions économiques montre que c'est avec les pays de l'OCDE que les échanges extérieurs de l'Algérie sont les plus importants et plus particulièrement avec les pays de l'Union Européenne.

Tableau 05 : les importations de l'Algérie par régions économiques le 1^{er} semestre 2016-2017

A l'importation	1 ^{er} semestre 2016		1 ^{er} semestre 2017		Evolution %
	Valeurs	Structure %	Valeurs	Structure %	
Union européenne	11679	48,89	9251	40,25	-20,79
O.C.D.E (Hors UE)	3012	12,61	3215	13,99	6,74
Autres pays d'Europe	435	1,82	839	3,65	92,87
Amérique du sud	1374	5,75	1665	7,24	21,18
Asie	5842	24,45	6895	30,00	18,02
Océanie	-	-	-	-	-
Pays Arabe	1019	4,27	745	3,24	-26,89
Pays Maghreb Arabe	400	1,67	275	1,20	-31,25
Pays d'Afrique	129	0,54	101	0,44	-21,71
Total	23890	100%	22986	100%	-3,78

Source : CNIS (Centre National sur l'Information Statistiques des Douanes)

Figure 10 : Répartition des importations en Algérie par régions économiques.



Source : élaboré par nous-mêmes à partir des données de tableau n°05.

Tableau 06 : les exportations de l'Algérie par régions économiques le 1^{er} semestre 2016- 2017

A l'exportation	1 ^{er} semestre 2016		1 ^{er} semestre 2017		Evolution %
	Valeurs	Structure %	Valeurs	Structure %	
Union Européenne	7538	56,58	10876	59,95	44,28
O.C.D.E (Hors U.E)	2972	22,31	3372	18,59	13,46
Autre Pays d'Europe	67	0,50	10	0,06	-85,07
Amérique de Sud	964	7,24	1453	8,01	50,73
Asie	977	7,33	1432	7,89	46,57
Océanie	-	-	-	-	-
Pays Arabe	211	1,58	405	2,23	91,94
Pays Maghreb Arabe	567	4,26	568	3,13	0,18
Pays d'Afrique	27	0,20	25	0,14	-7,41
Total	13323	100%	18141	100%	36,16

Source : CNIS (Centre National sur l'Information Statistiques des Douanes)

3.3.1. Union européenne (UE)

Les pays de l'Union Européenne restent toujours les principaux partenaires de l'Algérie durant ce 1^{er} semestre 2017, avec les proportions respectives de 40,25% des importations et de 59,95% des exportations. Par rapport au premier semestre 2016, les importations en provenance de l'UE ont enregistré une baisse de l'ordre de 20,79% passant de 11,68 milliards de dollars US durant le premier semestre 2016 à 9,25 milliards de dollars US pour la même période 2017³⁰.

Alors que, les exportations de l'Algérie vers ces pays ont augmenté de 3,34 milliards de dollars US, soit près de 44,28%.

À l'intérieur de cette région économique, on peut relever que notre principal client est l'Italie qui absorbe près de 17,22% de nos ventes à l'étranger, suivi par la France de 12,25% et l'Espagne de 11,41%.

Pour les principaux fournisseurs, la France occupe le premier rang avec plus de 8,51%, suivie par l'Italie et par l'Allemagne avec les proportions respectives de 7,13% et 6,84% dans les importations de l'Algérie au courant du premier semestre 2017.

³⁰ Idem

3.3.2. Les pays de l'OCDE (hors UE)

Les pays de l'OCDE (hors UE) viennent en deuxième position avec une part de 13,99% des importations de l'Algérie en provenance de ces pays et de 18,59% des exportations de l'Algérie vers ces pays. Par rapport au premier semestre 2016, il y a lieu de signaler une augmentation des exportations réalisées avec ces pays, passant de 2,97 à 3,37 milliard de dollars US, soit une hausse de 13,46%, et aussi pour les importations en provenance de ces pays ont enregistré une légère augmentation de 6,74 %, soit l'équivalent de 203 millions de dollars US en valeur absolue. À noter aussi que l'essentiel des échanges commerciaux de l'Algérie avec cette région est réalisé avec les U.S.A, suivi par la Turquie avec des taux respectifs de 9,44% et 5,06% pour les exportations vers ces pays et de 3,86% et 4,59% pour les importations en provenance de ces pays.

3.3.3. Les autres régions

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et les autres régions restent toujours marqués par des faibles proportions.

- Le volume global des échanges avec les pays «d'Amérique», affiche une augmentation appréciable de 33,36% de leur part du marché par rapport au premier semestre 2016, en passant de 2,34 milliards de dollars US à 3,12 milliards de dollars US.

- Aussi qu'avec les pays de « l'Asie » on affiche une hausse de 22,11% passant de 6,8 milliards de dollars US à 8,3 milliards de dollars US durant la période considérée.

- Le volume des échanges avec les pays du Maghreb (U.M.A) a enregistré une diminution appréciable de 20,95% par rapport au premier semestre 2016 en passant de 967 millions de dollars US à 843 millions de dollars US.

- Les pays Arabes (hors U.M.A) quant à eux, ont enregistré une légère baisse de près de 6,5% par rapport au premier semestre 2016, puisque le volume global des échanges commerciaux avec ces pays est passé de 1,23 milliard de dollars US à 1,15 milliard de dollars US.

3.4. Les principaux partenaires commerciaux

En ce qui concerne les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie au cours du premier semestre 2017, les tableaux joints montrent clairement que l'essentiel de nos échanges extérieurs reste toujours polarisé sur nos partenaires traditionnels.

3.4.1. Les principaux clients

Dans ce tableau on va citer les principaux clients commerciaux de l'Algérie pendant le premier semestre 2017 et leurs évolutions en pourcentage (%) pendant le semestre 2016/2017.

Tableau 07 : les principaux clients commerciaux de l'Algérie le 1^{er} semestre 2016-2017

Valeurs en Millions de Dollars

Principaux clients	Valeurs	Structure(%)	Evolution (%)
L'Italie	3124	17,22	17,84
France	2222	12,25	33,05
Espagne	2069	11,41	8,04
USA	1713	9,44	15,82
Brésil	1170	6,45	31,02
Pays-Bas	1126	6,21	71,12
Turquie	918	5,06	30,40
Grande Bretagne	763	4,21	65,15
Belgique	524	2,89	29,38
Inde	475	2,62	123,00
Portugal	435	2,40	-2,47
Canada	433	2,39	-40,52
Tunisie	312	1,72	-1,58
Grèce	265	1,46	-
Cuba	240	1,32	-
Sous Total	15789	87,03	
Total Général	18141	100%	

Source : CNIS (Centre National sur l'Information Statistiques des Douanes)

3.4.2. Les principaux fournisseurs

Pour les principaux fournisseurs, la Chine occupe le premier rang avec 19.96%, suivie par la France et L'Italie avec les proportions respectives de 8,51% et 7,13% du total des importations de l'Algérie au courant de l'année 2017.

Tableau 08 : les principaux fournisseurs commerciaux de l'Algérie le 1^{er} semestre 2016-2017**Valeurs en millions de dollars**

Principaux fournisseurs	Valeurs	Structure (%)	Evolution(%)
Chine	4588	19,96	8,82
France	1955	8,51	-27,73
Italie	1639	7,13	-34,83
Allemagne	1573	6,84	15,58
Espagne	1487	6,47	-21,78
Turquie	1056	4,59	2,03
République de Corée	1027	4,47	89,83
USA	888	3,86	-7,60
Argentine	787	3,42	30,08
Brésil	750	3,26	29,76
Fédération de Russie	583	2,54	85,67
Inde	557	2,42	22,42
Nouvelle Zélande	363	1,58	132,69
Canada	360	1,57	5,57
Pays-Bas	300	1,31	-4,46
Sous Total	17913	77,93	
Total Général	22986	100%	

Source : CNIS (Centre National sur l'Information Statistiques des Douanes)

Conclusion

Depuis les années 90, et sous l'impulsion accrue de la mondialisation, les réformes économiques ont eu principalement pour objectif de transformer l'économie Algérienne centralisée à une économie libérale ouverte. La démonopolisation du commerce extérieur a vraiment amplifié les échanges extérieurs et a permis par la suite de renforcer le degré de l'ouverture économique. Cette ouverture de l'économie Algérienne est réellement vécue dès l'entrée en vigueur de l'accord d'association signé avec l'union européenne, le principal partenaire de l'Algérie.

Dans l'ensemble, l'équilibre extérieur a été globalement maîtrisé, les indicateurs du commerce extérieur réalisent des performances, de même que l'orientation de la structure des importations. Ces résultats positifs demeurent encore très fragiles puisque les capacités d'exportation hors hydrocarbures sont très faibles.



**CHAPITRE 3 : RELATION ENTRE LES
FLUCTUATIONS DU PRIX DU PÉTROLE ET LE
COMMERCE EXTÉRIEUR EN ALGERIE**

Introduction

Le pétrole est une matière première et essentielle dans de nombreuses branches de l'industrie manufacturière, source majeure d'énergie, mais aussi un produit important dans le commerce international, et également une richesse majeure pour l'Algérie.

Durant la période 2010-2017, le prix du pétrole a connu de grandes fluctuations, qui ont influencé l'économie Algérienne. Alors que durant la période de mi 2014-2016, il y a eu une baisse notable de ce dernier ce qui à influencer négativement sur le commerce extérieur de l'Algérie.

Dans ce chapitre, la première section, portera sur la présentation de l'entreprise SONATRACH, sa place dans l'économie algérienne et sur le marché pétrolier international, ensuite dans la deuxième section nous allons évoquer la relation entre les fluctuations des prix du pétrole sur le commerce extérieur en Algérie, en derniers lieu nous allons aborder les stratégies adoptées par les autorités Algériennes afin d'atténuer l'impact des fluctuations du prix de pétrole sur le commerce extérieur.

Section 1 : Le groupe SONATRACH est le pilier de l'industrie pétrolière en Algérie

Au lendemain de l'indépendance nationale, L'Algérie s'est doté d'une compagnie nationale algérienne « SONATRACH » qui devait être l'instrument de recherche, d'exploitation, de transport par canalisation, de transformation et de commercialisation des hydrocarbures et de leurs dérivées. Elle a pour mission de valoriser de façon optimale les ressources nationales d'hydrocarbures et de créer des richesses au service du développement économique et social du pays.

1.1. Présentation de SONATRACH

Aujourd'hui, SONATRACH s'affirme non seulement comme un groupe international à vocation pétrolière et gazier, mais aussi comme une compagnie solidaire, responsable et citoyenne. Elle s'est engagée en faveur du développement économique, social et culturel des populations ; elle s'est fixé des priorités incontournables en matière de HSE et s'est impliquée dans la protection de l'environnement et la préservation des écosystèmes.

Suite aux réformes du secteur des hydrocarbures, les activités de la SONATRACH ont connu une évolution remarquable qui a permis à cette société d'être le pilier principale de l'industrie pétrolière et gazière en Algérie .La stratégie adoptée par l'Algérie dans le domaine des hydrocarbures est fondée sur deux principes fondamentaux :

- La récupération des ressources naturelles par la nationalisation partielle ou totale ;
- La valorisation maximale des hydrocarbures, non seulement par l'élargissement des capacités d'accumulation financières mais également par l'ensemble des actes d'investissement permettant la création d'une industrie pétrolière intégrée.

1.1.1. Les missions de SONATRACH

La SONATRACH est chargée de réaliser des objectifs déterminants pour l'avenir, d'abord, assurer la couverture à long terme des besoins nationaux en hydrocarbures, ensuite contribuer à l'apport en devises pour le financement du développement économique de la nation¹. C'est pour cette raison qu'elle s'est mise à développer les métiers de base constituée par les activités suivantes :

¹ SONATRACH levier de l'économie national (WWW.SONATRACH.COM)

-
- L'amont où on trouve des activités de recherche, d'exploitation et de production d'hydrocarbures ;
 - Le transport par canalisation qui a en charge le développement, la gestion et l'exportation du réseau de transport, de stockage, de livraison et de chargement des hydrocarbures ;
 - L'aval où on trouve comme activités : l'exploitation des installations existant de liquéfaction de gaz naturel et de séparation de GPL, de raffinage, la pétrochimie, SONATRACH dispose à travers l'activité aval de :
 - Trois(03) complexes de GNL, d'une capacité totale de production de 44 milliards m³ de GNL/an et deux mégas trains en construction à Arzew et Skikda ;
 - Deux(02) complexes de GPL à Arzew, d'une capacité totale de production de 9 millions de Tonnes/an ;
 - Deux(02) unités d'extraction d'hélium : une à Arzew et l'autre à Skikda ;
 - Cinq(5) raffineries de brut et une (1) raffinerie de condensat ;
 - Une (01) à Alger avec une capacité de traitement de pétrole brut de 2,7 millions de tonnes/an ;
 - Une (01) à Skikda avec une capacité de traitement de pétrole brut de 15 millions de tonnes/an ;
 - Une (01) à Arzew avec une capacité de traitement de pétrole brut de 2,5 millions de tonnes/an.
 - La commercialisation qui vient au bout de la chaîne des activités de la SONATRACH, a en charge le management des opérations de ventes et d'exportation, ces dernières sont menées en coopération avec les filiales de la SONATRACH, cette activité gère les interfaces et les opérations avec les autres opérateurs nationaux pour satisfaire la demande du marché national dans les meilleures conditions économiques et de qualité de service.²

² Rapport annuel SONATRACH 2016.

1.1.2. Les filiales SONATRACH et participations

Le groupe SONATRACH dispose de 154 filiales et participations activant aussi bien au niveau national qu'à l'international. 105 sociétés présentes en Algérie et 49 autres à travers le monde, tel qu'au Pérou, en Angleterre, en France, en Espagne, au Mali, au Niger, etc....

Les sociétés du groupe SONATRACH interviennent dans des domaines variés, notamment, la production et l'exploration d'hydrocarbures, les services parapétroliers, la production et la commercialisation d'engrais et de fertilisants, la construction et l'ingénierie, le dessalement d'eau de mer, le transport aérien, le trading (commerce), le transport maritime³.

Le tableau ci-dessous présent les principales filiales de SONATRACH et leur participation dans le chiffre d'affaires.

³ Rapport annuel SONATRACH 2016

Tableau 09 : Filiales SONATRACH et leurs participations dans le chiffre d'affaire (millions de dinars).

Filiales	Chiffre d'affaire (millions/DA)
ENAGEO	18 777
ENAFOR	32 945
ENSP	18 366
ENTP	53 429
ENAC	12 294
ENGTP	24 557
GCB	24 278
SAFIR	488
NAFTAL	332 739
HYPROC	14 485
COGIZ	789
SARPI	3 603
STH	3 761
TASSILI AIRLINES	8 179
GCCO	1 120
SOMIC	1 586
SOMIZ	3 328
2SP	5 105
SOTRAZ	1 824
Groupe ASMIDAL	5 483
Groupe ENPC	3 480
BAOSEM	282
HELLIOS	2 622
CACH Assurances	12 003

Source : Rapport annuel SONATRACH 2016.

1.2. La place de la SONATRACH dans l'économie nationale

Le 31 décembre 1963, fut créée la SONATRACH par le décret N° 63/461 permettant au pays de se doter d'un instrument qui s'occupera de la mise en œuvre de sa politique énergétique. La place qu'elle a acquise revient au rôle que joue l'industrie des hydrocarbures dans l'économie algérienne, aussi bien, pour les activités de production que pour celles de commercialisation.⁴

1.2.1. Le groupe SONATRACH génère des revenus importants

La SONATRACH a dégagé 27,9 milliards de dollars de chiffre d'affaires à l'exportation en 2016, contre 33,2 milliards de dollars en 2015, soit une baisse de 16%. Pour SONATRACH, qui alimente les caisses de l'État en revenus pétroliers et gaziers, cette amélioration est exclusivement due à :

-l'amélioration de la valeur de la production vendue par la société qui a atteint 254,3 milliards DA des ventes sur le marché national, soit une augmentation de 7,5 milliards de DA par rapport à 2015⁵.

1.2.2. La présence de la SONATRACH sur le marché pétrolier international

En plus d'être le leader en Afrique et dans le bassin méditerranéen, la SONATRACH est devenue un groupe pétrolier et gazier de dimension internationale avec une implantation sur les marchés européens ,américains et une présence sur le marché asiatique à l'exemple de la création de la SONATRACH PETROLUM CORPORATION (SPC),une filiale de commercialisation du groupe SONATRACH basée à Londres affirmant ainsi la présence de la SONATRACH sur la scène pétrolière mondiale. Ce type d'implantation (en amont et en aval) permet au secteur pétrolier algérien d'acquérir une position stratégique sur le marché international du pétrole et de tirer ainsi profit des opportunités d'une telle position.

La SONATRACH est classée deuxième compagnie pétrolière mondiale avec un chiffre d'affaires à l'exportation de 58,4 milliards dollars en 2014.⁶

1.3. La réforme du secteur des hydrocarbures

Avant la nationalisation des hydrocarbures, l'industrie pétrolière algérienne était régie par les Accords pétroliers Algéro-français du 29 juillet 1965, qui ont défini avec précision :

⁴ HAOUA Kahina « L'impact des fluctuations du prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie », mémoire de magister, UMMTO, 2012, P160.

⁵ Rapport financier de SONATRACH 2016.

⁶ Idem

- Le cadre de l'exercice des activités pétrolières par les sociétés françaises en Algérie et les mesures particulières dont elles pouvaient bénéficier ;
- Le cadre de la création d'une société en participation (50%-50%) appelée ASCOOP (Association Coopérative) chargée de la recherche et de la production. L'Algérie a été représentée par la SONATRACH et la France par le groupe ERAP et la société SOPEFAL.

L'ASCOOP pour laquelle des périmètres de recherche d'une superficie de 200000Km² ont été octroyés, a réalisé en quelques années 35 forages et puis, elle a commencé à donner des signes de réduction des efforts de recherche et d'investissement ce qui a conduit le partenaire algérien à demander, en 1969 à son partenaire français de se conformer aux engagements pris, ce dernier n'a pas respecté ses engagements ce qui a conduit les autorités algérienne à penser au scénario de la nationalisation. L'échec des négociations tenues entre les deux gouvernements en décembre 1970, a conduit le président Boumediene à annoncer la nationalisation du secteur des hydrocarbures et des actifs des sociétés pétrolières algérienne.

Le 24 février 1971 a révisé les textes réglementaires en vigueur tel que le code pétrolier saharien (l'ordonnance N°58-1111 du 22 novembre 1958)⁷.

1.3.1. La nationalisation du secteur des hydrocarbures

Le pétrole et gaz sont pour l'Algérie, non seulement une source de revenu vital, mais aussi une garantie d'indépendance. La nationalisation des hydrocarbures en Algérie s'est déroulée en deux phases :

1.3.1.1. La nationalisation partielle

Le 24 février 1971, l'Algérie a réalisé une nationalisation partielle des hydrocarbures avec la prise de contrôle majoritaire (51%) dans toutes les sociétés de production et la nationalisation complète de toutes les réserves de gaz naturel et du transport des hydrocarbures par canalisation.

1.3.1.2. La nationalisation totale

Le 12 avril 1971, l'Algérie a nationalisé la totalité de l'industrie pétrolière avec l'abolition du régime des concessions et l'instauration du régime d'association contrôlée à 51%

⁷ MAHIOU Ahmed et JEAN Robert Henry : « où va l'Algérie », Ed KARRTALA, Page : 223.

par SONATRACH pour toute compagnie désirant exercer des activités de recherche/exploration et/ou de production des hydrocarbures en Algérie.

La SONATRACH devient ainsi la principale société détentrice de gisements de pétrole et de gaz. Elle exerce le rôle d'opérateur essentiel pour la maîtrise de l'activité d'exploration et de production. Elle devient de fait, l'instrument du monopole de l'État dans les domaines du gaz et du transport des hydrocarbures. Les sociétés étrangères intéressées par la recherche et l'exploitation du pétrole en Algérie, sont tenues de conclure avec la SONATRACH, un contrat de recherche et d'exploitation, qui en cas de découverte, attribue à l'entreprise publique au moins 51% de la production. Quant aux conventions de concession, l'ordonnance 71-22 du 12 avril 1971 oblige tout demandeur d'un permis de recherche ou d'exploitation à conclure un contrat d'association, avec la SONATRACH qui détiendra une participation de 45% ,le permis étant attribué à cette société. Cette association revêtait la forme soit d'une société commerciale soit d'une association en participation. Le rôle d'opérateur est affecté à la SONATRACH, sauf stipulations contraires.

Section 2 : Evolution des cours du pétrole en Algérie

À travers cette section, nous allons nous concentrer sur l'évolution des cours du pétrole en Algérie« Sahara Blend », durant la période 2005- 2017, ainsi que sur les raisons de la baisse et de la hausse de ces derniers durant la période mi-2014-2016.

2.1. L'évolution des cours du pétrole Algérien « SAHARA BLEND » durant la période 2005-2017

Durant la période 2005- 2017, le cours du Sahara Blend, est passé par deux phases : la première phase 2005-2013 a été caractérisée par une augmentation notable des prix du pétrole. Mais la deuxième phase mi-2014 jusqu'en 2016 elle a été caractérisée par une baisse des prix, mais nous constatons une légère augmentation des prix en 2017 comme le montre le tableau ci-après :

Tableau 10 : L'évolution des cours du pétrole algérien « Sahara Blend », durant la période 2005- 2017 (Cours du baril en US\$)

Années	Cours du baril\$
2005	54,64
2006	66,05
2007	74,66
2008	98,96
2009	62,35
2010	80,35
2011	112,92
2012	111,49
2013	109,38
2014	99,68
2015	52,79
2016	42,57
2017	54,54

Source: -OPEC "Monthly oil market report" "Feature article: The product market outlook ahead of winter" 12 October 2016, page 8

- <http://prixdubaril.com/petrole-index/44-petrole-algerie.html?start=20>

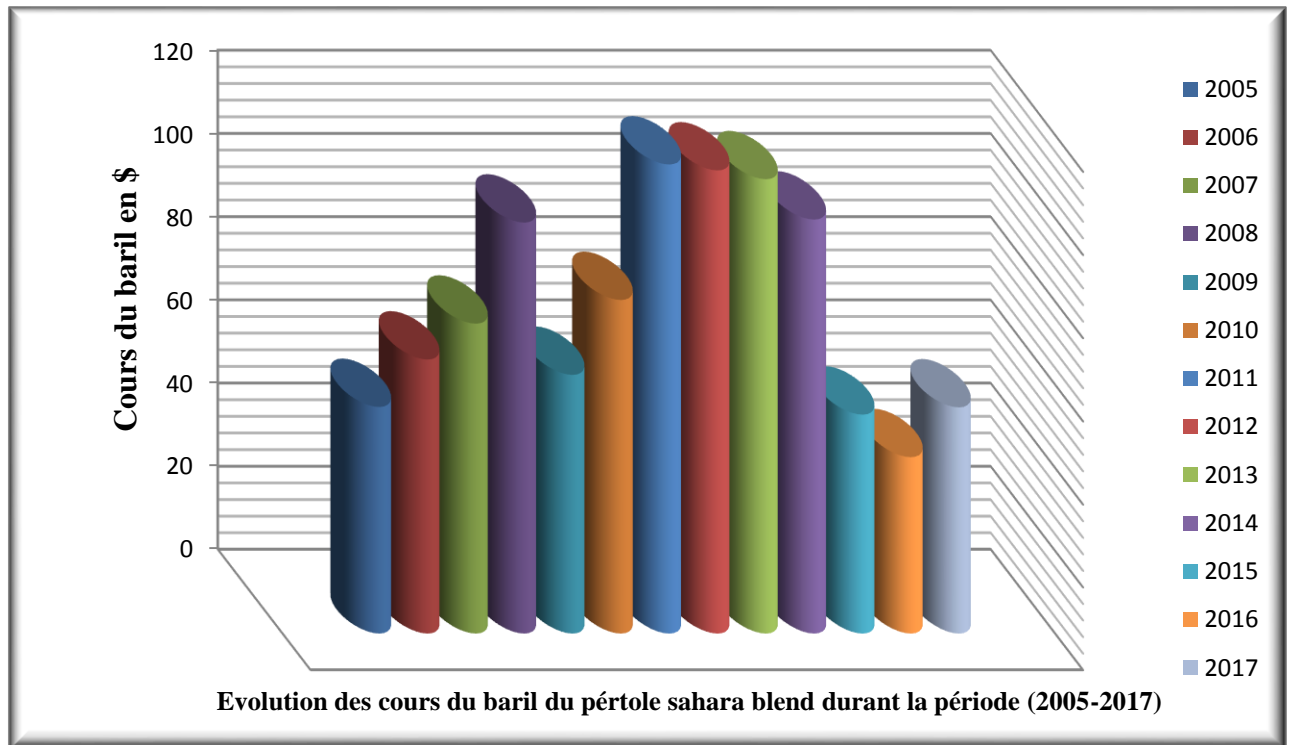
- <http://www.presse-dz.com/revue-de-presse/le-sahara-blend-a-perdu-plus-de-16-dollars-en-decembre>

-http://www.algeria-watch.org/fr/article/eco/hydroc/raisons_declin.htm.

La période 2005-2013 a été caractérisée par une hausse marquée des prix du pétrole. En effet, le cours du pétrole algérien « Sahara Blend » est passé de 54,64 dollars pour un baril (US\$/bbl) en 2005 à 66,05 US\$/bbl en 2006, et à 74,66 US\$/bbl en 2007. Puis durant l'année 2009, le prix a chuté à 62,35 US\$/bbl par rapport à l'année 2008 (98,96 US\$/bbl), pour remonter à 80,35 en 2010 et, également, à 112,92, 111,49 et 109,38 US\$/bbl respectivement durant les années 2011, 2012 et 2013.

Mais durant la période mi-2014 à oct. 2016, nous avons remarqué une baisse significative des prix du pétrole, ce qui est illustré dans la figure ci-dessous ;

Figure 11 : L'évolution des cours du pétrole Algérien « Sahara Blend », durant la période 2005- 2017 (Cours du baril en US\$)



Source: élaboré par nous-mêmes à partir des données de tableau n° 10.

Durant cette même période, nous avons remarqué une baisse significative des cours du « Sahara Blend », passant de 99,68 US\$/bbl en 2014 à 52,79 US\$/bbl 2015, ainsi qu'à 42,57 US\$/bbl en 2016.

2.2. Les raisons de la baisse du prix du pétrole

La loi de l'offre et de la demande est le seul facteur qui détermine le prix d'un bien ou d'une marchandise. Mais les facteurs qui les affectent sont différents.

Dans ce point, nous allons mentionner les principaux facteurs à l'origine de la baisse des prix du pétrole, nous citerons :

- L'excédent de l'offre mondiale du pétrole ;
- le ralentissement et le tassement de la demande sur le pétrole ;

- Les facteurs géopolitiques.⁸

2.2.1. L'excédent de l'offre mondiale du pétrole

L'offre du pétrole a non seulement évolué en volume, mais s'est aussi diversifiée géographiquement grâce au développement de nouveaux gisements et à l'émergence de nouveaux producteurs. Parmi les principaux facteurs qui ont, également, influé sur l'augmentation de l'offre mondiale du pétrole durant cette période, nous trouvons :

- Les décisions stratégiques de l'OPEP ;
- La hausse de niveau de la production mondiale du pétrole ;
- Le retour de la Lybie, l'Irak, et l'Iran sur le marché mondial.

2.2.1.1. Les décisions stratégiques de l'OPEP

Malgré la baisse marquée des cours du pétrole en 2014, les membres influents de l'OPEP (qui contrôlent environ de 70% des réserves de pétrole), ont refusé de réduire leurs productions du pétrole et ce, dans le but de maintenir leurs parts de marché.

Arabie Saoudite le plus grand producteur des pays de l'OPEP qui possède environ 25% des réserves prouvées dans le monde, refuse catégoriquement de réduire sa production.

La stratégie de l'Arabie Saoudite consiste à laisser l'effondrement des cours du pétrole persister dans le but d'asphyxier les producteurs américains, pour lesquels la continuité d'exploiter les pétroles alternatifs est tributaire du seuil de rentabilité estimé à 70 dollars le baril, contre les 30 dollars pour le baril saoudien. Ce pays qui produit à faible coût (2 à 3 US\$/baril) et qui souhaite conserver ses parts du marché en Asie, vise également à fragiliser ses concurrents, en concurrence l'IRAN et la RUSSIE. Cette stratégie a pour conséquence de maintenir structurellement les prix à un faible niveau.⁹

⁸<http://www.europe1.fr/economie/chute-des-prix-du-petrole-qui-y-perd-qui-y-gagne-2719069>, publié le 13/04/2016 à 18h58, consulté le 16/10/2017.

⁹<http://www.planetoscope.com/petrole/559-production-mondiale-de-petrole.html>

-<https://www.youtube.com/watch?v=E9QIasAc1NY>

- <https://www.youtube.com/watch?v=f5IH9AN6Eis>.

2.2.1.2. La hausse du niveau de la production mondiale du pétrole

La production du pétrole est parmi les facteurs les plus déterminants dans la variation des cours du pétrole. En effet, lorsque la hausse de la production pétrolière mondiale a dépassé le pic de 96 Mb/j en novembre 2015, ceci a entraîné une hausse de l'offre par rapport à la demande, ce qui a eu un impact négatif sur les prix du pétrole. Cette augmentation de la production est due à :

A. L'émergence des USA comme le plus grand producteur du pétrole dans le monde

Depuis 2014, les États-Unis sont devenus le premier producteur mondial du pétrole devant l'Arabie Saoudite et la Russie, notamment grâce à l'explosion du pétrole de schiste. La production du brut américain, y compris les liquides de gaz naturel, a augmenté de 1,06 Mb/j à 11,64 Mb/j, tandis que celle de l'Arabie saoudite est restée stable, à 11,5 Mb/j. La Russie, classé numéro 3 mondial, a extrait 10,84 Mb/j en 2014. Cela a largement contribué à la forte chute des cours du pétrole.

B. L'émergence de nouveaux producteurs en pétrole et gaz naturel

L'émergence de nouveaux producteurs en pétrole et gaz naturel a bouleversé les équilibres du marché énergétique, soit en consommant une partie de leur propre production et en important moins, soit en la mettant sur le marché. Depuis juin 2015, nous avons remarqué que la production de la Chine, le premier importateur mondial pour 6,1 Mb/j importés, est établie à 4,6 Mb/j, suivie du Canada pour 3,9 Mb/j, du Brésil pour 3 Mb/j et du Mexique pour 2,5 Mb/j.

D'autre part, au cours de ces dernières années, il y a une véritable guerre de production est engagée entre l'Arabie Saoudite et la Russie (10,8 Mb/j). Cette dernière augmente sa production malgré la baisse des prix et la grave récession qui touche le pays.¹⁰

¹⁰-www.lafinancepourtous.com

-<http://www.avenir-sans-petrole.org/2016/04/des-nouvelles-du-pic-petrolier.html>.

C. Le retour de l'Irak, la Libye et de l'Iran sur le marché

Le retour de l'Irak, la Libye et de l'Iran sur le marché ont contribué à créer un excédent variant de 2 à 3 millions de barils par jour, ce qui influe négativement sur le marché¹¹.

Le retour de la Libye sur le marché, avec environ 800.000 Mb/j en 2014 contre 0,4 Mb/j en 2013 et pouvant aller vers 2 Mb/j, et le retour de l'Irak avec 4,2 Mb/j en 2015 contre 3,7 Mb/j en 2014 (deuxième réserve mondiale à un coût de production inférieur à 20% par rapport à ses concurrents) pouvant aller vers plus de 8/9 millions. Ainsi, le retour de l'Iran sur le marché international depuis la fin de l'embargo, après l'accord sur le nucléaire signé le 14 juillet 2015 entre l'Iran et les six grandes puissances (Allemagne, Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni et Russie), a apporté un supplément de 0,6 Mb/j, soit 3,3 Mb/j en 2015 contre 2,7 Mb/j en novembre 2014. Le pays refuse de limiter sa production, tant qu'elle n'a pas retrouvé son niveau précédant l'embargo, soit 4 Mb/j, et pouvant aller vers plus de 5/7 millions. Ce qui pose des problèmes de régulation au sein de l'OPEP.

Tous ces événements ont conduit à inonder le marché mondial d'un niveau élevé de la production de pétrole, et par conséquent sur la hausse de l'offre par rapport à la demande, ce qui a un impact négatif sur les cours actuels du pétrole.¹²

2.2.2. Le ralentissement de la demande mondiale sur le pétrole

Le ralentissement et le tassement de la demande du pétrole par rapport à l'offre ont conduit à une baisse significative des cours du pétrole. Ce ralentissement est dû à plusieurs facteurs, notamment :

- L'utilisation du gaz de schiste ;
- Les facteurs liés aux conditions météorologiques ;

¹¹ -Rapport de la Banque mondiale du 10 août 2015

-« **La chute du prix du pétrole et ses conséquences économiques sur l'Algérie** » mardi 1 décembre 2015 à 9 :13Source de l'article : Lesoirdalgerie.com

¹²- www.challengendes.fr « **Chute du prix du pétrole : pourquoi l'OPEP peut exploser** » «articles de **Antoine Izambard** Publié le 20-01-2016 à 10h17Mis à jour à 10h24

- www.leeschos.fr « **Baril de pétrole toujours en chute : causes et conséquences** » «articles de ISABELLE CHABOUD / PROFESSEUR À GRENOBLE ECOLE DE MANAGEMENT | LE 24/08 À 1200

- Examen des enjeux qui influencent le prix du pétrole-Octobre2010 « Ressources naturelles Canada »

- <http://www.avenir-sans-petrole.org/2016/04/des-nouvelles-du-pic-petrolier.html>

-<http://www.lematindz.net/news/15663-baisse-du-cours-du-petrole-et-incidences-sur-leconomicalgerienne.html>.

- La récession économique mondiale ;
- L'augmentation des niveaux des stocks mondiaux du pétrole.

2.2.2.1. L'utilisation du pétrole de schiste

La volonté des pays gros consommateurs et importateurs d'assurer leur autosuffisance, à travers la réduction des importations, et bien sûr, le développement des hydrocarbures non conventionnels a influencé le cours du baril.

En effet, depuis 2010, les Etats Unis ont intensifié l'exploitation des pétroles de schiste grâce à la technique de «FRACKING» ou fracturation hydraulique. Cette technique, qui est controversée, consiste à disloquer la roche profonde ou la roche-mère par l'injection du liquide sous très haute pression, afin de libérer les quantités ultimes d'hydrocarbures non conventionnels.¹³

Par le recours à la technologie de fracturation hydraulique, la production du pétrole de schiste a bondi de 15% en 2013, soit sa plus forte progression en vingt (20) ans. En conséquence, la part de la consommation américaine du pétrole et des produits pétroliers couve atteindre les 22 % en 2015. Ainsi l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) prévoit une production de 9,5 millions de barils par jour en 2016 aux Etats-Unis, grâce l'apport du pétrole de schiste.¹⁴

L'effet du pétrole de schiste américain sur le marché mondial a été indirect. Les USA ne peuvent pas exporter leur pétrole à cause des choix stratégiques visant la reconstitution des réserves stratégiques et la continuité à consommer leur propre or noir¹⁵, d'une part, et garantir l'indépendance énergétique du pays, d'autre part.

2.2.2.2. Les facteurs liés aux conditions météorologiques

Parmi les causes de la baisse des prix du pétrole, on trouve aussi les conditions météorologiques saisonnières ces dernières années, qui ont contribué à occasionner une baisse

¹³ <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/fracturation-hydraulique> publiée le 18/12/2014 consulté le 15/10/2017.

¹⁴ <https://www.fioulmarket.fr/actualites/baisse-prix-petrole-quelles-causes-comment-relancer-marche> publiée le 11/04/2016 consulté le 15/10/2017.

¹⁵ www.lafinancepourtous.com
-<https://www.youtube.com/watch?v=E9QIasAc1NY>

de la consommation du pétrole en raison notamment du changement climatique dans les pays gros consommateurs (les pays européens ainsi qu'aux USA et Canada) caractérisés par une augmentation des températures par rapport aux années précédentes.

2.2.2.3. La récession économique

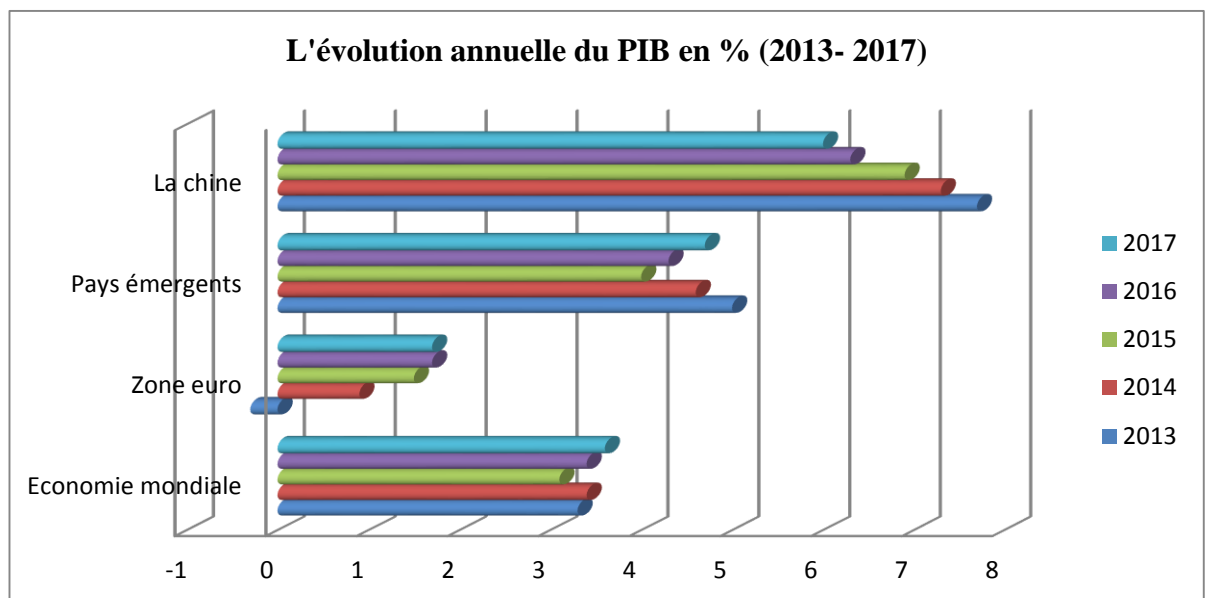
Ce facteur peut être expliqué par l'analyse des données du tableau et la figure ci-dessous :

Tableau 11 : L'évolution annuelle du produit intérieur brut (PIB) en % (2013- 2017)

Années	2013	2014	2015	2016	2017
Economie Mondiale	3,3	3,4	3,1	3,4	3,6
Zone euro	-0,3	0,9	1,5	1,7	1,7
Pays émergents	5	4,6	4	4,3	4,7
La chine	7,7	7,3	6,9	6,3	6

Source : Rapport du FMI « janvier 2016 »

Figure 12 : L'évolution annuelle du produit intérieur brut (PIB) en % (2013-2017)



Source : élaboré par nous-mêmes à partir des données de tableau n°11.

Le facteur le plus important qui a provoqué la baisse des cours du pétrole, au cours de la décennie passée, est celui de la récession économique mondiale qui a entraîné des baisses consécutives importantes de la croissance de la demande mondiale.

En effet, la croissance de l'économie mondiale est tombée sous la barre de 3,1% en 2015 contre 3,4 % en 2014 et 3,3% en 2013. Mais elle a légèrement augmenté à 3,4% en 2016, avec une légère hausse de 3,6% en 2017.

La croissance dans la zone EURO reste faible avec (-0,3%) en 2013 et 1,5% en 2015. quant à la Russie, son économie se caractérise par une récession, enregistrant une décroissance de «-3,7% » en 2015. Pour le cas du Japon, le pays vient tout juste de sortir de sa récession pour enregistrer une timide croissance de 0,6%.

Les pays émergents ont connu aussi une baisse de leur croissance avec 4% en 2015 contre 4,6% en 2014 et 5% en 2013. La croissance économique de la chine, deuxième plus gros consommateur du pétrole après les USA, s'est dégradée. Nous sommes plus dans les périodes de croissance du PIB à deux chiffres, mais des baisses consécutives de 7,7% en 2013, de 7,3% en 2014, de 6,9% en 2015 puis de 6,3% en 2016, avec une évolution baissière prévisible en 2017 pour 6%.

La demande mondiale du pétrole croît donc moins rapide que l'offre. En résumé la demande baisse et l'offre grimpe de quoi provoquer une situation d'abondance sur les marchés avec comme conséquence de faire baisser les prix.¹⁶

2.2.2.4. L'augmentation des niveaux des stocks mondiaux du pétrole

Les Etats-Unis ont commencé à augmenter leur niveau de stock au-delà de sa valeur moyenne dès le mois de janvier 2015.

¹⁶-<http://www.rfi.fr/economie/20150118-chine-croissance-economie-baisse-2014>

-Rapport du FMI « janvier 2016 »

-Economie mondiale et suisse : rétrospective 2015 et prospectives 2016

-<https://www.youtube.com/watch?v=E9QIasAc1NY>

Moyen-Orient et Afrique du Nord « Perspectives économiques régionales » 25 avril 2016

En 4 mois, les stocks américains sont passés de 380 millions à 490 millions de barils, soit plus de 25% d'augmentation.¹⁷

2.2.3. Les facteurs géopolitiques

Ces facteurs peuvent être influencés par le prix du pétrole, que ce soit directement ou indirectement, pouvant être liés à des considérations économiques, notamment quand il s'agit de faire face aux nouveaux producteurs d'hydrocarbures non conventionnels pour préserver sa part de marché.

À titre illustratif, les sanctions qui ont été émises contre la Chine, ont provoqué une baisse de leur croissance à 6,3% en 2016 contre 7,7% en 2013. Du moment que la Chine est considérée comme le plus grand importateur de pétrole, leur consommation en pétrole a pris le coup de fouet, impactant de ce fait la baisse de leur croissance qui a eu un impact négatif sur la demande, ce qu'a entraînant la baisse des cours du pétrole.

Le retour de l'Irak, la Libye et de l'Iran sur le marché ont contribué à créer un excédent variant de 2 à 3 millions de barils par jour, ce qui influe négativement sur le marché. A contrario, l'Arabie saoudite qui est le plus grand producteur au sein de l'OPEP, qui en sus produit à faible coût, refuse de réduire sa production malgré la baisse marquée des cours du pétrole en 2014. Leur stratégie, comme signalé plus haut, vise à asphyxier les producteurs américains, d'une part, et de conserver leurs parts de marché en Asie afin d'affaiblir l'influence de l'IRAN et de la RUSSIE, d'autre part.

2.3. Les raisons de la hausse des prix du pétrole

Contrairement aux deux premiers chocs pétroliers qui ont résulté d'une rupture de la production de pétrole, il existe un fort consensus pour attribuer la hausse des prix du brut depuis 2000 à un choc de demande. Pour autant, une analyse plus poussée révèle d'autres facteurs explicatifs.

2.3.1. La nouvelle politique de l'OPEP

La crise financière asiatique a entraîné une diminution des prix à partir de 1997. En mars 1999, ils atteignent même 10 dollars, rappelant ainsi le contre choc-pétrolier de 1986.

¹⁷ tsa-algerie.com/20151224/pourquoi-le-prix-du-petrole-devrait-encore-baisser.

Mais cette fois-ci, l'OPEP va réagir rapidement. Le 23 mars 1999, les onze pays de l'OPEP entérinent le plan de l'Arabie saoudite et du Venezuela, qui prévoit une baisse de la production de 2,1 millions de barils par jour (dont 1,7 million de barils pour les pays de l'OPEP). Le Mexique, Oman, la Fédération de Russie et la Norvège, bien que n'étant pas membres du cartel, se rallient à cette décision. En conséquence, alors que la croissance de la demande ralentit fortement entre 2000 et 2002, les prix restent durablement au-dessus des 24 dollars le baril¹⁸.

En mars 2000, l'OPEP fixe officiellement la bande de fluctuation du baril de pétrole entre 22 et 28 dollars et instaure un système de régulation « automatique » de la production qui ne nécessite pas une réunion des pays membres. Ainsi, lorsque les prix du panier de sept bruts mondiaux est au-dessous de 22 dollars le baril pendant dix jours ouvrés consécutifs, l'OPEP peut décider de réduire sa production de 500.000 barils par jour. Inversement, si les cours sont au-dessus de 28 dollars le baril pendant vingt jours ouvrés consécutifs, l'OPEP peut décider d'augmenter sa production.

La dépréciation du dollar semble avoir conduit les pays de l'OPEP à réviser à la hausse la bande de fluctuation du baril de pétrole. En effet, leurs exportations sont libellées en dollars et leurs importations proviennent majoritairement de la zone euro et yen. La dévaluation du dollar par rapport à l'euro et au yen influence directement leur économie et les incite à maintenir leur pouvoir d'achat par un prix du pétrole plus élevé.

Concrètement, la fourchette 22-28 dollars est passée à 25-32 dollars en 2003 puis 27-35 dollars en 2004 en raison de la baisse du dollar. Toutefois, dès le dernier trimestre de l'année 2004, les prix du pétrole ont fortement dépassé l'objectif de prix, même corrigé du taux de change, sans que les pays de l'OPEP n'aient cherché à s'y opposer. Aussi, ce dernier a été officiellement suspendu lors de la réunion extraordinaire du 30 janvier 2005 à Vienne. Le nouvel objectif de prix n'est pas officiellement annoncé mais des déclarations informelles accréditent une valeur cible du panier OPEP de 40 dollars.

2.3.2. L'essor de la demande

Globalement, la croissance annuelle de la demande mondiale de brut semble s'être accélérée depuis 3 ans pour représenter plus de 2,4% en moyenne contre 1,2% sur la période 1990-2001.

¹⁸ Rapport d'information n° 105 (2005-2006) de KERGUERIS Joseph et SAUNIER Claude, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, déposé le 24 novembre 2005.

Elle a même atteint un niveau-record en 2004 en s'élevant à 3,4%, soit l'équivalent de 2,5 millions de barils supplémentaires, pour atteindre 82,5 millions de barils/jour. Il s'agit du plus fort taux de croissance depuis 1978. Hormis le Japon (où le redémarrage de capacités nucléaires a réduit la consommation pétrolière de 70.000 barils/jour), toutes les zones économiques ont accru leur demande en pétrole, en particulier les Etats-Unis (+2,8%, soit 484.000 barils/jour) et la Chine (+15,8%, soit 893.000 barils/jour). La Chine a ainsi été à l'origine de 33,7% de la croissance mondiale de pétrole et les Etats-Unis de près de 20%.

Cette très forte accélération de la demande est directement liée à la vigueur de la croissance économique mondiale observée, avec une moyenne annuelle de près de 4% et un taux record de 4,8% atteint en 2004, taux le plus élevé.¹⁹

En 2004, toutes les zones ont été concernées, qu'il s'agisse des Etats-Unis (croissance de la demande de 3,3%), de l'Union européenne (croissance de la demande de 2,5%), du Japon (croissance de la demande de 2,7%) ou encore des pays asiatiques en développement (croissance de la demande de 8,2%).

Pour autant, l'explosion de la demande de pétrole en Chine ne s'explique pas uniquement par la croissance économique de ce pays.

La demande de pétrole en Chine croît plus vite que le produit intérieur brut. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène.

D'abord, la Chine a connu une dynamique des investissements très forte (autour de 45% du PIB) qui se concentre dans des secteurs à forte intensité énergétique telle que la production d'acier, de ciment et de produits chimiques. De même, l'urbanisation s'est intensifiée. Les consommateurs, disposant de revenus en hausse, choisissent d'augmenter leurs dépenses consacrées à l'utilisation directe de l'énergie (air conditionné, chauffage, ascenseur) ou aux produits dont la fabrication implique une forte consommation d'énergie. Or, les centrales électriques fonctionnant au charbon n'ont pas été capables de suivre la demande d'énergie. Pour pallier cette carence, 147.000 barils/jour de pétrole ont été utilisés en 2004 pour la production d'électricité.

L'augmentation du niveau de vie des Chinois se reflète dans la très forte progression de l'utilisation du pétrole pour les transports routiers. Les ventes de véhicules ont progressé de

¹⁹ Idem

9% en 2004, après une augmentation de 31% en 2003. En conséquence, la consommation d'essence s'est accrue de 22% en 2004, soit près de 200.000 barils/jour et celle du gazole de 18%, soit 85.000 barils/jour.

Les conséquences de cette forte hausse de la demande en 2004 sur les prix du pétrole ont été d'autant plus importantes que cette dernière a été sous-évaluée : ainsi, les prévisions de l'Agence Internationale pour l'Energie (AIE) envisageaient une augmentation de la demande de seulement 1,5%. Aussi, en février 2004, l'OPEP a décidé une diminution de sa production de 2,5 millions de barils/jour. Toutefois, face aux tensions sur le marché du pétrole, l'OPEP est revenue rapidement sur sa décision : le 22 mai 2004, l'Arabie saoudite a augmenté unilatéralement son quota de production à 9,1 millions de barils/jour ; trois nouvelles augmentations successives ont été décidées par les pays de l'OPEP le 1er juillet (2 millions de barils supplémentaires), le 1er août (500.000 barils supplémentaires) et le 15 septembre 2004. Malgré cette volonté politique des pays producteurs, les cours du Brent ont continué leur ascension pour atteindre en octobre 2004 près de 53 dollars.²⁰

2.3.3. La forte réduction des capacités excédentaires de production

Pour autant, la forte croissance de la demande de pétrole n'explique pas à elle seule l'envolée des prix. Ainsi, entre 1995 et 1997, l'accroissement annuel de la demande mondiale avait été significatif (respectivement +2%, +2,7% et +2,5%). Pour autant, les prix étaient restés dans la bande de fluctuation des 22/26 dollars le baril.

Par ailleurs, en 2005, la consommation de pétrole s'est ralenti (les économistes tablent sur une croissance de 1,5%). Or, les prix n'ont jamais été aussi élevés (hausse de plus de 40% entre 2004 et 2005).

En réalité, il semblerait que cette envolée des prix soit due à la prise de conscience par le marché de la faiblesse des marges de production disponibles. Alors que ces derniers s'élevaient encore à 6 millions de barils/jour en 2002, elles ont fortement diminué en 2003 pour atteindre entre 1,8 et 2 millions de barils/jour et depuis, elles ne se sont pas reconstituées. En conséquence, même si l'OPEP a augmenté sa production de 4,5 millions de barils/jour entre avril 2004 et juillet 2005 pour faire face à la demande et qu'il n'y a encore jamais eu de rupture

²⁰ Idem

d'approvisionnement, les inquiétudes subsistent sur la capacité de l'offre à satisfaire la demande et conduisent à de fortes tensions sur les prix.²¹

2.3.4. La multiplication des aléas conjoncturels

Le prix du pétrole est influencé par trois types de facteurs qui échappent à toute prévision : les facteurs climatiques, les facteurs politiques et les facteurs économiques. Sur un marché du pétrole très tendu tel qu'il se caractérise depuis deux ans, tout « événement » de nature à réduire la capacité de l'offre tend à pousser les prix vers le haut. Or, depuis 2004, les signes négatifs se sont multipliés.

Au niveau politique, on peut citer la recrudescence des attentats en Irak, quatrième pays plus gros détenteur de réserves. La reprise en main des intérêts pétroliers russes qui a fortement réduit les chances d'investissement des compagnies internationales dans ce pays (deuxième producteur mondial), la position très antiaméricaine du président du Venezuela (huitième producteur mondial), ou plus récemment, l'élection du président de la République en Iran (quatrième producteur mondial troisième pays plus gros détenteur de réserves) en juin 2005 et l'exacerbation du conflit entre ce pays et les pays occidentaux sur la question du nucléaire.

Dans le domaine économique, comme il a été rappelé précédemment, la forte croissance de 2004 n'avait pas été prévue de même que l'explosion de la demande chinoise en pétrole.²²

Section 3 : La relation entre le prix du pétrole et le commerce extérieur en Algérie

Pour bien expliquer l'impact de la fluctuation des cours de pétrole sur le commerce extérieur en Algérie, nous allons étudier la relation entre le volume des exportations, et celui des importations et le prix de pétrole durant la période 2010-2017*.

3.1. Le prix du pétrole et les exportations en Algérie

Le tableau ci-dessous présente le volume des exportations en hydrocarbures et hors hydrocarbures entre 2010-2017*.

²¹ Idem

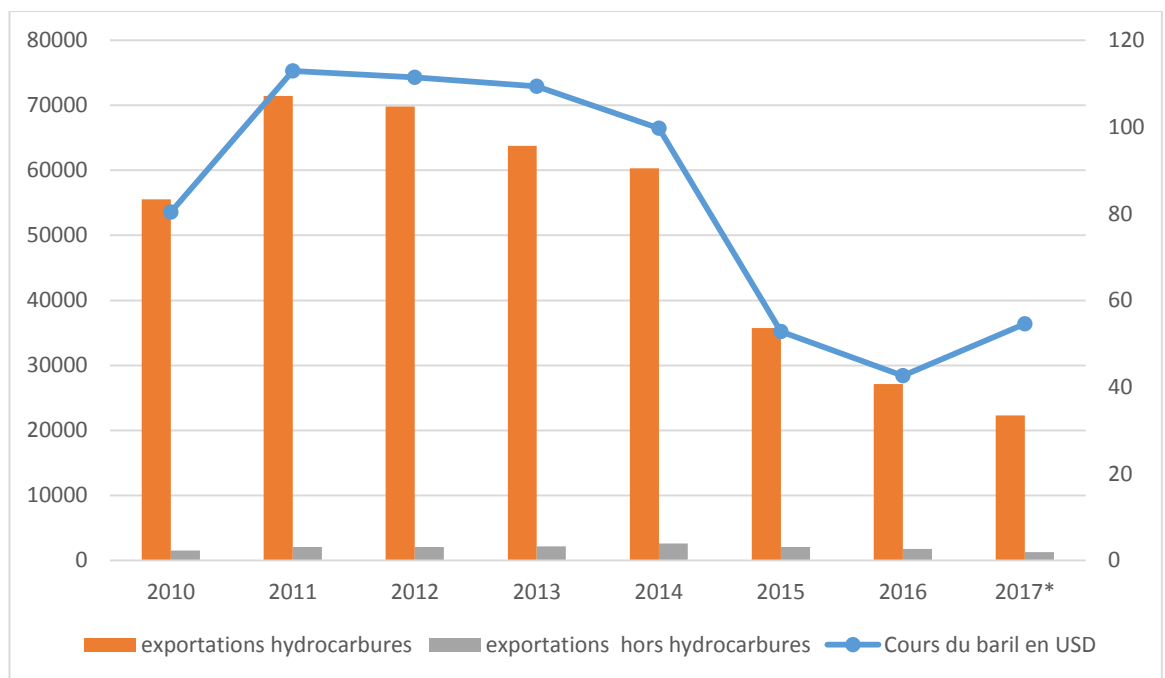
²² Idem

Tableau 12 : Evolution des exportations en Algérie pour la période 2010-2017*(en Millions de dollars US).

Années	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017*
Cours du baril en USD	80,35	112,92	111,49	109,38	99,68	52,79	42,57	54,54
Exportations hydrocarbures	55 527	71 427	69 804	63 752	60 304	35 724	27 102	22 272
Exportations Hors hydrocarbures	1 526	2 062	2 062	2 165	2 582	2 063	1 781	1 244
Total	57 053	73 489	71 866	65 917	62 886	37 787	28 889	23 516

*Résultats provisoires 7 mois.

Source : Centre nationale de l'information et des statistiques.

Figure 13 : Evolution des exportations hors hydrocarbures et du commerce extérieur en Algérie entre 2010-2017*.

Source : élaboré par nous-mêmes à partir des données de tableau n° 12.

À travers ce graphe nous constatons que les exportations sont fluctuantes, nous remarquons aussi une hausse, en 2011. Le volume des exportations a atteint un niveau optimum de 73 489 Millions de dollars US, cette tendance s'explique par la hausse du cours de pétrole Algérien «Sahara Blend», qui est passé de 80,35 dollars pour un baril US\$/bbl en 2010 à 112,92 US\$/bbl en 2011, puis elle a connu une récession durant les deux dernières années suivantes pour atteindre les 62 886 Millions de dollars US en 2014, contre 65917 Millions de dollars US en 2013 ,soit une baisse de 3,11%. Le cours de pétrole Algérien a enregistré une légère baisse de 109,38 dollars pour un baril à 99,68 US\$/bbl en 2014.

En 2016 le cours du pétrole a enregistré une forte baisse 42,37 US\$/bbl, le volume des exportations atteint 28 883 millions de dollars US, en recul par rapport à 2015.

Les premiers 7 mois de 2017, les hydrocarbures continuant à représenter l'essentiel des ventes à l'étranger avec 94,75% du volume des exportations, une hausse de 38,32% par rapport à la même période de 2016. Durant les 7 mois de 2017, le volume des exportations a atteint 23 516 millions de dollars US dont le prix de pétrole enregistre une légère hausse 54,54 US\$/bbl.

Nous constatons que les fluctuations des exportations globales sont directement causées par l'exportation des hydrocarbures étant donné que celles hors hydrocarbures sont relativement stables, ce qui nous mène à dire que le prix des hydrocarbures détermine le taux d'exportation en Algérie.

Les exportations hors hydrocarbures présentent seulement 5,25% du volume global des exportations, soit 952 millions de dollars US aux premiers sept mois de 2017 .elles enregistrent une hausse de 6,25% par rapport à la même période de 2016.²³

Les principaux produits hors hydrocarbures exportés, sont constitués essentiellement par :

- **Des demi-produits** : qui représentent une part de 3,73% du volume global des exportations, soit l'équivalent de 2,35 milliards de Dollars US en 2014, et 4,48% soit l'équivalent de 1,69 milliard de Dollars US en 2015, puis 3,81% du volume global des exportations soit l'équivalent de 691 millions de dollars US, au cours des sept premiers mois 2017, contre 710 millions de dollars US pour la même période de l'année 2016 ;

²³ Centre nationale de l'information et des statistiques d'Alger Rapport 2016 et de 2017.

-Des biens alimentaires : avec une part de 0,51%, soit 323 millions de Dollars US en 2014, et 0,62%, soit 234 millions de Dollars US en 2015. Ainsi, 1,04% soit 189 millions de dollars US au cours des sept premiers mois 2017, contre 159 millions de dollars US pour la même période de l'année 2016 ;

- **Des produits bruts** : avec une part de 0,18%, soit en valeur absolue de 110 millions de Dollars US en 2014 ; puis en 2015 avec 0,28%, soit en valeur absolue de 106 millions de Dollars US. ainsi au cours des sept premiers mois 2017, avec 0,19% soit en valeur absolue de 34 millions de Dollars US, contre 45 millions de dollars US pour la même période de l'année 2016 ;

- **Des biens d'équipements industriels et des biens de consommation non alimentaires**

Avec des parts respectives de 0,02 % en 2014 ; puis en 2015 avec 0,05% et 0,03%, au cours des sept premiers mois 2017, avec les parts respectives de 0,16% et 0,05%, du volume global des exportations.

Durant la période 2014-2017, nous avons remarqué que les exportations ont également baissé, et ceci est dû à la baisse des prix du pétrole, et l'augmentation de la consommation interne. En effet, la chute des prix des hydrocarbures a été la principale cause de la baisse du montant des exportations algérienne, en sus d'une contraction des quantités d'hydrocarbures produites.

3.2. Le prix de pétrole et les importations en Algérie

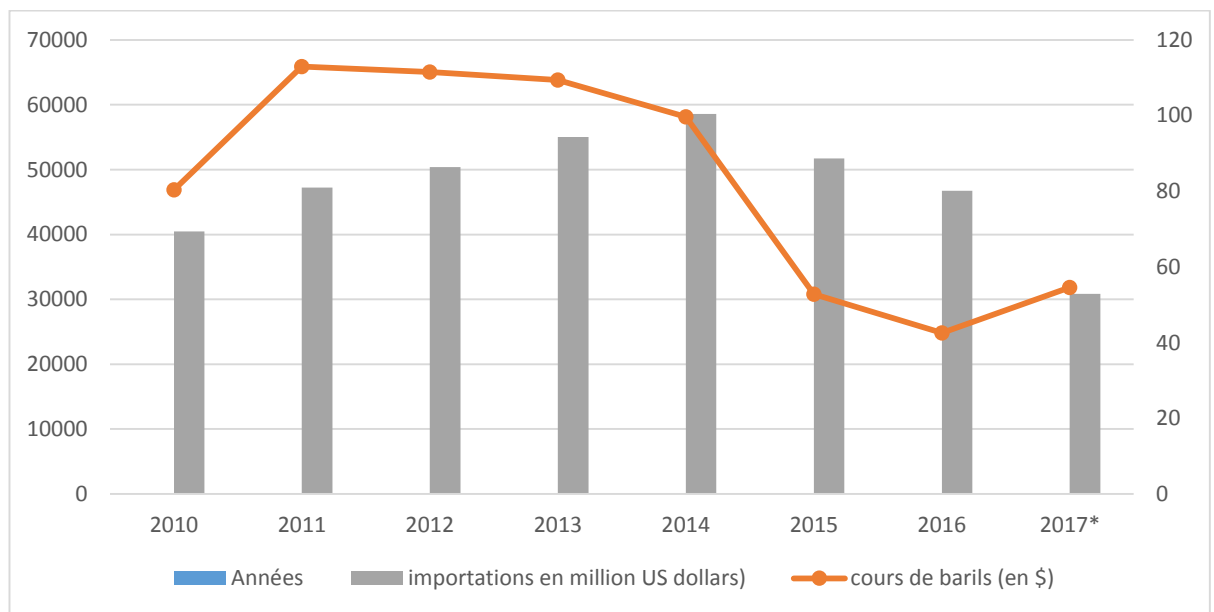
Le tableau ci-dessous présente le volume des importations de l'Algérie durant la période 2010-2017*.

Tableau 13 : Evolution des importations en Algérie(en Millions de dollars Us).

Années	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017*
Cours de barils (en \$)	80,35	112,92	111,49	109,38	99,68	52,79	42,57	54,54
Importations en million US dollars)	40 473	47 247	50 376	55 028	58 580	51 702	46 727	30 841

*Résultat provisoire (7mois).

Source : centre nationale de l'information et des statistiques.

Figure 14 : Evolution des importations du commerce extérieur en Algérie 2010-2017*.

Source : élaboré par nous-mêmes à partir des données de tableau n°13.

À travers le graphe nous constatons que, le niveau des importations a connu une augmentation de 2010 jusqu'à 2014, au cours de ces cinq années le volume des importations est passé de 40 473 millions de dollars US à 58 580 millions de dollars US, le cours du pétrole Algérien passe de 80,35 US\$/bbl à 112,92 US\$/bbl en 2011, malgré une légère baisse des cours du pétrole 99,68 US\$/bbl en 2014, mais qui restent tout de même à un niveau élevé.

Les importations ont connu une récession au cours de l'année 2015 pour atteindre 51 702 millions de dollars US et une baisse très remarquable en 2016 de 46 727 millions de

dollars US, où les cours de pétrole enregistrent un effondrement passant de 52,79 US\$/bbl à 42,57 US\$/bbl, soit une baisse de 12,08% par rapport à l'année 2014.

Ainsi au cours des sept premiers mois de l'année 2017, le commerce extérieur algérien a enregistré un volume global des importations de 30 841 millions de dollars US, le cours de pétrole enregistre une légère augmentation 54,54 US\$/bbl. Soit une baisse de volume des importations de 3,8% par rapport à la même période de l'année 2016.

Le tableau ci-dessous explique la répartition par groupe de produits importés en Algérie au cours des sept premiers mois de 2017, qui fait ressortir quatre catégories de produits ou bien.

Tableau 14 : La répartition par groupe des produits importés en Algérie. (En millions de dollars US).

Années / Groupes de produits	2013	2014	2015	1 ^{er} semestre 2016		1 ^{er} semestre 2017*		Evolution %
				Valeurs	Structure %	Valeurs	Structure %	
Biens alimentaire	9580	11005	9316	4048	16,94	4437	19,30	9,61
Biens destinés à l'outil de production	17536	17622	15970	7566	31,67	6751	29,37	-10,77
Biens d'équipements	16702	19619	17740	8123	34,00	7667	33,36	-5,71
Biens de consommations non alimentaires	11210	10334	8676	4153	17,38	4131	17,97	-0,53
Total				23890	100%	22986	100%	-3,78

*Résultats provisoires (7mois)

Source : Tableau établi par nous-mêmes à partir des données du Centre National de l'Information et des Statistiques » « Statistiques du Commerce Extérieurs de L'Algérie »

La répartition par groupe de produits importés en Algérie au cours des sept premiers mois de 2017, fait ressortir respectivement quatre catégories de produits de bien :

-**les biens d'équipement** : qui présentent une diminution de 5,61% au sept premiers mois de 2017 par rapport à la même période de l'année 2016, 17,13% en 2014, (-9,74%) en 2015.

-**les biens alimentaires** : avec une proportion de 14,87% en 2014,(-15,37%) en 2015 et une augmentation de 9,61% en 2017 par rapport à la même période de 2016.

-**les biens destinés à l'outil de production** : avec (-0,35%) en 2014, (-9,88%) en 2015, une diminution de 10,77% au premier sept mois de 2017 par rapport à la même période de l'année 2016.

-**les biens de consommation non alimentaires** : avec (-8,23%) en 2014, (-16,81%) en 2015, et diminution de 0,53% aux premiers sept mois de 2017 par rapport à la même période de 2016.

Durant la période 2015-2017 on remarque une baisse significative de volume des importations, ceci est dû à une baisse des revenus de pétrole, et aussi à l'application de la politique autorité et aux nouvelles mesures qui ont été instaurées par les autorités Algériennes.

L'Algérie a réduit fortement ses importations de véhicules en 2016, le contingent de véhicules a été fixé à 152 000 unités pour l'année 2016, sur la période antérieure, l'Algérie avait importé plus de 300 000 véhicules en 2015 contre 439 637 unités en 2014.

L'importation des produits alimentaires a augmenté à 389 millions de dollars US sur les sept premiers mois de 2017. Cette hausse est notamment marquée pour la poudre de lait à 763,50 millions de dollars US contre 495,20 millions de dollars US à la même période de l'année 2016, en hausse de 54,18% ,une tendance haussière est constatée pour les sucres et sucreries de 585,20 millions de dollars US, contre 417,60 millions de dollars US pour la même période de l'année 2016, soit une augmentation de 40,44%.

Quant aux céréales (blé dur, tendre...), semoule farines, ils ont couté 1470,30 millions de dollars US contre 1398,60 millions de dollars US en hausse de 5,13%.

La facture d'importation du café et thé a atteint 203,90 millions de dollars US contre 185,90millions de dollars US, une augmentation de 9,68%.

Seule la facture du médicament a quelque peu baissé, elle est passée à 998,40 millions de dollars contre 883,57 millions de dollars, une baisse de 11,50%.

Ces chiffres sont une mauvaise nouvelle pour le gouvernement qui entend baisser la facture des importations à moins de 40 milliards de dollar US, elle était de 46 milliards en 2016.

3.3. Evolution de la balance commerciale de l'Algérie pour la période 2010-2017*

Nous avons vu que, la baisse du prix de pétrole « Sahara Blend », a un impact négatif sur le volume des importations et des exportations en Algérie et également sur la balance commerciale, c'est ce que nous allons détailler dans ce qui suit :

Le tableau récapitulatif ci-après, présente l'évolution de la balance commerciale de l'Algérie pour la période 2010-2017*.(en millions dollars US).

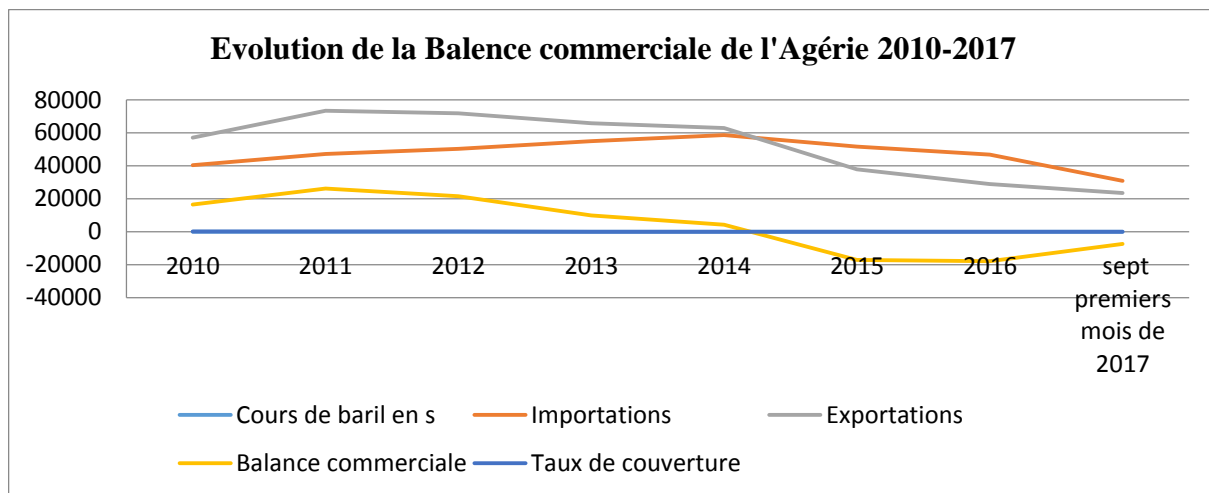
Tableau 15 : Evolution de la balance commerciale de l'Algérie, période 2010-2017*(en Million de US)

Années	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017*
Cours de baril (en \$)	80,35	112,92	111,49	109,38	99,68	52,79	42,57	54,54
Importations (CAF)	40 473	47 247	50 376	55 028	58 580	51 702	46 727	30 841
Exportations (FOB)	57 053	73 489	71 866	65 917	62 886	37 787	28 883	23 516
Balance commerciale	16 580	26 242	21 490	9 946	4 306	-17 034	-17 844	-7 325
Taux de Couverture	141	156	143	118	107	73	62	79

*Résultat provisoire (7 mois).

Source : Tableau établi par nous-mêmes à partir des données du Centre National de l'Information et des Statistiques » « Statistiques du Commerce Extérieurs de L'Algérie » (Période : 2010-07 mois 2017).

Au cours de la période 2010-2013, nous avons noté un excédent de la balance commerciale de 16 580 million de dollars US en 2010, et également de 26 242,21 490 et 9 946 Millions de dollars US respectivement aux années 2011,2012et 2013. Ceci est dû à une hausse du cours de pétrole Algérien « Sahara Blend »de 80,35 US\$/bbl en 2010, et également de 112,92 US\$/bbl, 111,49 US\$/bbl, 109,38US\$/bbl respectivement aux années 2011, 2012,2013.

Figure 15 : L'évolution de la balance commerciale période 2010-2017*.

Source : élaboré par nous-mêmes à partir des données de tableau n°15.

Mais durant la période 2014-2017, nous avons remarqué un déficit marqué de la balance commerciale.

En effet, la réalisation des échanges extérieurs de l'Algérie en 2014 fait ressortir un excédent de la balance commerciale de 4 306 Millions de dollars US, soit une diminution de 53,49% par rapport à celui enregistré durant 14 années 2013 qui est 9 946 Millions de dollars US, le taux de couverture des importations par les exportations a baissé à 107% en 2014 contre 118% en 2013.

En 2015, la balance commerciale de l'Algérie a enregistré un déficit de 17 034 Millions de dollars US contre un excédent de 4 306 Millions de dollars en 2014, cette tendance s'explique simultanément par la baisse des importations et des exportations globale (hydrocarbures et hors hydrocarbures), confirme la fragilité de celle-ci toute contre-performance des exportations induite par la chute des cours du pétrole qui passe à 52,79 US\$/bbl.

Le taux de couverture des importations par les exportations, a également baissé en 2015 contre 107% en 2014.

En 2016, la balance commerciale avait enregistré un déficit de 17 844 Millions de dollars US, soit un déficit de 4,8% à celle-ci enregistré durant l'année 2015, cela s'explique par un recul de 16,7% des exportations globales (hydrocarbures et hors hydrocarbures), les

importations à moindre rythme, en baisse de 9,62%, le taux de couverture des importations par les exportations a baissé à 62% en 2016 contre 73% en 2015.

Au cours des sept premiers mois de 2017, le cours du pétrole enregistre une légère hausse à 54,54 US\$/bbl, le déficit commercial en Algérie a atteint 7 325 Millions de dollars US, le commerce extérieur enregistre donc :

- un volume global des importations de 22,98 Milliards de dollars US, soit une baisse de 3,78% par rapport aux résultats des premiers sept mois de l'année 2016 ;

- un volume global des exportations de 18,14 Milliards de dollars US en augmentation de 31,16% par rapport aux résultats des premiers sept mois de 2016.

Cela se traduit par une réduction de déficit de la balance commerciale durant cette période de 5,7 Milliards de dollars US en valeur absolue, soit une diminution en proportions de 54,15%, par rapport à celui enregistré durant la même période de l'année 2016.

Ces résultats dégagent un taux de couverture des importations par les exportations de 79% contre 56% durant la même période de l'année 2016.

La balance commerciale de l'Algérie demeure fragilisée car elle dépend de la conjoncture internationale des matières premières, l'export pour les hydrocarbures et à l'import pour les produits de base.

Section 4 : Les stratégies adoptées par l'Algérie afin de faire face aux effets de fluctuations des prix du pétrole

Le secteur des hydrocarbures a permis, avec la hausse du prix du pétrole et l'augmentation des recettes d'exportations des hydrocarbures durant la décennie 1970, de faire passer les revenus extérieurs de 0,2 milliard de dollars en 1970 à 12,5 milliards en 1980²⁴.

Suite à la chute du prix du pétrole en 1986, les revenus extérieurs annuels ont baissé pour se maintenir autour de 5 milliards de dollars entre 1986 et 1990. L'État ne peut plus assumer les dépenses courantes sans avoir recours à un endettement extérieur massif. Ainsi, entre 1985 et 1988, la dette totale a doublé en volume pour atteindre 26 milliards de dollars et le service de la dette totale a absorbé l'essentiel des revenus issus des hydrocarbures.

²⁴ MARTINEZ Luis, « Algérie : les illusions de la richesse pétrolière », les études du CERI (centre d'études et de recherches internationales), N°168- septembre 2010, p13

La faillite financière consécutive à l'effondrement du prix du baril de pétrole en 1986 a souligné ainsi la nécessité de réformer l'économie algérienne en profondeur. Enfin, en 1989, un gouvernement de réformateurs se donne pour objectifs de « réaliser des changements institutionnels et économiques irréversibles²⁵ », avec le soutien discret du FMI.

L'Algérie fait face à plusieurs défis notamment en matière de choix politiques de développement économiques à adopter. Ces défis peuvent être répartis en trois groupes :

- Le premier défi est celui de la mise en place d'une bonne gestion des recettes issues de l'exportation des hydrocarbures ;
- Le second défi consiste à diversifier les activités, les exportations et les sources de financement de l'économie. En effet, la crise des *subprimes* a affirmé que l'économie Algérienne reste très dépendante des fluctuations du prix des hydrocarbures et des dépenses publiques ;
- Le troisième défi a trait à l'amélioration de la qualité des services publics.

4.1. Une gestion efficace des réserves en hydrocarbures et des recettes d'exportation

Une meilleure gestion des réserves en hydrocarbures et des recettes d'exportation permettra à une économie dépendante des revenus tirés de l'industrie d'hydrocarbure de mieux gérer les risques liés à l'instabilité de la conjoncture du marché international du pétrole.

4.1.1. La gestion des réserves en hydrocarbures

Une gestion des réserves des hydrocarbures est celle qui consiste à utiliser ces réserves pour le bénéfice à long terme de la population, plus particulièrement des générations futures.

4.1.2. La gestion des recettes d'exportations des hydrocarbures

Une gestion des recettes d'exportations des hydrocarbures permettra d'atténuer l'impact de la volatilité des recettes des hydrocarbures sur la liquidité de l'économie, à travers les instruments de la politique monétaire ;

4.1.3. Les principes directeurs d'une gestion efficace de la richesse en hydrocarbure

Une gestion efficace de la richesse en hydrocarbure dépendra du type de stratégies à adopter, celle qui doit permettre de relever des défis macroéconomiques liés à la gestion des recettes d'exportations des hydrocarbures tout en tirant profit de cette ressource naturelle qui joue le rôle principale dans l'économie algérienne.

²⁵ HIDOUCI G, « L'Algérie peut-elle sortir de la crise ? », Ed Maghreb- Machrek, N° 149, juillet-septembre 1995, p27.

L'aboutissement à ces résultats nécessite de s'appuyer sur quelques principes directeurs tels que :

- Appui sur la stabilité budgétaire ;
- Appui au développement des activités productives hors hydrocarbure ;
- Appui à l'amélioration des services de base (le logement, la santé, l'éducation, ...)
- Appui à l'investissement des recettes pétrolières dans des actifs à l'étranger et/ou en créant un fonds pétrolier.

4.2. La réduction de la vulnérabilité de l'économie à la volatilité du prix du pétrole par la diversification économique

Les exportations hors hydrocarbure du pays demeurent très faibles, l'Algérie est classée au 99ème rang sur 134 pays. La diversification de l'économie constitue le principal défi auquel l'Algérie fait face, ce défi consiste à redynamiser l'appareil productif, à assurer une croissance économique hors hydrocarbure forte et durable et à réduire d'avantage le chômage.

L'investissement d'une manière générale et plus particulièrement l'investissement privé et l'investissement direct étranger (IDE), sont les facteurs les plus déterminants qui auront un rôle majeur dans la diversification de l'économie algérienne, cependant, la diversification de l'économie algérienne par les nouvelles mesures découragent les IDE. Ces mesures imposent :

- Un plafond de 49% pour la participation étrangère dans tout nouvel IDE ;
- Une balance de devise positive pour les nouveaux IDE ;
- La réaffirmation du droit de préemption des autorités publiques sur la vente d'investissement étranger.

L'ensemble de ces mesures a découragé les investissements. En 2009, les IDE (à l'exclusion des hydrocarbures et de secteurs des finances) ont chuté d'environ 60% et ne se sont pas redressés en 2010²⁶

4.3. Maintenir la stabilité macroéconomique et approfondir les réformes du marché

Compte tenu du fait qu'une grande part des recettes d'hydrocarbures du pays est comptabilisée dans des recettes publiques, le défi du maintien de la stabilité macroéconomique dépendra dans une large mesure, de la politique budgétaire et la politique monétaire adoptée.

²⁶ LAKHDARI Hakim et AYAD Atmane, « L'ouverture économique au Maghreb face à la crise : Quel risque de contamination ? Cas de l'Algérie », Colloque International, « crise, commerce et devenir des économies émergentes en méditerranée », Rabat, 2009, p2-3.

Une politique macro prudente consisterait à protéger les activités hors hydrocarbures par une stérilisation des devises étrangères excédentaires et une diversification des recettes budgétaires, tout en accordant une attention particulière à la viabilité budgétaire à long terme, et aux problèmes d'équité économiques entre générations.

L'idée de réforme économique et de la préparation de l'après-pétrole est évoquée dès le début des années 80. Durant les années 90, l'économie algérienne connaît une profonde mutation avec le passage d'une économie administrée vers une économie de marché, notamment à travers la mise en œuvre des réformes économiques profondes, qui s'est caractérisé par le désengagement de l'État de la sphère productive, pour se consacrer à la conduite stratégique de l'économie et la fonction de régulation.

Cependant, on remarque jusqu'à présent les mêmes tendances persistantes toujours à savoir la dépendance à l'égard des recettes d'exportations des hydrocarbures, le faible secteur hors hydrocarbure, l'importation massive de produits de consommation divers.

- **Pour réduire la dépendance aux pétroles :**

Baisse du budget de fonctionnement, réduction du déficit budgétaire, augmentation des transferts sociaux et instauration d'un impôt sur la fortune : le projet de la loi de Finances 2018, adopté par le Conseil des ministres, n'apporte pas de révolution. Mais le gouvernement compte poursuivre l'effort de dépenses avant de parvenir à l'équilibre des finances publiques dans les 5 ans à venir. Selon les premières conclusions contenues dans le communiqué du conseil des ministres, « Le déficit global du Trésor s'élèvera ainsi à près de 9% du Produit intérieur brut contre plus de 14% pour l'exercice 2016 ». Concrètement, le projet affiche 6521 milliards DA (près de 60 milliards de dollars) en recettes et près de 8628 milliards DA en dépenses (près de 80 milliards de dollars). Du coup, il faudra trouver l'équivalent de 20 milliards de dollars. Un déficit qui sera couvert par la planche à billet. Mais le gouvernement espère revenir à l'équilibre d'ici 5 ans. Pour le volet du budget, le gouvernement va réduire, symboliquement, le budget de fonctionnement. Il s'élèvera à 4584 milliards DA (autour de 44 milliards de dollars), en baisse de 7 milliards DA par rapport à l'exercice en cours. Une baisse très minime. Mais le gouvernement veut en faire un geste symbolique. En revanche, le budget d'équipement va augmenter. Pour l'année prochaine, les crédits de paiements inscrits pour 2018 s'élèvent à 4043 milliards DA (contre 2291 milliards DA pour l'année en cours). Les allocations prévues pour le budget d'équipement couvrent notamment « la relance des projets gelés dans les secteurs de l'éducation nationale, de la santé, et des ressources en eaux, ainsi qu'un effort plus soutenu en direction du développement local. Le budget d'équipement de l'année prochaine contient

également une provision de 400 milliards DA pour le remboursement des entreprises locales et étrangères qui détiennent des créances sur l'Etat et ses démembrements.²⁷

²⁷<https://algeriepart.com/2017/10/04/loi-de-finances-2018-80-milliards-de-dollars-de-depenses-pres-de-60-milliards-de-dollars> publié par SAMMAR Abdou le 04/10/2017 consulté le 11/11/2017.

Conclusion

L'économie algérienne est une économie basée sur la production des hydrocarbures. Elle représente environ 98% des exportations du pays.

En effet, le prix du pétrole joue un rôle très important dans cette économie, comme il exerce aussi un impact soit positif dans le cas de la hausse de prix, par l'élimination de la dette externe, et dessiner une image honorable pour l'Algérie. Soit négatif dans le cas de la baisse des prix, comme nous l'avons vu au cours de la période mi-2014 -2017 qui a conduit au déséquilibre de la situation économique du pays, où nous avons vu un déficit de solde de la balance commerciale, et celui de budget de l'État, et une dévaluation du dinar par rapport aux autres monnaies qui ont conduit à une baisse de pouvoir d'achat et donc une hausse de taux d'inflation.



CONCLUSION GENERALE

Conclusion

Historiquement, l'économie algérienne n'a pu compter que sur la redistribution par l'État des recettes des hydrocarbures. Lorsque les cours du pétrole étaient élevés, ce modèle a permis à l'Algérie de construire des infrastructures, d'assurer la stabilité sociale, de progresser considérablement vers des objectifs pour le développement, et de rembourser la majeure partie de sa dette extérieure. Au cours de la dernière décennie, une grande partie non négligeable des emplois a été créée dans le secteur public. Avec l'affaiblissement des cours du pétrole, il est évident que l'État ne dispose plus de ressources suffisantes pour maintenir des niveaux élevés de dépenses et continuer de créer des emplois à l'intention d'une population jeune et en rapide croissance. Cependant, même avec des cours élevés du pétrole, le modèle de croissance adopté n'est pas viable, compte tenu du risque d'épuisement des réserves d'hydrocarbures.

L'effondrement des cours du pétrole a révélé les lacunes du modèle de croissance Algérien. L'Algérie continue de faire face aux conséquences de la persistance de la chute des cours du pétrole sur son économie, qui est fortement tributaire des hydrocarbures. La baisse des recettes des hydrocarbures a entraîné d'importants déséquilibres et des tensions financières. Le commerce extérieur algérien est touché, il en demeure déficitaire.

Après plus d'une décennie d'excédents commerciaux, l'Algérie a vu, dès 2015, sa balance commerciale basculer dans le rouge, avec un déficit de 13,71 milliards de dollars. Une année plus tard, en 2016, la différence, en termes de valeur monétaire entre les exportations et les importations se creuse davantage, enregistrant un déficit de 17,84 milliards de dollars, en augmentation de 4,8%. Cette hausse s'explique essentiellement par un recul enregistré dans les exportations, notamment ceux des hydrocarbures dont les prix ont connu une baisse sur les marchés internationaux.

Face à un tel déficit l'État s'est retrouvé dans l'obligation d'agir, ce qui s'est confirmé avec la démarche adoptée, en 2017, pour résorber le déficit qui a continué à : augmenter les recettes fiscales hors hydrocarbures de deux points des taux de TVA, à 9 et à 19 %, ainsi qu'une augmentation des taxes sur le tabac et sur un certain nombre de produits de luxe. Réduire les dépenses courantes (salaires compris) en pourcentage du PIB, réformer le régime de subventions en augmentant les prix des carburants, du gaz naturel et de l'électricité, réduire les dépenses d'investissement tout en améliorant leur efficacité et améliorer la gestion des finances publiques.

Malgré ces démarches entreprises par les autorités, elles n'ont pas pu combler un déficit devenu abyssal, ce qui induira de nouvelles réformes pour l'année à venir. Selon les premières indications pour la loi de finance 2018, les prix des carburants vont augmenter dès janvier prochain. L'augmentation sera d'au moins 3 DA par litre de gasoil et d'essence.

Parmi les nouveautés contenues dans le Projet de loi de finances (PLF) 2018, on trouve «l'impôt sur la fortune». Une taxe que tout citoyen possédant 50 millions de dinars aura à payer. Il sera difficile de savoir comment les institutions vont s'y prendre, car il est quasi impossible de savoir qui a de l'argent et qui n'en a pas, étant donné que l'Algérie est un pays où la technologie n'est qu'à ses premiers pas, un pays de l'informel et où le manque de traçabilité bas son plein. Toujours dans le chapitre impôts et taxes, le gouvernement compte taxer d'avantage certains produits importés. Il s'agit notamment des produits électroménagers qui consomment beaucoup d'énergie.

L'État tend à réduire les importations à 41 milliards de dollars à la fin de l'année 2017 et à 30 milliards de dollars en 2018. Afin de réduire la facture des importations, elle procédera au contrôle du commerce extérieur et à la limitation des importations allant jusqu'à la suspension définitive de l'import de certains produits dans le cadre du projet de la loi de finance 2018 qui est encore en cours d'examen. Mais en envisageant une telle décision, le gouvernement n'a apparemment pas mesuré ses conséquences sur l'économie nationale, puisqu'elle aura indubitablement un impact négatif sur les recettes du pays. Réduire les importations engendrera une diminution non négligeable de la fiscalité douanière.

Frappé de plein fouet par la chute des cours de l'or noir, le Parlement algérien a même adopté le texte permettant au Trésor public d'emprunter de la banque centrale algérienne pendant cinq ans, dans le but de sortir le pays de l'impasse. C'est ce qu'on appelle la planche à billets, et le gouvernement espère que celle-ci mettra un terme à cette situation. À première vue, la méthode est séduisante. Elle soulève pourtant une grande inquiétude parmi les économistes algériens car à l'époque, le gouvernement ordonne de faire tourner la planche à billets à plein régime, afin de rembourser plus vite sa dette de guerre. Ce qui a alimenté une hyperinflation aux effets ravageurs. C'est bien le principal risque de cette technique : en augmentant la quantité de monnaie en circulation, elle en diminue la valeur et génère mécaniquement la hausse des prix, ce qui grignoterait dangereusement le pouvoir d'achat des ménages.

L'objectif de ce mémoire étant d'analyser la problématique d'effets des fluctuations des cours du pétrole sur le commerce extérieur en Algérie, nous sommes arrivées à conclure que l'instabilité des prix du pétrole exerce un effet sur le commerce extérieur tout comme sur les autres activités économiques du pays. Une hausse des prix du pétrole entraîne une augmentation du volume des importations, et inversement une baisse des cours du pétrole engendre une diminution du volume des importations. Les autorités algériennes ont jusqu'à présent pris des mesures pour s'adapter au cours du pétrole plus faible. Mais ce qu'il faut c'est définir une stratégie à long terme pour refondre le modèle de croissance du pays en vue de favoriser le développement de l'activité du secteur privé, et d'appliquer les réformes structurelles nécessaires pour diversifier l'économie au-delà des hydrocarbures.



BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrage

- AMIC Etienne, DARMOIS Gilles et FAVENNE J-P « L'Énergie, A quel prix ? Les marchés de l'énergie », Ed Technip, Paris, 2006.
- BECUWE, Stéphane « commerce international et politiques commerciales » Armand Colin, 2006, Paris.
- CHADLI Hamza « 500 entreprises Algériennes », édition Ad diwan, Alger, 1996
- CHAUDARD Sophie : « Géopolitique et pétrole », Ed Jeunes, Paris, 2006.
- DAHAK Abdenour. KARA Rabah « LE MEMOIRE DE MASTER » édition EL-AMEL
- DUROUSSET Maurice : « Le marché du pétrole », Ed Ellipses, Paris, 1999, P16
- DURAND Bernard « La crise pétrolière : Analyse des mesures d'urgence », Edition EDP sciences, 2009.
- HIDOUCI G, « L'Algérie peut-elle sortir de la crise ? », Ed Maghreb- Machrek, N° 149, juillet-septembre 1995.
- JAQUET Pierre et NICOLAS François, « pétrole : crise, marchés, politiques », Ed DUNOD, 1991.
- MAHIOU Ahmed et JEAN Robert Henry : « où va l'Algérie », Ed KARRTALA.
- MEKIDECHE Mustapha « l'économie Algérienne à la croisée des chemins » édition DAHLEB, Alger, 2008.
- PERCEBOIS Jacques « Economie de l'énergie », Préface de MAINGUY Yves, Ed Economica, 1989.

II. Décrets et lois :

- Décret exécutif n°91-37 relatif aux conditions d'intervention en matière de commerce extérieur pour autoriser toute personne physique ou morale inscrite au registre de commerce Algérien à importer des biens.
- L'ordonnance de 1990 régit l'activité bancaire en Algérie.
- L'ordonnance n° 82-01 du 1982 qui décide que les taxes compensatoires sont créées en relation avec la politique des prix.
- L'ordonnance n°01-01 modifiant et complétant la loi 90-10.
- L'ordonnance n°03-04 du 19 juillet 2003 relative aux règles générales applicables aux opérations d'importations et d'exportations des marchandises.
- L'ordonnance n°03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, modifiée et complétée par l'ordonnance n°10-04 du 26 août 2010.

- L'ordonnance n°74-11 du 30 janvier 1974 porte sur la libéralisation et suspension de l'exercice des monopoles à l'exportation par les entreprises publique.
- L'ordonnance n°74-12 du 1974 relative au nouveau système de planification des importations.
- L'ordonnance n°74-13 permet l'exportation des produits qui ne figurent pas sur la liste libérée sur autorisation du ministère du commerce.
- Loi 82-11 fixe un plafond (30millions DA) à l'investissement privé local, il attend l'augmentation de l'emploi.
- Loi 86-14 du 19 août 1986 définissait le nouveau régime juridique des activités de prospection.
- Loi 88/01 portant autonomie des entreprises publiques.
- Loi 88-01 concernant l'orientation des entreprises publiques économiques.
- Loi 88-29 relative à l'abolition du monopole de l'état sur le commerce extérieur.
- Loi 90-10 relative au régime des banques et du crédit dit « la loi sur la monnaie et le crédit ».
- Loi n°04-04 du 23 juin 2004 relative à la normalisation.
- Loi n°09-03 du 25 février 2009 relative à la protection des consommateurs la répression des fraudes.
- Loi n°78-02 du 11-02-1978 apporte plusieurs modifications aux importations.
- LOI RELATIVE AUX HYDROCARBURES «loi N° 86-14 du 19 août 1986 » Supplément Energie& Mines 210 novembre 2005.
- TEXTE UNIFIE : Loi n°05-07 du 19 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 28 avril 2005 relative aux hydrocarbures.

III. Article et revue

- Antoine Izambard, « Chute du prix du pétrole : pourquoi l'OPEP peut exploser » articles [en ligne] disponible sur https://www.challenges.fr/challenges-soir/chute-du-prix-du-petrole-pourquoi-l-opep-peut-exploser_44058. Publié le 20-01-2016 à 10h17Mis à jour à 10h24 consulté le 20/09/2017.
- BOUYACOUB Ahmed, « L'économie algérienne et programme d'ajustement structurel », revue université d'Oran, Ed printemps, Alger, 1997 [en ligne] disponible sous forme de PDF sur : http://www.revues-plurielles.org/_uploads/pdf/9_21_8.pdf consulté le 08/10/2017.

- CHEBBAH Khaled « évolution de commerce extérieure de l'Algérie : 1980-2005 » revue Faculté des sciences économiques et de gestion UMMTO [en ligne] disponible sur : http://www.ummtto.dz/IMG/pdf/Evolution_du_commerce_exterieur_de_l_Algerie_1980-2005.pdf. Consulté le 25/10/2017.
- DAHMANI, Mohamed et NIZIGIYIMANA, Yves « le taux d'ouverture de l'économie Algérienne de 1980 à 2005) » revue de la faculté des sciences économiques et de gestion de l'université de TIZI-OUZOU disponible sur : http://www.ummtto.dz/IMG/pdf/Le_taux_d_ouverture_de_l_economie_Algerienne.pdf consulté le 25/10/2017.
- Economie mondiale et suisse : rétrospective 2015 et perspectives 2016, disponible sur <https://www.ge.ch/statistique/tel/publications/2016/analyses/reflets/an-rc-2016-1-supplement.pdf> consulté le 10/09/2017.
- Examen des enjeux qui influencent le prix du pétrole-Octobre2010 « Ressources naturelles Canada » disponible sur : http://publications.gc.ca/site/archivee-archived.html?url=http://publications.gc.ca/collections/collection_2011/nrcan-nrcan/M164-2-2010-fra.pdf consulté le 19/09/2017.
- Guide investir en Algérie, édition 2014 Kpmg.dz [en ligne] disponible sur : <http://www.fce.dz/wp-content/uploads/2016/04/guide-kpmg-2015.pdf> consulté le 20/10/2017.
- HAMAMDA Tahar « crise et transition à l'économie de marché en Algérie », revue de la faculté d'économie et de gestion, université Mentouri constantine, Algérie, 2004 [en ligne] disponible sur : [file:///C:/Users/GLOBAL%20INFO%20LAGA/Downloads/document%20\(1\).pdf](file:///C:/Users/GLOBAL%20INFO%20LAGA/Downloads/document%20(1).pdf) consulté le 14/10/2017.
- ISABELLE CHABOUD, professeur à Grenoble école du management « Baril de pétrole toujours en chute : causes et conséquences » articles [en ligne] sur : <http://www.atelier-artistique-du-bitume-recherche-application.com/cours-du-petrole-publie-le-24-08-a-12h00> consulté le 10/10/2017.
- Les différents chiffres annoncés dans ces paragraphes ont été tirés à partir de 3^e édition de la semaine de l'énergie en Algérie (les réformes, stratégies opportunités, innovations) revue de SONATRACH, 2006, n°51 [en ligne] disponible sur : http://www.energy.gov.dz/francais/index.php?page=revue_sh consulté le 28/10/2017.

- MARTINEZ Luis, « Algérie : les illusions de la richesse pétrolière », les études du CERI (centre d'études et de recherches internationales), N°168- septembre 2010 format PDF, disponible sur : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01023906/document> publiée le 14/07/2014 consulté le 19/10/2017.
- MEHDI Abbas « L'accèsion de l'Algérie à l'OMC entre ouverture contrainte et ouverture maîtrisée » document de travail, université Grenoble, France, 2009 [en ligne] disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2012-2-page-51.htm> consulté le 18/10/2017.
- Ministère des finances direction générales des douanes. Les chiffres de ce paragraphe sont tirés de l'article suivant : BENABDALLAH, Yousef « Ajustement structurel et nouveau statut de la rente pétrolière en Algérie » revue d'économie appliquée Cahiers de CREAD, 4^e trimestre 1998 et 1^e semestre 1999, n°46-47 [en ligne] disponible sur : <https://www.gate.cnrs.fr/unecaomc08/Communications%20PDF/Texte%20Benabdallah.pdf>, consulté le 27/10/2017.
- MOULOUD Hedir, Ancien directeur au ministère du commerce disponible sur : <https://www.ritimo.org/Le-poids-des-hydrocarbures-dans-l-economie-Algerienne>
- Moyen-Orient et Afrique du Nord « Perspectives économiques régionales » 25/04/2016 [en ligne] disponible sur <https://www.imf.org/external/french/pubs/ft/reo/2016/mcd/menap0416pf.pdf> consulté le 08/10/2017.
- MUTIN Georges « Le commerce extérieur de l'Algérie en 1964 » Revue de géographie de Lyon, disponible [en ligne] sur : http://www.persee.fr/doc/geoca_0035-113x_1965_num_40_4_1786 consulté le 27/10/2017.
- OPEC "Monthly oil market report" "Feature article: The product market outlook ahead of winter". Sur: http://db.dev.tm.wieni.be/monthly_report_october_2016_tsb.pdf 12 October 2016. Consulté le 20/09/2017.
- OUILEMS Med Amine « L'impact de la variation des prix du pétrole sur les variables macroéconomique en Algérie : approche économique » [en ligne] disponible sur : <http://eco.univ-setif.dz/uploads/A203.pdf>, 2012, [En ligne] consulté le 25/10/2017.
- RARBET Phillips, SOUAM Saïd et TALAHY Fatiha « enjeux et impact de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC » document de travail de CEPN, centre d'économie de l'université paris nord, 2009 [en ligne] disponible sur : <https://hal.archives-ouvertes.fr/CEPN> consulté le 23/10/2017.

IV. Thèses et mémoires

- ARROUCHE Nacéra «Essai d'analyse de la politique de soutien aux exportations hors hydrocarbures en Algérie : contraintes et résultats » mémoire de magister, sciences économiques, TIZI-OUZOU : Université mouloud MAMMERY de tizi-ouzou FSEGC.
- BOUDJELAL.M et DJOUKER.M : «Législation et fiscalité pétrolière en Algérie »,
- HAOUA Kahina : « L'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie », Mémoire de Magister, sciences économiques, TIZI-OUZOU : Université mouloud MAMMERY de tizi-ouzou FSEGC 2012.
- LALAMI Tiziri, YATAGHANE Hassiba « l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique : cas de l'Algérie (1970-2014) » [en ligne] mémoire de master université de Béjaia, 2016 disponible sur : <http://www.univ-bejaia.dz/dspace/handle/123456789/1073> consulté le 10/11/2017.
- Mémoire de Magister, UMMTO, 2010.

V. Colloques

- LAKHDARI Hakim et AYAD Atmane, « L'ouverture économique au Maghreb face à la crise : Quel risque de contamination ? Cas de l'Algérie », Colloque International, « crise, commerce et devenir des économies émergentes en méditerranée », Rabat, 2009 [en ligne] disponible sur : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01325297/document> consulté le 20/10/2017.

VI. Rapports et bulletins d'informations

- Bilan Energétique Nationale 2016, voir le site : (www.energy.gov.dz) consulté le 04/10/2017.
- Rapport annuel de centre national de l'information et des statistiques de l'Algérie 2016 disponible sur : <http://www.douane.gov.dz/Rapports%20periodiques.html> consulté le 20/10/2017.
- Rapport de la Banque mondiale du 10 août 2015 : « La chute du prix du pétrole et ses conséquences économiques sur l'Algérie » mardi 1 décembre 2015 à 9h13 Source de l'article : Le soir d'algerie.com disponible sur le site : <http://www.lematindz.net/news/21543-la-banque-dalgerie-dement-les-previsions-de-la-banque-mondiale.html> consulté le 20/10/2017.

- Rapport d'information n° 105 (2005-2006) de KERGUERIS Joseph et SAUNIER Claude, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, déposé le 24 novembre 2005 disponible sur : <https://www.senat.fr/rapports/rapports-des-delegations.html> consulté le 25/09/2017.
- Rapport du FMI « janvier 2016 » disponible sur : https://www.sonatrach.com/images/pdfs/Rapport_Financier-2016.pdf consulté le 04/10/2017.
- Rapport financier de SONATRACH 2016 [en ligne] https://www.sonatrach.com/index.php?option=com_content&view=article&id=75&Itemid=210 consulté le 30/09/2017.

VII. Site Web

- Agence internationale de l'énergie « The Financial Times »
- British Petroleum Company. (www.bp.com).
- Centre Nationale de l'information et des statistiques de l'Algérie période Janvier 2017
- <http://prixdubaril.com/petrole-index/44-petrole-algerie.html> consulté le 04/10/2017.
- <http://prixdubaril.com/petrole-index/44-petrole-algerie.html?start=20>
- <http://treaties.un.org/Pages/PageNotFound.aspx?clang=fr> Consultée le 26/09/2017
- http://www.algeria-watch.org/fr/article/eco/hydroc/raisons_declin.htm.
- <http://www.avenir-sans-petrole.org/2016/04/des-nouvelles-du-pic-petrolier.html>
- <http://www.avenir-sans-petrole.org/2016/04/des-nouvelles-du-pic-petrolier.html>
- <http://www.europe1.fr/economie/chute-des-prix-du-petrole-qui-y-perd-qui-y-gagne-2719069>, publiée le 13/04/2016 à 18h58, consulté le 16/10/2017.
- http://www.huffpostmaghreb.com/2017/09/21/reserves-de-change_n_18058380.html publiée le 21/09/2017 à 14h22 et mise à jour le 21/09/2017 à 14h22, consulté le 17/10/2017 à 17h00.
- <http://www.lematindz.net/news/15663-baisse-du-cours-du-petrole-et-incidences-sur-leconomiealgerienne.html>
- http://www.opec.org/opec_web/en/about_us/146.htm consulté le 04/10/2017.
- http://www.opec.org/opec_web/en/about_us/25.htm consulté le 01/10/2017.
- <http://www.planetoscope.com/petrole/559-production-mondiale-de-petrole.html>
- <http://www.presse-dz.com/revue-de-presse/le-sahara-blend-a-perdu-plus-de-16-dollars-en-decembre>
- <http://www.rfi.fr/economie/20150118-chine-croissance-economie-baisse-2014>

- <https://algeriepart.com/2017/10/04/loi-de-finances-2018-80-milliards-de-dollars-de-depenses-pres-de-60-milliards-de-dollars> publiée par SAMMAR Abdou le 04/10/2017 consulté le 11/11/2017.
- <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/fracturation-hydraulique> publiée le 18/12/2014 consulté le 15/10/2017.
- <https://www.fioulmarket.fr/actualites/baisse-prix-petrole-quelles-causes-comment-relancer-marche> publiée le 11/04/2016 consulté le 15/10/2017.
- <https://www.youtube.com/watch?v=E9QIasAc1NY>
- <https://www.youtube.com/watch?v=f5IH9AN6Eis>
- Ministère de l'énergie-Algérie-www.energie.gov.dz.
- Secrétariat de la CNUCE,
- SONATRACH levier de l'économie nationale (WWW.SONATRACH.COM)
- tsa-algerie.com/20151224/pourquoi-le-prix-du-petrole-devrait-encore-baisser.
- [www.la financepourtous.com](http://www.lafinancepourtous.com).



Annexes

Annexe N°1 :

ECHANGES EXTERIEURS DE L'ALGERIE PAR GROUPES D'UTILISATION**PERIODE : PREMIER SEMESTRE (2016/2017)**

Valeurs en Millions

A l'Importation	1ER SEM 2016			1ER	SEM 2017*		Evolution (%)
	Dinars	Dollars	Structure (%)		Dinars	Dollars	
Alimentation	440 134	4 048	16,94	485 854	4 437	19,30	9,61
Energie & Lubrifiants	76 965	708	2,96	71 957	657	2,86	-7,20
Produits Bruts	91 735	844	3,53	86 722	792	3,45	-6,16
Demi-Produits	653 858	6 014	25,17	580 496	5 302	23,07	-11,84
Biens d'Equipements Agricoles	26 210	241	1,01	37 826	346	1,51	43,57
Biens d'Equipements Industriels	856 956	7 882	32,99	801 650	7 321	31,85	-7,12
Biens de Consommation (non-alimentaires)	451 533	4 153	17,38	452 305	4 131	17,97	-0,53
Total	2 597 391	23 890	100	2516810	22 986	100	-3,78

Valeurs en Millions

A l'Exportation	1ER SEM 2016			1ER SEM 2017*			Evolution (%)
	Dinars	Dollars	Structure (%)	Dinars	Dollars	Structure (%)	
Alimentation	14 072	129	0,97	20 700	189	1,04	46,51
Energie & Lubrifiants	1 350 886	12 427	93,27	1 881 803	17 189	94,75	38,32
Produits Bruts	3 718	35	0,26	3 776	34	0,19	-2,86
Demi-Produits	75 777	697	5,23	75 628	691	3,81	-0,86
Biens d'Equipements Agricoles	3	.	-	13	-	-	-
Biens d'Equipements Industriels	2 830	26	0,20	3 202	29	0,16	11,54
Biens de Consommation (non-alimentaires)	1 015	9	0,06	963	9	0,05	0,00
Total	1 448 301	13 323	100	1 986 085	18 141	100	36,16

Annexe N°2 :

COMMERCE EXTERIEUR DE L'ALGERIE PAR REGIONS ECONOMIQUES*Période : 1 er SEMESTRE (2016/2017)*

Valeurs en Millions de US Dollars

<i>A l'Importation</i>	1er SEM 2016		1er SEM 2017*		Evolution (%)
	Valeurs	Struct (%)	Valeurs	Struct (%)	
<i>Union Européenne</i>	11 679	48,89	9 251	40,25	-20,79
<i>O.C.D.E (Hors U.E)</i>	3 012	12,61	3 215	13,99	6,74
<i>Autres Pays d' Europe</i>	435	1,82	839	3,65	92,87
<i>Amérique du Sud</i>	1 374	5,75	1 665	7,24	21,18
<i>Asie</i>	5 842	24,45	6 895	30,00	18,02
<i>Océanie</i>	-	-	-	-	-
<i>Pays Arabes (Hors U.M.A)</i>	1 019	4,27	745	3,24	-26,89
<i>Pays du Maghreb Arabe (U.M.A)</i>	400	1,67	275	1,20	-31,25
<i>Pays d' Afrique</i>	129	0,54	101	0,44	-21,71
Total	23 890	100 %	22 986	100 %	-3,78

Valeurs en Millions de US Dollars

<i>A l'Exportation</i>	1er SEM 2016		1er SEM 2017*		Evolution (%)
	Valeurs	Struct (%)	Valeurs	Struct (%)	
<i>Union Européenne</i>	7 538	56,58	10 876	59,95	44,28
<i>O.C.D.E (Hors U.E)</i>	2 972	22,31	3 372	18,59	13,46
<i>Autres Pays d'Europe</i>	67	0,50	10	0,06	-85,07
<i>Amérique du Sud</i>	964	7,24	1 453	8,01	50,73
<i>Asie</i>	977	7,33	1 432	7,89	46,57
<i>Océanie</i>	-	-	-	-	-
<i>Pays Arabes (Hors U.M.A)</i>	211	1,58	405	2,23	91,94
<i>Pays du Maghreb Arabe (U.M.A)</i>	567	4,26	568	3,13	0,18
<i>Pays d' Afrique</i>	27	0,20	25	0,14	-7,41
Total	13 323	100 %	18 141	100 %	36,16

Annexe N°3 :

PRINCIPAUX PARTENAIRES DE L'ALGERIEPériode : 1^{er} SEMESTRE 2017*

<i>Valeurs en Millions de US Dollars</i>			<i>Evolution (%)</i>
Principaux Clients	Valeurs	Structure (%)	
ITALIE	3 124	17,22	17,84
FRANCE	2 222	12,25	33,05
ESPAGNE	2 069	11,41	8,04
USA	1 713	9,44	15,82
BRESIL	1 170	6,45	31,02
PAYS-BAS	1 126	6,21	71,12
TURQUIE	918	5,06	30,40
GRANDE BRETAGNE	763	4,21	65,15
BELGIQUE	524	2,89	29,38
INDE	475	2,62	123,00
PORTUGAL	435	2,40	-2,47
CANADA	433	2,39	-40,52
TUNISIE	312	1,72	-1,58
GRECE	265	1,46	-
CUBA	240	1,32	-
Sous Total	15 789	87,03	
Total Général	18 141	100 %	

<i>Valeurs en Millions de US Dollars</i>			<i>Evolution (%)</i>
Principaux Fournisseurs	Valeurs	Structure (%)	
CHINE	4 588	19,96	8,82
FRANCE	1 955	8,51	-27,73
ITALIE	1 639	7,13	-34,83
ALLEMAGNE	1 573	6,84	15,58
ESPAGNE	1 487	6,47	-21,78
TURQUIE	1 056	4,59	2,03
REP DE COREE	1 027	4,47	89,83
USA	888	3,86	-7,60
ARGENTINE	787	3,42	30,08
BRESIL	750	3,26	29,76
FEDERATION DE RUSSIE	583	2,54	85,67
INDE	557	2,42	22,42
NOUVELLE ZELANDE	363	1,58	132,69
CANADA	360	1,57	5,57
PAYS-BAS	300	1,31	-4,46
Sous Total	17 913	77,93	
Total Général	22 986	100 %	



TABLE DES MATIERES

Couverture du mémoire	
Feuille blanche	
Page de titre	
Remerciements	
Dédicace	
Liste des figures, tableaux et schémas	
Liste des abréviations	
Sommaire	
Introduction générale	17
Chapitre 1 : Le secteur des hydrocarbures en Algérie	21
Introduction	21
Section 1 : Rôle du secteur des hydrocarbures en Algérie	22
1.1. Historique sur les hydrocarbures	22
1.1.1. Définition du pétrole	22
1.1.2. Utilisation du pétrole	22
1.2. La production du pétrole en Algérie	26
1.3. La classification des réserves de pétrole	27
1.3.1. Les réserves potentielles	27
1.3.2. Les réserves prouvées	27
1.4. L'exportation du pétrole	28
1.4.1. L'organisation des pays exportateurs du pétrole (OPEP)	29
1.4.1.1. L'Algérie au sein de l'OPEP	30
Section 2 : les déterminants du prix du pétrole sur le marché pétrolier	30
2.1. Les nouveaux modes de commercialisation	31
2.1.1. Le contrat à long terme	31
2.1.2. le marché spot	31
2.1.3. Le contrat NEFNACK	32
2.1.4. Le contrat de vente à la formule	32
2.1.5. Le contrat à terme	32
2.2. Les déterminants du prix du pétrole	33
2.2.1. Les déterminants des prix du pétrole à court terme	33
2.2.1.1. Les fondamentaux du marché (offre et demande)	34
A. Du côté de l'offre	34

a. L'offre de pétrole et des produits pétroliers au niveau des réserves	34
b. La production du pétrole	34
c. Les capacités de raffinage	34
d. Les capacités de transport	35
B. Du côté de la demande	35
a. La conjoncture et la croissance mondiale	35
b. La concentration géographique	36
c. La saisonnalité et les aléas climatiques	36
2.2.1.2. Les variations des stocks	37
2.2.1.3. Les facteurs financiers	37
A. La spéculation sur le marché à terme	37
B. Le taux de change Euro/ Dollar	38
2.2.2. Les déterminants du prix du pétrole à long terme	39
2.2.2.1. Les coûts intervenant tout au long de la chaîne de l'industrie pétrolière	39
2.2.2.2. Les coûts sociaux	39
Section 3 : Evolution du prix du pétrole	39
3.1. Aperçu historique sur les grandes variations des prix du pétrole	40
3.1.1. Les concepts de « choc pétrolier » et de « contre choc pétrolier »	40
3.1.1.1. Définition d'un choc pétrolier	40
A. Un choc d'offre	40
B. Un choc de la demande	41
3.1.1.2. Définition d'un contre choc pétrolier	41
3.1.2. La relation entre un contre choc pétrolier et un choc pétrolier	41
3.1.3. Les fondements des principaux chocs et contre chocs pétroliers	43
3.1.3.1. Les fondements des chocs pétroliers	44
3.1.3.2. Les fondements des contre chocs pétroliers	44
Conclusion	46
Chapitre 2 : Le commerce extérieur en Algérie	48
Introduction	48
Section 1 : Le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur	49
1.1. L'Algérie dans les années 1962-1970	49
1.1.1. Caractéristiques du commerce extérieur	49
1.2. Le commerce extérieur de 1971 à 1979	51

Section 2 : la libéralisation du commerce extérieur en Algérie	53
2.1. La décennie 80 : la quête d'une croissance équilibrée	54
2.1.1. La réforme de 1982	54
2.1.2. La réforme de 1986	55
2.2. les réformes économiques et bancaires	56
2.2.1. La loi sur la monnaie et le crédit	57
2.2.2. le commerce extérieur à partir de 1990	58
2.3. Le rééchelonnement et le programmes de stabilisations et d'ajustement	59
2.3.1. La période d'avant 1994	59
2.3.2. L'ajustement structurel et l'ouverture (1994-1998)	59
2.4. la recherche d'une maîtrise de l'ouverture (depuis 1999)	62
2.4.1. L'accord d'association avec l'union européenne	62
Section 3 : La structure du commerce extérieur en Algérie	66
3.1. Les échanges extérieurs	66
3.1.1. Les importations	66
3.1.2. Les exportations	66
3.2. Répartition des importations par modes de financement	66
3.3. Répartition par régions économiques	68
3.3.1. Union européenne (UE)	69
3.3.2. Les pays de L'OCDE (hors UE)	70
3.3.3. Les autres pays	70
3.4. Les principaux partenaires commerciaux	70
3.4.1. Les principaux clients	71
3.4.2. Les principaux fournisseurs	71
Conclusion	73
Chapitre 3 : Relation entre les fluctuations du prix du pétrole et le commerce extérieur en Algérie	75
Introduction	75
Section 1 : Le groupe SONATRACH est le pilier de l'industrie pétrolière en Algérie	76
1.1.Présentation de SONATRACH	76
1.1.1. Les missions de SONATRACH	76
1.1.2. Les filiales SONATRACH et participations	78

1.2.La place de la SONATRACH dans l'économie nationale	80
1.2.1. Le groupe SONATRACH génère des revenus importants	80
1.2.2. La présence de la SONATRACH sur le marché pétrolier international	80
1.3.La réforme du secteur des hydrocarbures	80
1.3.1. La nationalisation du secteur des hydrocarbures	81
1.3.1.1.La nationalisation partielle	81
1.3.1.2.La nationalisation totale	81
Section 2 : Evolution des cours du pétrole en Algérie	82
2.1. L'évolution des cours du pétrole Algérien « SAHARA BLEND » durant la période 2005-2017	82
2.2. les raisons de la baisse du prix du pétrole	84
2.2.1. L'excédent de l'offre mondiale du pétrole	85
2.2.1.1. Les décisions stratégiques de l'OPEP	85
2.2.1.2. La hausse du niveau de la production mondiale de pétrole	86
A. L'émergence des USA comme le plus grand producteur du pétrole dans le monde	86
B. L'émergence de nouveaux producteurs en pétrole et gaz naturel	86
C. Le retour de l'Irak, la Libye et de l'Iran sur le marché	87
2.2.2. Le ralentissement de la demande mondiale sur le pétrole	87
2.2.2.1. L'utilisation du pétrole de schiste	88
2.2.2.2. Les facteurs liés aux conditions météorologiques	88
2.2.2.3. La récession économique	89
2.2.2.4. L'augmentation des niveaux des stocks mondiaux du pétrole	90
2.2.3. Les facteurs géopolitiques	91
2.3. les raisons de la hausse des prix du pétrole	91
2.3.1. La nouvelle politique de l'OPEP	91
2.3.2. L'essor de la demande	92
2.3.3. La forte réduction des capacités excédentaires de production	94
2.3.4. La multiplication des aléas conjoncturels	95
Section 3 : la relation entre le prix du pétrole et le commerce extérieur en Algérie	95
3.1. Le prix du pétrole et les exportations en Algérie	95
3.2. le prix du pétrole et les importations en Algérie	98
3.3. Evolution de la balance commerciale de l'Algérie pour la période 2010-2017	102

Section 4 : Les stratégies adoptées par l'Algérie afin de faire face aux effets de fluctuations des prix du pétrole	104
4.1. une gestion efficace de réserves en hydrocarbures et des recettes d'exportation	105
4.1.1. La gestion des réserves en hydrocarbures	105
4.1.2. La gestion des recettes d'exportations des hydrocarbures	105
4.1.3. Les principes directeurs d'une gestion efficace de la richesse en hydrocarbure	105
4.2. La réduction de la vulnérabilité de l'économie à la volatilité du prix du pétrole par la diversification économique	106
4.3. maintenir la stabilité macroéconomique et approfondir les réformes du marché	106
Conclusion	109
Conclusion générale	110
Bibliographie	114
Annexes	122
Table des matières	126
Résumé	

Résumé :

Le secteur des hydrocarbures est considéré comme étant le moteur du développement de l'économie Algérienne.

La situation de l'Algérie par rapport au marché mondiale est particulièrement critique du fait que ses exportations sont dominées par une matière première (les hydrocarbures). Dans le commerce international les produits qui s'exportent le plus sont les produits manufacturés.

Caractérisé par une forte dépendance aux hydrocarbures, le commerce extérieur en Algérie reste fragile et vulnérable, est considéré comme un risque à cause de l'instabilité des prix de pétrole. Ainsi cette situation a poussé l'Etat Algérien à prendre un certain nombre de mesures afin de diversifier ses exportations (le développement des exportations hors hydrocarbures) et de diminuer sa dépendance aux hydrocarbures.

Mots clés : hydrocarbures, commerce extérieur, exportations, importations.

Summary :

The hydrocarbon sector is considered to be the driving force behind the development of the Algerian economy.

The situation of Algeria in relation to the world market is particularly critical because its exports are dominated by a raw material hydrocarbons. In international trade, the products that export the most are manufactured goods.

Characterized by a high dependence on hydrocarbons, foreign trade in Algeria remains fragile and vulnerable, is considered a risk because of instability of oil prices. Thus, this situation prompted the Algerian government to take a number of measures to diversify its exports and develop non-hydrocarbon exports and reduce its dependence on hydrocarbons.

Key words: hydrocarbons, foreign trade, exports, imports.